

Carrière SOCAVA « Les Quevets »

Saint-Jeoire (74)

Porter à connaissance de modifications des conditions d'exploitation du site

19 mars 2022
Version définitive
N° d'affaire : 2021194

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
PRÉAMBULE.....	4
1.1. Exploitant de la carrière	5
1.2. Présentation de la carrière.....	6
1.3. Historique de la carrière	9
CHAPITRE 1. MODIFICATIONS APPORTÉES	13
1.1. Anticipation du déplacement du primaire et de l'exploitation du massif sous-jacent 14	
1.1.1. Nouveau positionnement du primaire	16
1.1.2. Conditions d'exploitation du massif Nord a l'aval du merlon de protection	17
1.1.3. Conditions d'exploitation du massif sous l'actuel primaire	20
1.2. Adaptation localisée de la hauteur de l'abattage	29
1.2.1. Principes généraux	29
1.2.2. Etat des prescriptions géotechniques sur la zone consignée par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011	30
1.3. Anticipation de l'accueil d'inertes pour la remise en état	33
1.4. Renouvellement d'un ou plusieurs équipement(s) sans augmentation de la puissance installée	33
1.5. Demande du bénéfice de l'antériorité pour la station de transit et l'installation	34
1.6. Actualisation du Plan de gestion des déchets d'extraction inertes et terres non polluées des industries extractives.....	34
CHAPITRE 2. ACTUALISATION DU PHASAGE D'EXPLOITATION	37
2.1. Principes généraux d'exploitation	37
2.2. Mise à jour de la remise en état progressive et des garanties financières	42
2.2.1. Principes du calcul forfaitaire des garanties financières	44
2.2.2. Evaluation des garanties financières par période.....	45
2.3. Synthèse des modifications apportées	50
CHAPITRE 3. COMPATIBILITÉ DU PROJET AVEC LE SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES	52
CHAPITRE 4. APPRÉCIATION DU CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DE LA MODIFICATION. 58	
4.1. Description sommaire de la modification	58
4.2. Analyse de la modification au regard de l'article R.122-2 du code de l'environnement 59	
4.3. Analyse des dangers ou inconvénients induits par le projet de modification	60
4.4. Incidences attendues du projet de modification sur l'environnement et mesures prises pour les éviter, les réduire et/ou les compenser	62
4.4.1. Effets sur les activités humaines, le paysage et le patrimoine	62
4.4.2. Effets sur les ressources	65
4.4.3. Effets sur les milieux naturels et la biodiversité	66

4.4.4. Effets sur le cadre de vie, la santé et la sécurité publique	69
4.5. Conclusion	78
ANNEXES	79

PRÉAMBULE

La carrière de roche massive calcaire de la SOCAVA (Société des Carrières des Vallées), située au lieu-dit « Les Quevets » sur la commune de Saint-Jeoire (74), est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2006-2956 du 15 décembre 2006 modifié.

Conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement, le présent document constitue un porter à connaissance pour présenter aux services de l'État les **modifications des conditions d'exploitation de cette carrière**.

Le caractère non substantiel de la modification fait l'objet d'une démonstration synthétique dans le chapitre 4 du présent document.


Ces modifications sont envisagées car, suite aux divers éboulements passés et aux mesures de sécurité qui en ont résulté pour poursuivre l'extraction, l'exploitation de la carrière nécessite une réorganisation et un ajustement des zones d'extraction avec déménagement d'une partie de l'installation fixe de concassage (primaire uniquement) afin d'optimiser le gisement disponible à extraire autant que possible. Cela constitue un enjeu notamment pour répondre aux besoins en matériaux sur le secteur.

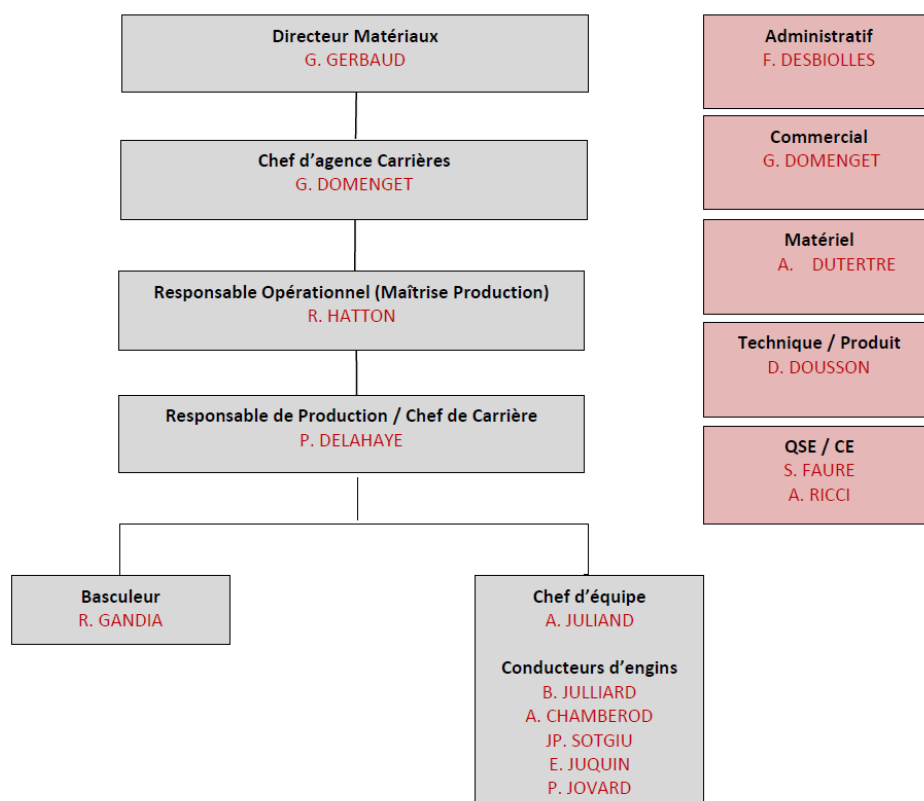
Ainsi, le projet de modification de la carrière SOCAVA, ses motivations et ses conséquences en termes de phasage sont détaillées dans les chapitres 1 et 2 du présent document.

En outre, une analyse de la compatibilité du projet de modification de la carrière par rapport au nouveau Schéma Régional des Carrières Auvergne Rhône-Alpes, approuvé le 8 décembre 2021, est présentée au chapitre 3 du présent porter à connaissance.

Enfin, les effets du projet de modification des conditions d'exploiter de la carrière sur l'environnement sont analysés dans la demande d'examen au cas par cas, déposée concomitamment au présent document, auprès de l'autorité environnementale.

1.1. EXPLOITANT DE LA CARRIERE

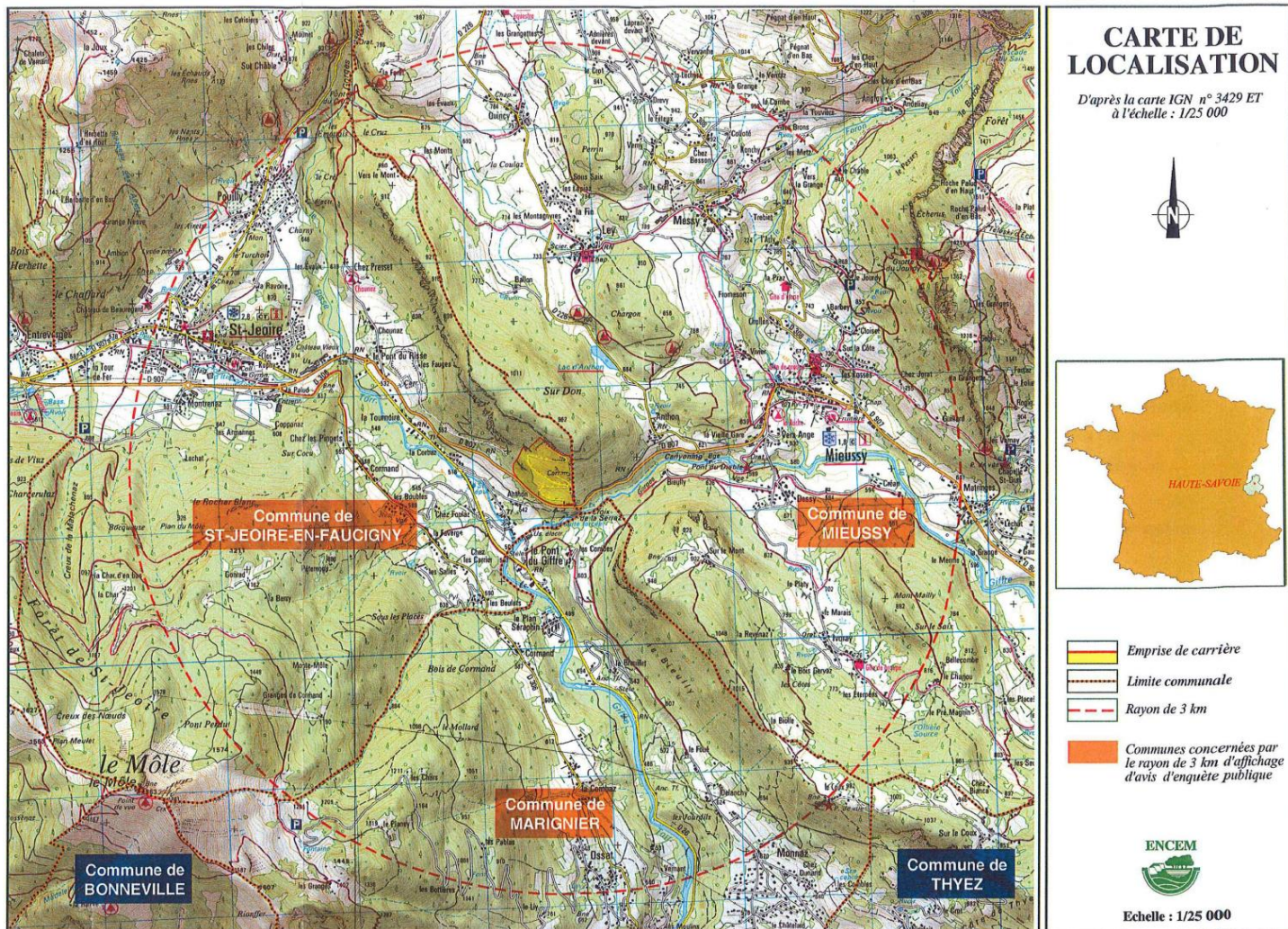
RAISON SOCIALE	 <p>SOCAVA (Société des Carrières des Vallées) (Société du groupe COLAS)</p>
ADRESSE SIEGE SOCIAL	2065 route de la Serra 74490 SAINT-JEOIRE
FORME JURIDIQUE	SA à conseil d'administration
NUMERO DE SIRET	606 320 752 00037
CODE APE ou NAF	0812 Z
DEPARTEMENT	Haute-Savoie (74)
NOM, PRENOM ET QUALITE DE LA PERSONNE HABILITEE A REPRESENTER LA PERSONNE MORALE	M. Guillaume GERBAUD Président du CA et Directeur Général
REFERENT EN CHARGE DU DOSSIER	Mme Violette FRANCOZ
E-MAIL	violette.francoz@colas.com
TELEPHONE	04 50 43 05 07



Organigramme actualisé de la carrière SOCAVA « Les Quevets »

1.2. PRESENTATION DE LA CARRIERE

La carrière SOCAVA est située au lieu-dit « Les Quevets » sur la commune de **Saint-Jeire (74)**, aussi appelée localement Saint-Jeire-en-Faucigny.



Localisation de la carrière « Les Quevets » de SOCAVA sur fond IGN (1/25 000ème) – extrait demande d'autorisation d'exploitation ICPE 2510, ENCEM, 2005

Autorisée avant les années 1980 et bénéficiant d'une autorisation en vigueur (AP n°2006-2956 du 15/12/2006 modifié), la carrière permet l'**exploitation de roche massive calcaire**, pour une durée de 30 ans (2006 à 2036) et sur une superficie de 172 254 m² (rubrique ICPE 2510-1 (A)). Les réserves exploitables avaient été estimées à 6 000 000 m³ en 2006. **La production maximale autorisée a été fixée à 600 000 tonnes par an, et la production moyenne à 500 000 T/an.** La hauteur de découverte est de 0 à 2 m, avec une altitude minimale d'extraction à +570 m NGF. En outre, la carrière accueille :

- > Une installation de broyage, concassage et criblage de pierres et cailloux fixe et une installation de traitement mobile. La puissance totale cumulée de ces deux installations est de 1 700 kW (autorisées dans l'arrêté actuel sous la rubrique 2515-1 (A)) ;
- > Une station de transit de produits minéraux solides dont l'aire de transit est de 78 000 m² et d'un volume < 75 000 m³ (rubrique ICPE 2517-1 (E) au titre des droits acquis, voir courrier du 25/11/2013) ;
- > Un atelier interne de réparation de véhicules/engins d'une surface de 1 000 m² (rubrique ICPE 2930 (NC)).

A l'heure actuelle, la carrière SOCAVA « Les Quevets » s'organise autour de **3 zones** :

- > Au sud, la zone des installations fixes et de stockage des matériaux en transit,
- > Au nord, les fronts historiquement exploités et remis en état,
- > Au centre et à l'ouest, les zones d'exploitation et de stockage de transit des matériaux prêt à leur commercialisation.

Encadré par des boisements, l'**accès à la carrière se fait par la RD-907**, qui passe au sud du site.

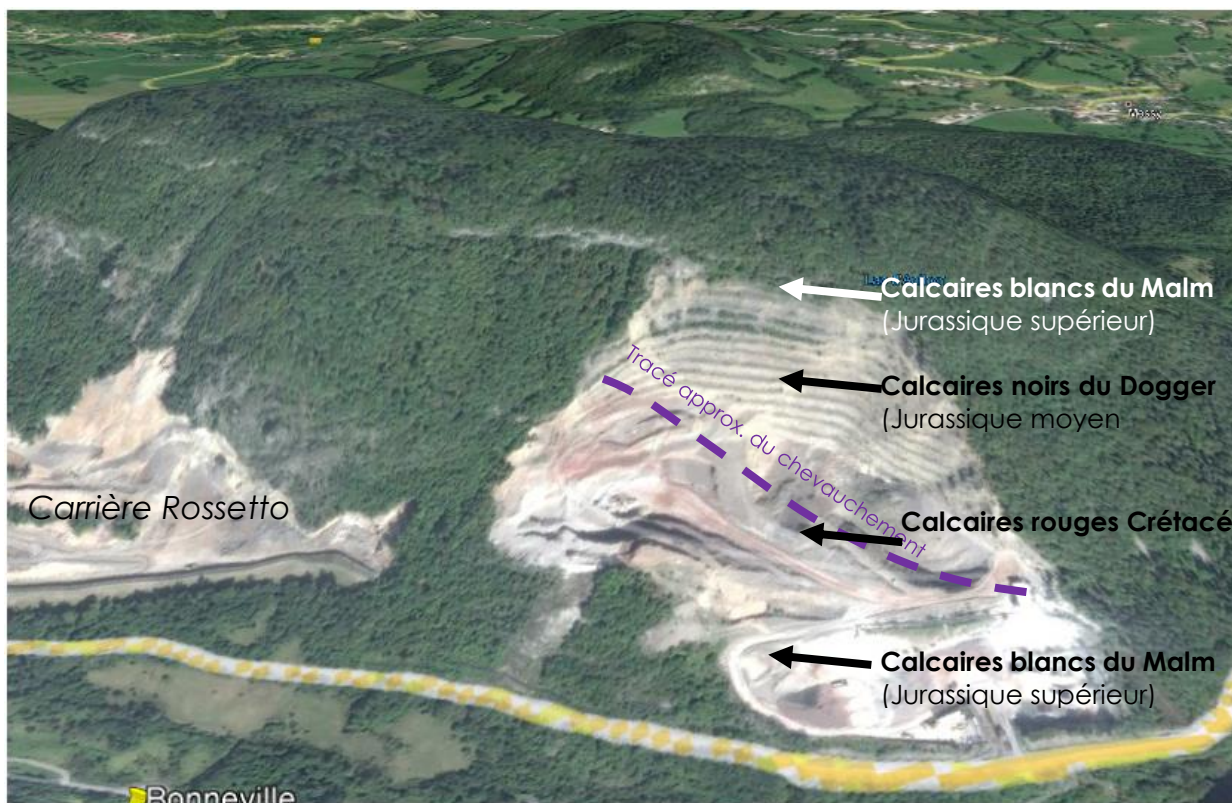


Schéma du fonctionnement de la carrière (photo par drone de 2020) – KARUM, fév. 2022

L'exploitation concerne un gisement composé de **3 entités géologiques différentes** :

- > Des calcaires allant du rouge foncé au rouge-vert du Crétacé,
- > Un calcaire « blanc » du Malm (Jurassique supérieur),
- > Un calcaire « noir » siliceux du Dogger (Jurassique moyen), exploité jusqu'à peu quasi exclusivement pour fournir essentiellement des graves.

L'ensemble Malm-Dogger chevauche le Crétacé dans la partie basse de la carrière, aujourd'hui en cours d'exploitation. L'essentiel des fronts dans la moitié ouest est désormais dans les calcaires blancs du Malm, sous le Crétacé « rouge » qui, lui, affleure à l'est.



Localisation des différentes géologies de la carrière SOCAVA – BMI, janv. 2021

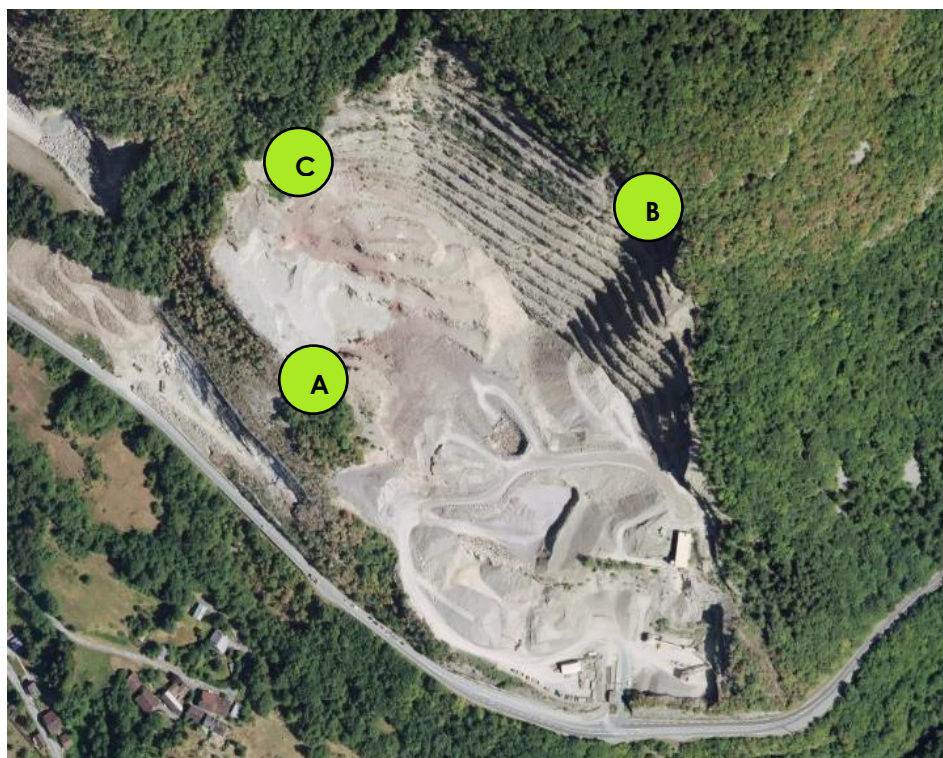
1.3. HISTORIQUE DE LA CARRIERE

Depuis les années 1980, la carrière a fait l'objet d'évolutions synthétisées ci-dessous, notamment au travers d'arrêtés préfectoraux complémentaires (APc).

DATE CLEF D'EVOLUTION	DESCRIPTION
AP n°83.517 du 20/04/1983	Autorisation de l'entreprise SOCAVA à exploiter et à étendre la carrière sur une surface d'environ 9,31 ha pendant 25 ans Rubrique ICPE : 2510-1 (A)
AP n°88-878 du 13/06/1988	Autorisation d'extension de la carrière sur environ 9,16 ha jusqu'au 20/04/2008 Rubrique ICPE : 2510-1 (A)
AP n°89-1039 du 03/08/1989	Autorisation d'exploiter une station de traitement d'une puissance de 400 kW et d'une capacité maximale de 600 000 tonnes Rubrique ICPE : 2515-1 (A)
AP n°95-1272 du 06/07/1995	Autorisation d'exploiter une station de traitement d'une puissance de 900 kW et d'une capacité maximale de 600 000 tonnes Rubrique ICPE : 2515-1 (A)
AP n°99-1527 du 11/06/1999	Prescriptions concernant la mise en place de garanties financières Rubrique ICPE : 2510-1 (A)
AP n°2004-2 du 05/01/2004	Modification des conditions d'exploitation de la carrière : modification des articles 5.7 et 12 de l'AP n°88-878 du 13/06/1988 Rubrique ICPE : 2510-1 (A)
AP n°2006-2956 du 15/12/2006 Actuellement en vigueur et issu d'une demande d'autorisation d'exploitation (renouvellement et extension de la carrière) de 2005-2006	<p>Modification des conditions d'exploitation de la carrière</p> <p>Rubrique ICPE : 2510-1 (A), 2515-1 (A), 2517-2 (D) et 2930 (NC)</p> <p>Installations : Complément de la chaîne existante avec d'autres appareils pour atteindre la puissance totale de 1 700 kW</p> <p>Minage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Foration limitée à 9 m ; orientation des tirs prévue de façon à limiter les projections en direction du CD907 et des zones habitées ; - Charge, maille foration limitée et fixée dans l'AP ; - 1 capteur fixe au chalet à l'entrée du site ; - Une vibration > 2 mm/s doit être signalée à la DREAL ; - 1 communication faite aux hameaux d'Anthon (St-Jeoire), Des Combes (Marignier). <p>Exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Phasage par tranches de 8 m avec un palier de 5 m tous les 15 m depuis la cote +715 m NGF ; - Mise en place d'un piège à bloc sur la périphérie du carreau final à la cote +585 m + 1 merlon végétalisé ; - Installation : les matériaux ne sont pas lavés ; - Réserve incendie de 120 m³. <p>Remise en état :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remblayer l'excavation de 570 à 585 m NGF avec des déchets inertes extérieurs ; - Vocation : réinsertion dans son environnement et assurer la sécurité à long terme (inspection voire mesures par un géologue en fin d'exploitation) plus sa réaffectation éventuelle à une vocation industrielle (activité de stockage et de traitement de matériaux). - Vieillessement possible des fronts au besoin

DATE CLEF D'EVOLUTION	DESCRIPTION
APc 11/04/2011 Abrogé	Suspension d'une zone d'exploitation à l'ouest sud-ouest suite à un éboulement zone ouest jusqu'à la RD907 et prescriptions
APc 13/01/2012 Abrogé	Levée partielle de la suspension de 2011
<i>Études techniques de février 2013</i>	<i>Rapports d'expertise pour redéfinir la méthode d'exploitation de la carrière et définir une solution de piège à cailloux (rapports de CETE 41874 et IMS RN 2012/G1/74/1097 v4)</i>
APc 05/08/2013 Actuellement en vigueur	1 ^{ère} modification de l'article 7 de l'AP de 2006 : insertion d'un nouvel article 7.3 « Réalisation d'ouvrages de sécurisation RD907 et hameaux »
<i>Évènements en 2018</i>	<i>Éboulements en janvier 2018 au nord, au droit de fronts déjà remis en état + éboulements le 26/07 ayant endommagés en partie les ouvrages de sécurité du piège à cailloux ouest (causé par un tir dans la bande 4,5 m/ 12 m)</i>
APc du 23/11/2018 Abrogé	Suspension de l'exploitation de la bande 0-4,5 m de la zone ouest + demande que la reprise d'exploitation par minage de la bande 4,5-12 m fasse l'objet d'une étude géotechnique
<i>Études techniques de février et avril 2019</i>	<i>Étude géotechnique du 11/02/2019 ARIAS MONTAGNE + observations SOCAVA du 16/04/2019</i>
APc du 06/05/2019 Actuellement en vigueur	2 nd e modification de l'article 7.5.3 de l'AP de 2006 L'exploitation de la zone suspendue modifiée est soumise à : <ul style="list-style-type: none"> - Plan topographique produit mensuellement ; - Suivi géologique semestriel lors des phases de réévaluation des conditions d'exploitation ; - Suivi géologique annuel en dehors de ces phases. Modification des conditions d'exploitation de la tranche 0-4,5 m ; 4,5 -8 m, 8-20 m Les conditions d'exploitation de 4,5 m à 20 m sont valables jusqu'à certaines altitudes sur deux zones sud-nord.
<i>Évènements en mai 2019</i>	<i>Éboulements en mai 2019 au nord-ouest, en partie basse des gradins qui sont remis en état (déjà eu un éboulement en 2013)</i>
<i>Études techniques de mai et juillet 2019</i>	<i>Étude géotechnique du 28/05/2019 ARIAS MONTAGNE + observations SOCAVA du 11/07/2019</i>
APc du 31/07/2019 Actuellement en vigueur	Utilisation de la piste de circulation en aval des front remis en état sur la partie nord-est suspendue (la réouverture est subordonnée à un avis géotechnique) Étude géotechnique à fournir pour le traitement de la zone éboulée sous 4 mois Étude de stabilité géotechnique du front remise en état sous 6 mois Exécution des travaux de mise en sécurité Pas de modification de la remise en état
<i>Études techniques de 2020</i>	<i>Études de sécurisation de la partie haute et des protections des conditions d'exploitation indice E bis - ARIAS MONTAGNE Dossier de modification du plan de phasage d'octobre 2020 (car retard vis-à-vis du phasage) + des garanties financières Mémoire réponse du 06/10/2020 complété le 23/11/2020</i>
APc du 05/01/2021 Actuellement en vigueur	Modification de l'article 17 de l'AP de 2006 au sujet des garanties financières (phasage d'extraction) Travaux de sécurisation rive ouest : <ul style="list-style-type: none"> - Précise les travaux de sécurisation de la rive ouest (nord-ouest) là où ont eu lieu plusieurs éboulements (2018) - Sécurisation en 4 phases (piste provisoire, création d'une plateforme et ouvrages de sécurité, minage, évacuation des matériaux) - Spécification sur le minage - Passage d'un géotechnicien après chaque passe de tir, enlèvement des matériaux éboulés sur accord du géotechnicien Poursuite de travaux de sécurisation des anciens fronts, en pied de talus : merlon et fosse sur la partie est Interdiction d'utiliser certaines pistes et zones d'exploitation pendant les travaux Faire faire une étude géotechnique de trajectographie à l'issue des travaux

Ainsi, ce sont principalement les éboulements passés qui ont conduit à l'évolution de la carrière SOCAVA « Les Quevets ». Les éboulements en question sont localisés sur la carte ci-dessous et leurs descriptions ainsi que leurs conséquences dans le tableau en page suivante.



Localisation des zones d'éboulements observés dans la carrière entre 2011 et 2019 – SOCAVA, déc. 2021

Tableau 1 : Description des conséquences des éboulements observés dans la carrière – SOCAVA, déc. 2021

DATE	LOCALISATION	CAUSE	CONSEQUENCE EXPLOITATION	AUTORISATION
04/04/2011	Éboulement éperon jusqu'à la route (A)	Tir de mine	<p>-Piège à cailloux RD907</p> <p>-Mesures minage</p> <p>-Mesures conduite d'exploitation</p> <p>-Achat des maisons en contrebas</p> <p>-Mesure d'exploitation hors zone suspendue (identiques à l'AP de 2006)</p> <p>-Mesure d'exploitation zone suspendue par APc du 11/04/2011 (exploitation différente par tranche 0-4,5 m pas de tirs ; 4,5-12 m tirs 4 m sous avis favorable géotechnicien et 12-20 m tirs de 4m)</p>	<p>Interdiction d'exploiter la zone – 11/04/2011 (abrogé)</p> <p>Modification de l'interdiction (zone interdite modifiée) – 13/01/2012 (abrogé)</p> <p>APc du 05/08/2013 venant modifier AP initial de 2006</p> <p>APc du 13/08/2013 abroge les APc du 11/04/2011 et du 13/01/2012</p>
05/01/2018	Éboulement partie sommitale – au-dessus du primaire (B)	Intempérie	<p>-Mise en place d'une piste de secours</p> <p>-Mise en place de la procédure météo</p>	APc du 23/11/2018 (abrogé) + APc du 06/05/2019
26/07/2018	Éboulement éperon jusqu'au piège à cailloux (A)	Tir de mine	-Mesures conduite d'exploitation (tranche 0-4.5, 4.5-8 et 8-12m)	
25/05/2019	Éboulement partie sommitale – anciens fronts nord (C)	Intempérie, géométrie des fronts	<p>-Périmètre de sécurité</p> <p>-Instrumentalisation des fronts</p>	APc du 31/07/2019

CHAPITRE 1. MODIFICATIONS APPORTÉES

Les modifications exposées dans le présent document sont principalement liées à des contraintes techniques rencontrées lors de l'exploitation de la carrière SOCAVA. L'exploitation de la carrière nécessite une réorganisation et un ajustement afin d'optimiser l'extraction du gisement disponible restant.

L'exploitant souhaite donc modifier les conditions d'exploitation comme suit :

- > Déplacement du primaire dès 2023 (au lieu de 2028 d'après l'APc de 2021) pour venir le placer à proximité même du gisement à extraire et des installations fixes (secondaires et tertiaires) existantes ;
- > Anticiper l'exploitation du gisement situé sous les installations du primaire actuel pour sécuriser son accès ;
- > Adapter les hauteurs d'abattement en rendant localement possibles des forations de 15 m (au lieu de 9 m) sur les zones autorisées au minage, dans les secteurs qui le permettent d'un point de vue géotechnique ;
- > Anticiper l'apport de déchets inertes extérieurs pour la remise en état avec l'accueil de 10 000 tonnes par an à prévoir dès 2023 (alors qu'initialement prévu en dernière phase mais bien autorisé) ;
- > Remplacer un ou plusieurs équipements de l'installation fixe primaire (scalpeur, crible). La puissance totale cumulée et autorisée des installations de traitement fixes et mobiles ne sera pas augmentée mais l'efficacité améliorée ;
- > Bénéficier de l'antériorité pour :
 - o l'installation de concassage criblage suite aux modifications de la rubrique 2515-1 par des décrets entre 2010 et 2018 abaissant le seuil d'ICPE A à E pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW ;
 - o et suite à la modification de la rubrique 2517 (transit de granulats) et des seuils de classement (l'arrêté du site de 2006 mentionnant la « 2517-2 » pour un volume de transit inférieur à 75 000 m³) ; la surface équivalente est de 5 000 m².

Ces changements nécessitent par le fait une modification des plans de phasage d'exploitation, du plan de gestion des déchets et de la remise en état progressive de la carrière. La remise en état finale restera inchangée sur la forme. Enfin, les garanties financières ont été recalculées en raison de ces variations.

Ces modifications permettront une économie et un investissement rentabilisé plus aisément pour l'exploitant.



Localisation des contraintes de sécurité nécessitant d'ajuster l'exploitation de la carrière – KARUM, fév. 2022

1.1. ANTICIPATION DU DEPLACEMENT DU PRIMAIRE ET DE L'EXPLOITATION DU MASSIF SOUS-JACENT

En l'état actuel, le déplacement du poste primaire en fin de fosse finale, c'est-à-dire d'ici 7 ans (comme prévu dans l'APc de 2021), présente les inconvénients suivants :

- > Complicquer considérablement l'extraction de cette partie de massif, surtout en termes d'accès avec une piste avec une pente de plus de 20% dont l'usage est toléré à titre dérogatoire ;
- > Allonger les distances de roulage des engins entre les fronts successifs de l'exploitation de la fosse finale et ce poste primaire. La piste finale projetée devrait faire 750 m de long pour un dénivelé de 87 m avec 3 épingles ;
- > Un accès à un gisement de calcaire blanc de bonne qualité (Q1), présent sous les installations primaires, retardé d'au moins 5 ans ;
- > Une sécurisation des flux retardée d'au moins 5 ans en l'absence d'une plateforme de stocks conséquente et définitive ;
- > Ne disposer que de 5 ans de réserves pour justifier le déplacement (moindre amortissement).

En outre, la zone ouest au-dessus du piège à cailloux est partiellement interdite d'exploiter. Elle présente de fortes contraintes géotechniques (minage interdit sur certaines tranches, avis géotechnique régulier, etc.) ce qui contraint l'accès au gisement.

1.1.1. NOUVEAU POSITIONNEMENT DU PRIMAIRE

L'exploitant souhaite ainsi anticiper le déplacement du primaire en 2023 pour venir le placer à proximité des bureaux et des installations existantes. Ce déplacement permet :

- > D'effectuer moins de marinage (1 engin lourd en moins), avec donc moins de CO2 émis (baisse de plus de 50 %) ;
- > D'amortir plus aisément (+5 ans d'amortissement) les investissements liés au déplacement du primaire ;
- > D'exploiter le gisement avec beaucoup plus de sécurité : limitation de l'utilisation de la piste avec un dénivelé fort, limitation des passages sur la piste soumise aux aléas d'instabilité. Voir les développements aux sous-chapitres suivants ;
- > De modifier le phasage d'extraction de façon à pouvoir potentiellement conserver la bande ouest pour l'utiliser par la suite comme piste d'accès à la future extension ouest.

Le primaire sera positionné à proximité des installations de traitement secondaire et tertiaire entre les cotes +610 m NGF (à l'ouest) et +600 m NGF (à l'est).

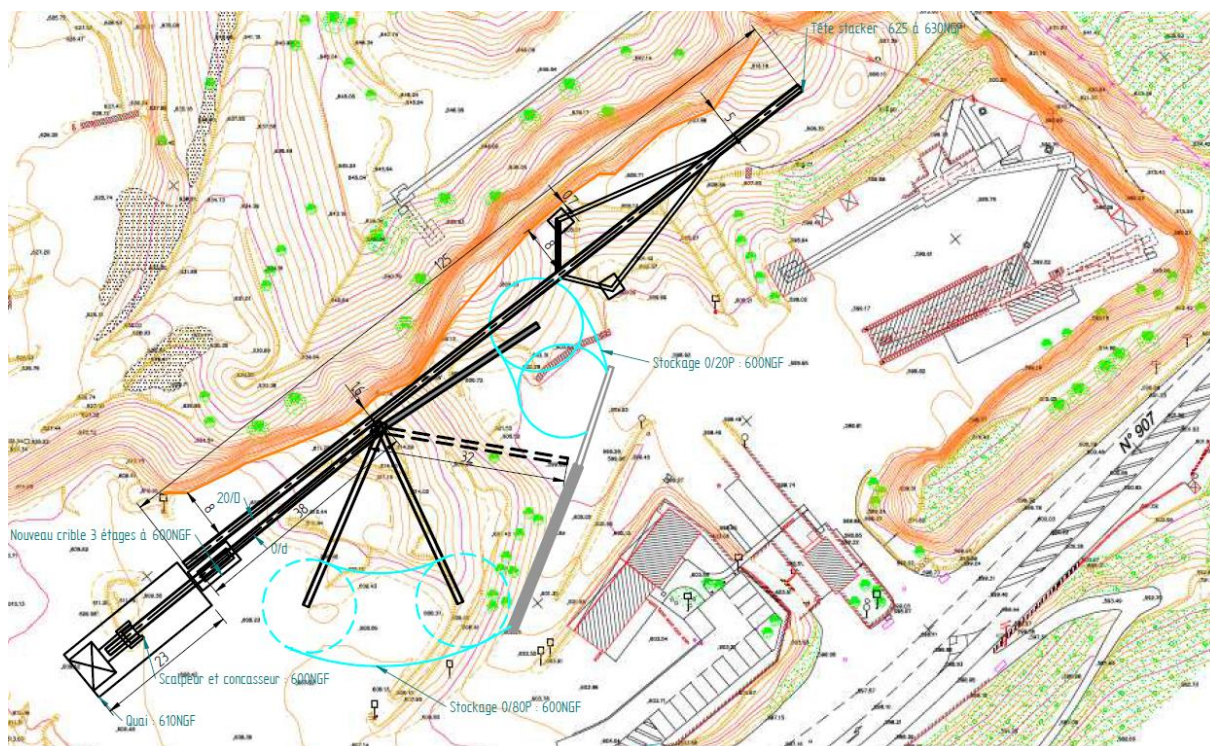


Figure 1 : Principe d'installation du primaire (stade esquisse, à confirmer par les études projets) – Source SOCAVA ; fév. 2022

1.1.2. CONDITIONS D'EXPLOITATION DU MASSIF NORD A L'AVANT DU MERLON DE PROTECTION

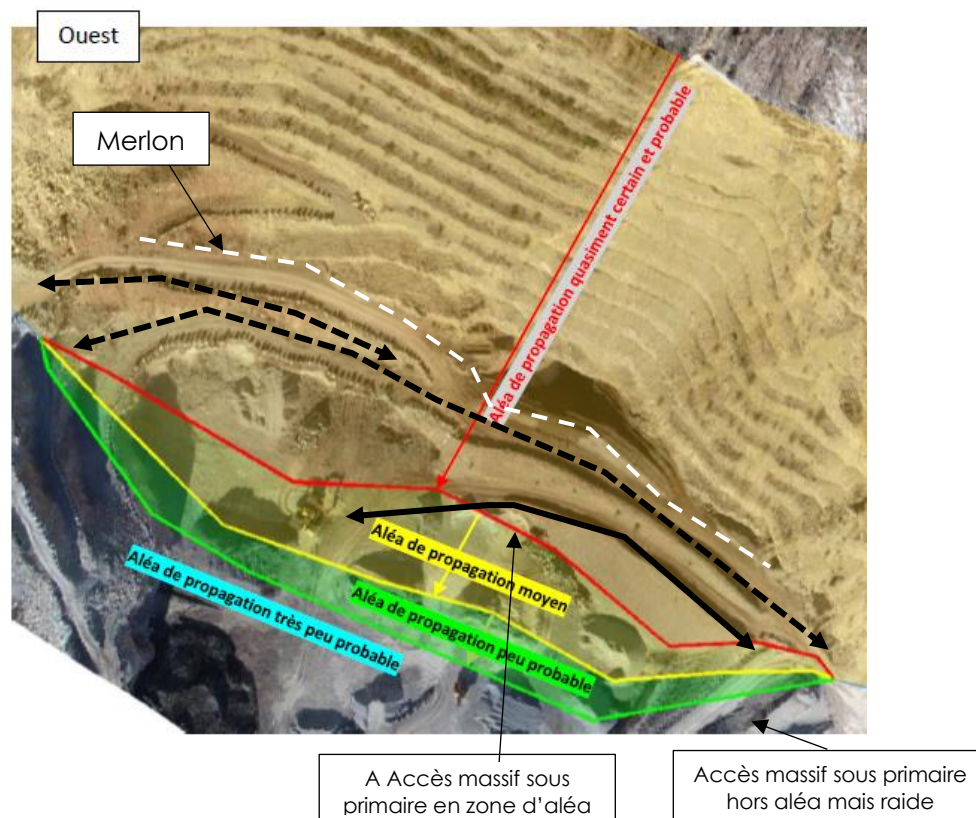
La carrière SOCAVA présente des difficultés d'exploitation compte tenu d'une surface située en zone d'aléa d'éboulements et de chutes de pierres/blocs. L'objectif des solutions de mise en sécurité est au minimum la recherche d'un aléa de propagation moyen sur les zones de circulation et peu probable sur la zone d'exploitation (page 52 du Rapport d'Avant-Projet, études de sécurisation de la partie haute des fronts et de protection des conditions d'exploitation. Indice E bis du 1er septembre 2020, ARIAS Montagne).

Pour réduire les aléas sur le massif nord, une solution a été retenue à l'arrêté complémentaire du 5 janvier 2021. Il s'agit de la mise en œuvre d'un merlon et l'abattage de 2 fronts, conformément aux prescriptions de la solution n°3 du document d'Arias Montagne.

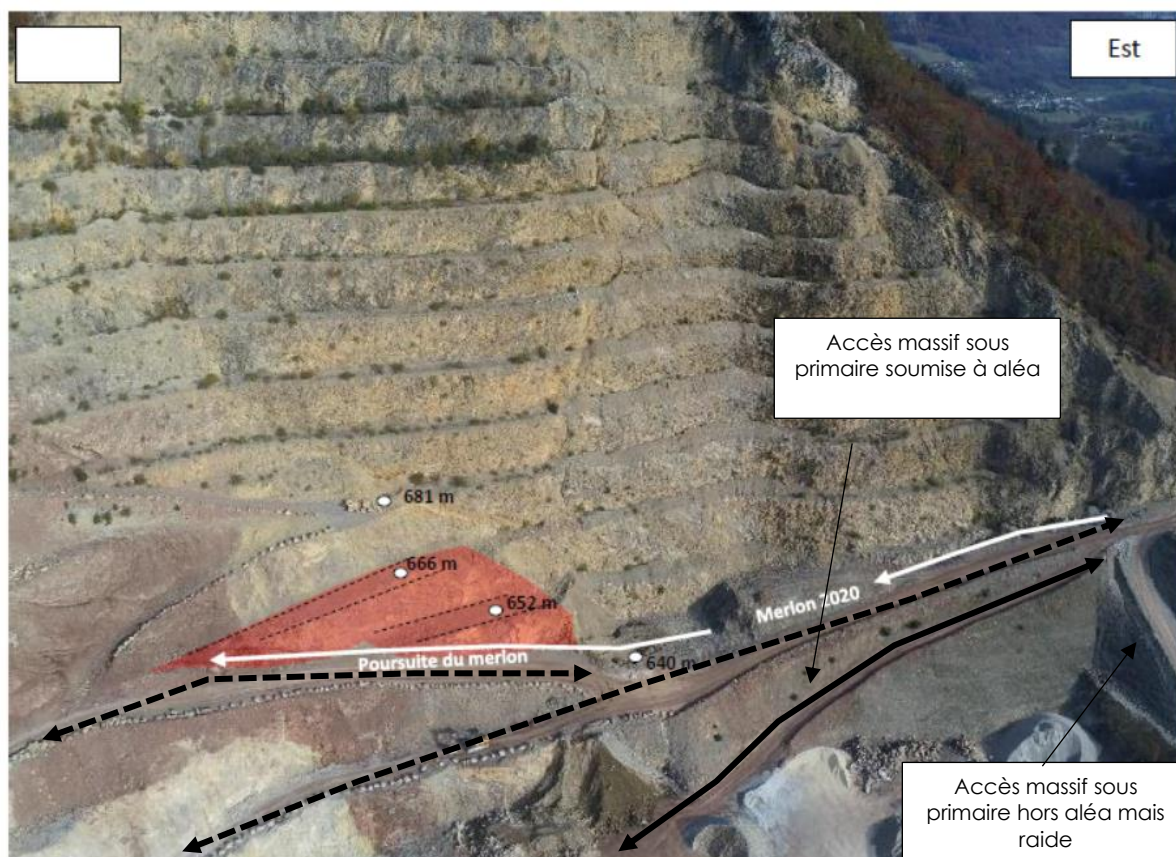
La réalisation de cette solution a pour objectif, conformément aux attendus de l'article 5 de l'arrêté du 5 janvier 2021 :

- > de réduire la zone aval exposée aux aléas de propagation quasiment certains et probables (zone rouge sur le plan) ;
- > d'augmenter les zones exploitables situés en aléa vert de propagation peu probable ;
- > de garantir la possibilité d'accéder au primaire actuel via 2 pistes : une en zone d'aléa de propagation moyen et une autre en dehors à pente très raide qui s'intensifierait selon le phasage actuellement autorisé).

Jusqu'à la mise en œuvre de la solution n°3, l'exploitation de matériaux est actuellement possible en zone verte du plan ci-dessous.



Carte d'aléa 1 : Illustration de l'aléa du risque d'éboulement sur la carrière pendant la mise en œuvre du merlon de protection selon la solution n°3 visant la suppression de deux banquettes et la poursuite du merlon vers l'ouest (source ARIAS Montagne, Rapport d'Avant-Projet, études de sécurisation de la partie haute des fronts et de



Principe de sécurisation du pied de falaise (solution n°3), en cours réalisation : poursuite du merlon et abattage de 2 fronts. Source : Rapport d'Avant-Projet, études de sécurisation de la partie haute des fronts et de protection des conditions d'exploitation. Indice E du 1^{er} septembre 2020, page 51). En tirets noirs la représentation des pistes impraticables

Au terme de la réalisation de la solution n°3, l'exploitant doit réaliser une étude trajectographique pour confirmer les zones d'aléas simulés dans le rapport d'Arias Montagne, comme le stipule l'article 5 de l'arrêté du 5 janvier 2021 repris ci-dessous.

Article 5 : Pendant la phase de travaux l'usage de la piste « d'utilisation normale » située en pied des fronts pour rejoindre l'ouest à l'est de la carrière située actuellement en aléa de propagation quasiment certain et probable ainsi que les zones d'exploitation situées en dehors du périmètre aléa de propagation peu probable sont suspendus. Le plan des aléas en prendre en compte pour délimiter ces interdictions est en **ANNEXE VII** du présent arrêté.

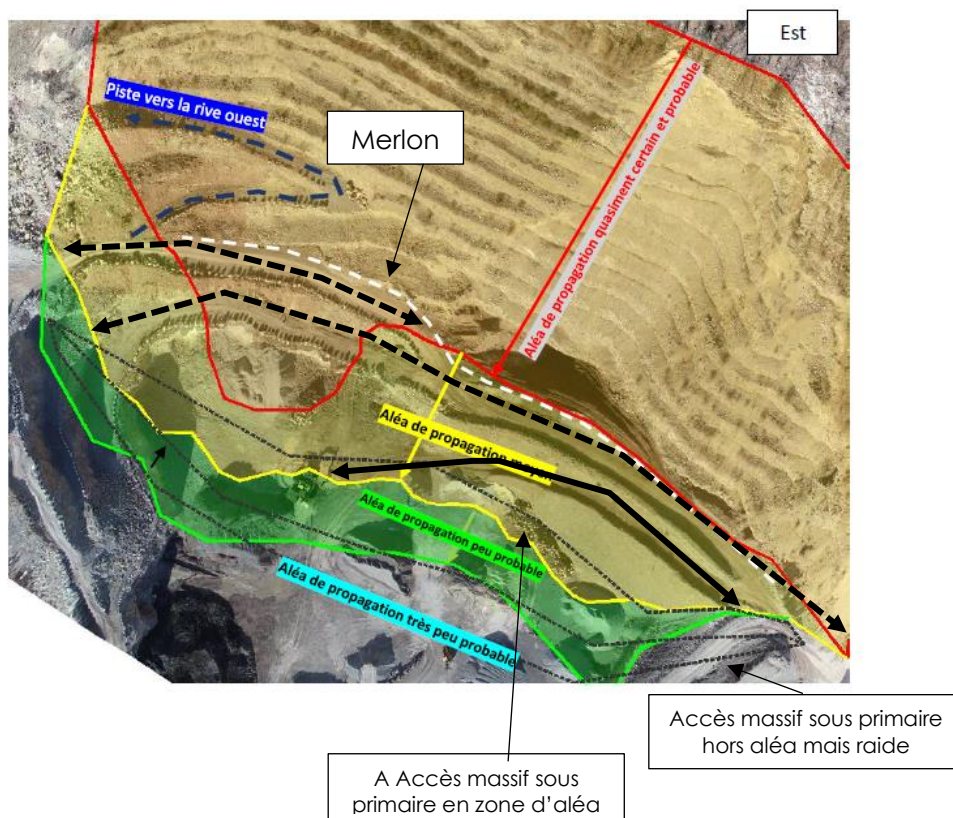
A l'achèvement des travaux de sécurisation, la réalisation d'une étude trajectographique devra être nécessaire afin de justifier que le niveau des aléas au niveau des zones de circulation et d'exploitation est atteint pour les réutiliser, à savoir :

- zones de circulation : aléa de propagation qualifié de moyen (périmètre jaune) ;
- zone d'exploitation : aléa de propagation qualifié de peu probable (périmètre vert).

Extrait de l'arrêté complémentaire du 5 janvier 2021

Mais les simulations trajectographiques et les cartes d'aléas associées réalisées par Arias Montagne pour ce merlon montrent que le gain de sécurité est minime, engendrant une faible augmentation du périmètre d'exploitation (zone verte sur la carte ci-après). Si ces périmètres sont confirmés par l'étude trajectographique réalisée au terme de la mise en œuvre de la

solution n°3, l'exploitant perdrait une part de gisement importante, notamment en ne pouvant pas exploiter le rocher situé sous le périmètre jaune.



Carte d'aléa 2 : Illustration de la projection de l'aléa du risque d'éboulement sur la carrière après la mise en œuvre du merlon de protection (source ARIAS Montagne, Rapport d'Avant-Projet, études de sécurisation de la partie haute des fronts et de protection des conditions d'exploitation. Indice E bis du 1^{er} septembre 2020, page 51. En tirets noirs, la représentation des pistes impraticables)

C'est pourquoi l'exploitant souhaite étudier la possibilité d'étendre son exploitation sous la falaise. Une des perspectives envisagée selon le rapport d'Arias (cf. paragraphe 4.5.6 du Rapport d'Avant-Projet, études de sécurisation de la partie haute des fronts et de protection des conditions d'exploitation. Indice E bis du 1^{er} septembre 2020, Arias Montagne) est d'étudier les gains de sécurité cumulés de la modification de la géométrie de la rive ouest (réalisée selon l'article 4 de l'arrêté complémentaire du 5 janvier 2021) et de la solution n°3 du merlon est. **L'exploitant remettra à l'administration un rapport détaillé réalisé par un géotechnicien reconnu avant fin 2023.**

Pour l'heure, les plans de phasage présentés dans ce porter à connaissance intègrent déjà une évolution des zones exploitables à partir de 2024 : **la limite d'exploitation indiquée sur les plans longe ainsi le périmètre rouge de la carte d'aléa 2.**

Dans l'attente des solutions apportées par cette étude, les limites d'exploitation sous le merlon de protection **demeureront dans l'aléa de propagation peu probable** (zone verte de la carte d'aléa 1).

1.1.3. CONDITIONS D'EXPLOITATION DU MASSIF SOUS L'ACTUEL PRIMAIRE

Source : l'étude géotechnique d'avant-projet de type G2AVP pour l'exploitation du triangle Est de la carrière SOCAVA, Ind. février 2022. Alpes Ingé (consultable en annexe)

Compte tenu du contexte géologique particulier autour du massif situé sous le primaire, SOCAVA a souhaité disposer d'une étude géotechnique pour définir les modalités d'exploitation sécurisées de cette partie du gisement.

L'étude géotechnique d'avant-projet de type G2AVP pour l'exploitation du triangle Est de la carrière SOCAVA a pour objectif d'établir un diagnostic structural du massif rocheux à exploiter et des falaises le surplombant afin de définir les dispositions à respecter et les sécurisations à prévoir. Les principales conclusions sont exposées ici.



Zone d'étude – Source : Étude d'AVP Triangle est Alpes Ingé, fév. 2022



Vue générale de la zone. -Source : Étude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022

Sur l'ensemble du triangle Est une cinquantaine de plans de fracturations a été relevée, ceux-ci se décomposent en quatre familles principales (F1 à F4) qui se recoupent avec le plan de stratification S0.

A l'échelle du secteur la combinaison des falaises et fronts avec les différentes discontinuités décrites dans le paragraphe précédent, entraine un découpage géométrique avec les mécanismes de rupture préférentiels suivants répartis selon les familles : glissements en plans, glissements dièdres, basculement et/ou fauchages, surplombs instables.

La photo de la falaise sud ci-après illustre les différentes familles repérées sur la zone d'étude.

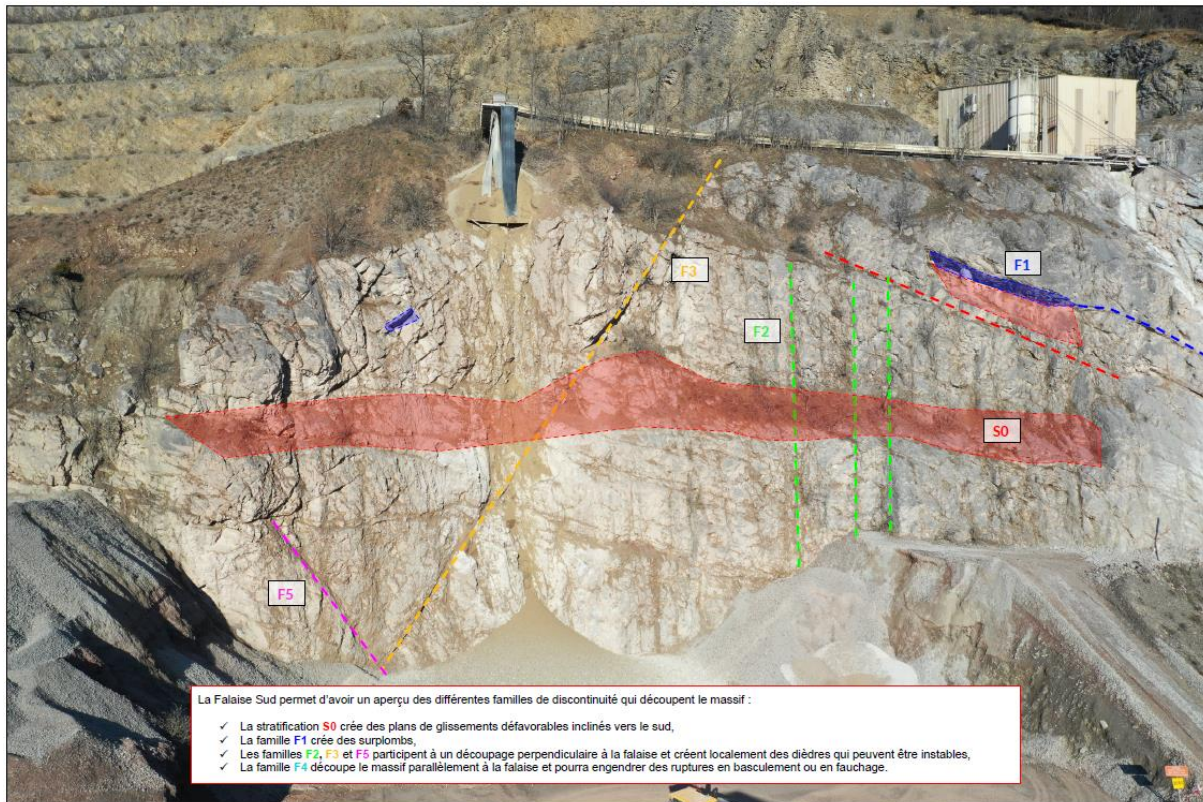
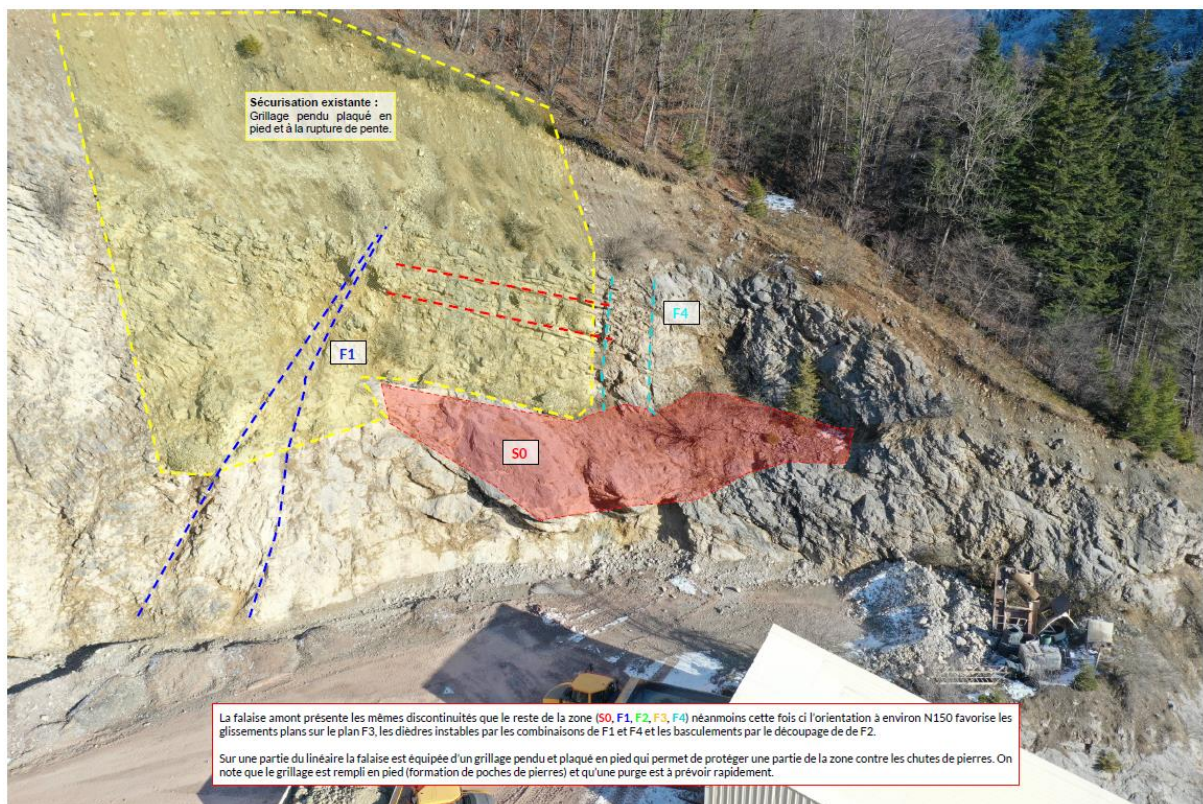


Illustration des différentes familles de discontinuité (falaise sud). -Source : Etude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022, Annexe 2



Discontinuités et sécurisations existantes sur la falaise amont. -Source : Etude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022, Annexe 2

Au-delà d'un découpage géométrique favorable à la rupture, c'est l'état même des joints qui va dicter la stabilité d'un compartiment. En effet sur la frange superficielle de nombreuses

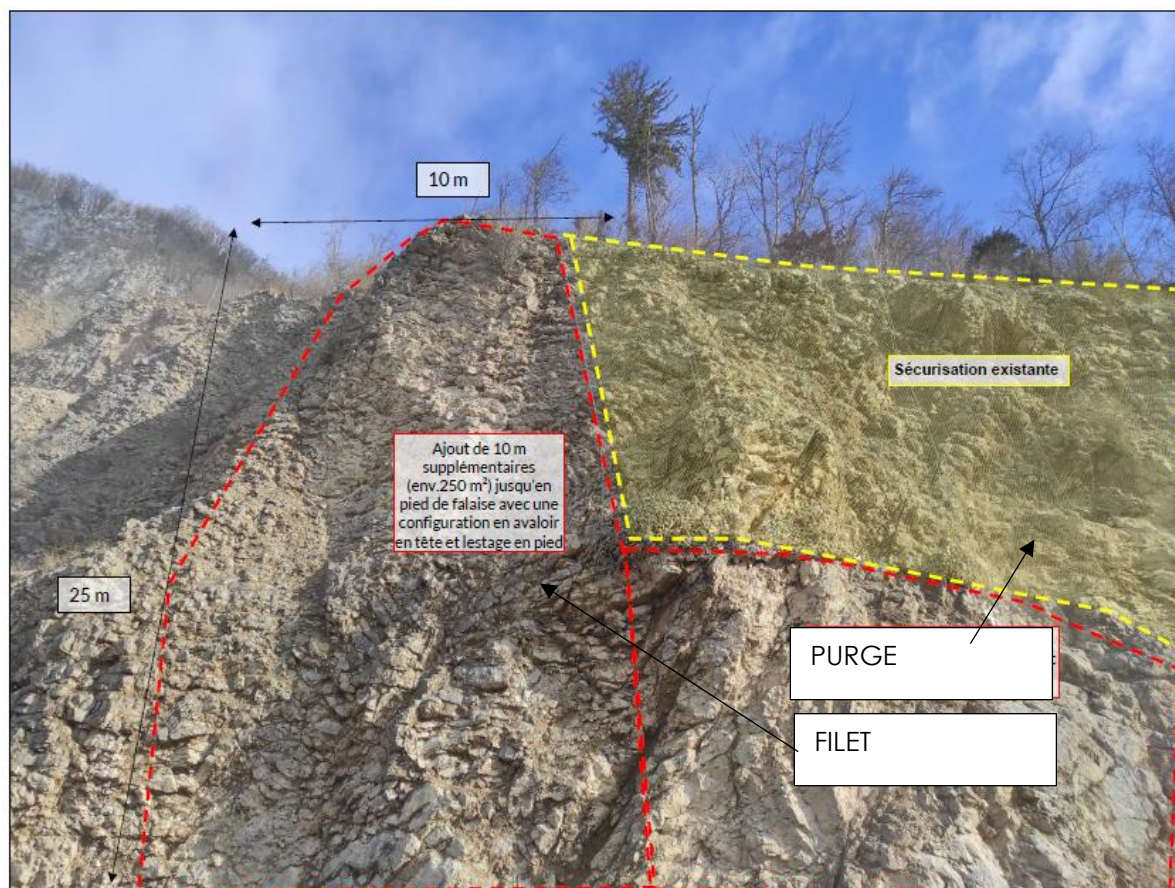
fractures présentent une ouverture centimétrique et une altération marquée qui est due au climat. L'étude d'Alpes Ingé regroupe trois thématiques de sécurisation, décrites ci-après :

- > La sécurisation de la falaise amont ;
- > La définition des fronts de taille sur la zone du primaire ;
- > La sécurisation de la falaise sud.

1.1.3.1. LA SECURISATION DE LA FALAISE AMONT

En partie amont des sécurisations de type grillage plaqué sont déjà en place. Pour compléter ces sécurisations, Alpes Ingé recommande une intervention en deux temps :

- > **En 2022 :**
 - > La mise en place de 10 m supplémentaires à gauche du grillage, avec un avaloir en tête ;
 - > La purge du grillage existant.

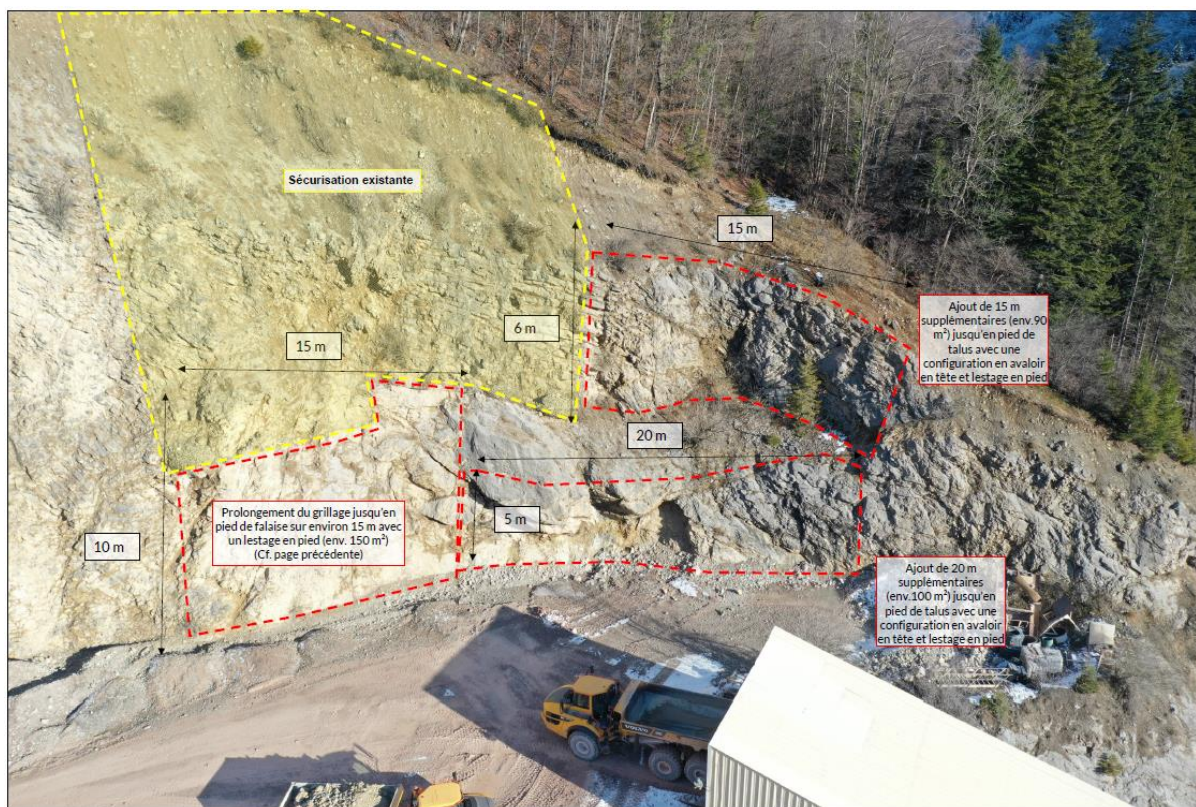


Propositions de sécurisation du triangle est courant 2022. -Source : Etude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022, Annexe 2

Pour la sécurisation du personnel lors de l'exploitation de la plateforme, Alpes Ingé recommande d'ajouter les protections suivantes (voir illustration ci-après) :

- > Ouvrir le pied de grillage existant et le prolonger jusqu'en pied en configuration grillage pendu,
- > Etendre le grillage sur 15 m vers la droite avec une configuration en avaloir en tête,

- > Réaliser un 2^{ème} avaloir en dessous pour capter les pierres de la banquette,
- > Prolonger le merlon en terre en pied sur toute l'emprise de la future risberme.



Propositions de sécurisation du triangle est en phase exploitation. -Source : Etude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022, Annexe 2

Ces propositions seront étudiées au stade PROJET et la protection pourra bénéficier d'autres techniques sous avis d'un géotechnicien compétent.

1.1.3.2. VALIDATION DU PROFIL DE STABILITE ET DEFINITION DES FRONTS DE TAILLE SUR LA ZONE DU PRIMAIRE

L'article 7.4.1 de l'arrêté d'autorisation indique que l'exploitation sera conduite par tranches descendantes depuis le sommet du gisement jusqu'au carreau provisoire à la cote 570 NGF. « Un palier de sécurité d'une largeur minimale de 5 mètres séparera tous les 15 mètres les fronts d'exploitation. »

L'article 7.4.2 précise que « L'exploitant s'inspirera des recommandations des études géotechniques menées sur site » pour la conduite de l'exploitation.

Compte tenu des antécédents d'instabilité situés à l'amont de ce secteur (merlon de protection), l'exploitant a souhaité faire valider, pour ce secteur situé sous le primaire actuel, le profil d'exploitation habituellement mis en œuvre pour l'exploitation de la carrière.

Alpes Ingé a été missionné pour valider ce profil d'exploitation et définir les modalités de sécurisation associées. Ainsi pour chaque orientation de front de taille Alpes Ingé a étudié des fronts de taille à 80°, correspondant globalement au profil d'exploitation habituel de la carrière (front de 15m, banquettes de 5 m, fruit de 3m -correspondant à une pente de 78,64°).

GLISSEMENT EN PLAN ET GLISSEMENT DIÈDRE

Les coefficients de sécurité appliqués pour les calculs de stabilité sont réalisés selon l'Approche 3 de l'Eurocode 7 pour le glissement en plan et glissement dièdre. Cette approche s'applique pour la stabilité générale de talus ou de massifs rocheux et développe des coefficients réducteurs sur les caractéristiques mécaniques.

Le modèle de calcul a été calé pour avoir un coefficient de sécurité de 1 en calcul unitaire (sans coefficients de sécurité partiels) ce qui permet d'envisager les calculs sur un massif tout juste en limite de stabilité. Cette méthode est donc très sécuritaire.

Une fois le modèle calé, Alpes Ingé a appliqué les coefficients partiels de l'approche 3 (ce qui revient à prendre un coefficient de sécurité général d'environ 1,30). De ce fait, de nombreux compartiments sont naturellement devenus instables. Ainsi ce calcul permet d'estimer le nombre de configurations instables « dans le pire des cas ». C'est sur cette base que sont proposés les principes de confortement exposé ci-après, et qui seront validés ou adaptés par une étude PROJET.

BANCS EN BASCULEMENT ET FAUCHAGE

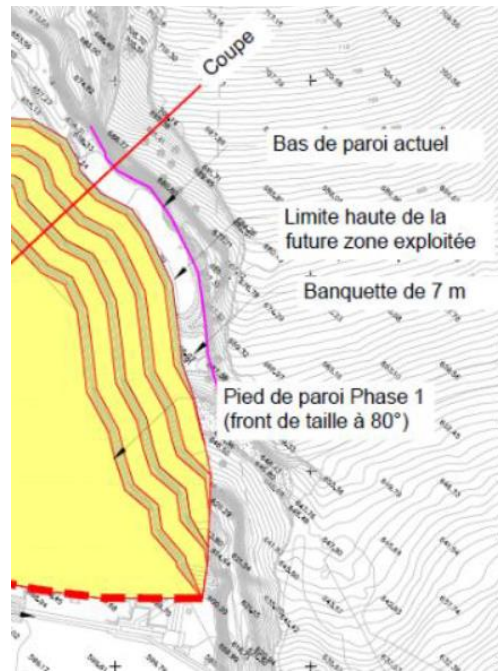
La stabilité des bancs en basculement et fauchage est analysée par l'étude structurale qui indique « *qu'en moyenne les discontinuités subverticales (F2 et F4) présentes sur site sont inclinées vers la falaise ce qui réduit le risque de fauchage et basculement* ». Il conviendra de repérer ces plans à l'ouverture des fronts pour définir la nécessité ou non de confortements.

CONDUITE D'EXPLOITATION ET CONFORTEMENTS PROPOSES

Alpes Ingé valide la géométrie d'exploitation (banquette de 5 m, fronts de 15 m et pente des fronts de 80°). Pour les deux géométries d'instabilités repérées, des travaux de confortements définitifs pourront s'avérer nécessaires. Il pourra s'agir de clouage pour les compartiments massifs, ou pour les petits volumes (pierres et petits blocs), de barrières grillagées placées sur les risbermes.

Ces travaux de confortement seront validés par des études spécifiques menées par un géotechnicien compétent.

Alpes Ingé demande également la création d'une banquette de 7 m du bas de la paroi actuelle (à l'est de la zone étudiée) en limite haute de l'entrée en terre (voir le principe sur la carte qui suit).



Localisation de principe de la banquette de 7 m sur l'entrée en terre est. -Source : Etude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022

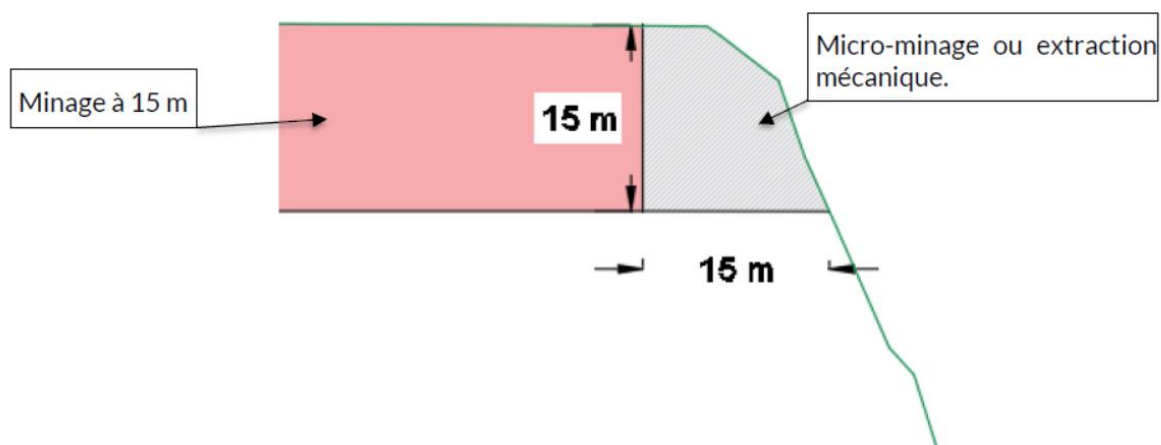
1.1.3.3. PRESCRIPTIONS DE MINAGE ET D'EXTRACTION LE LONG DE LA FALAISE SUD

Alpes Ingé recommande de laisser une bande de 15 m de large sans minage afin de ne pas engendrer de désordres (glissements plans sur SO ou F3 notamment).



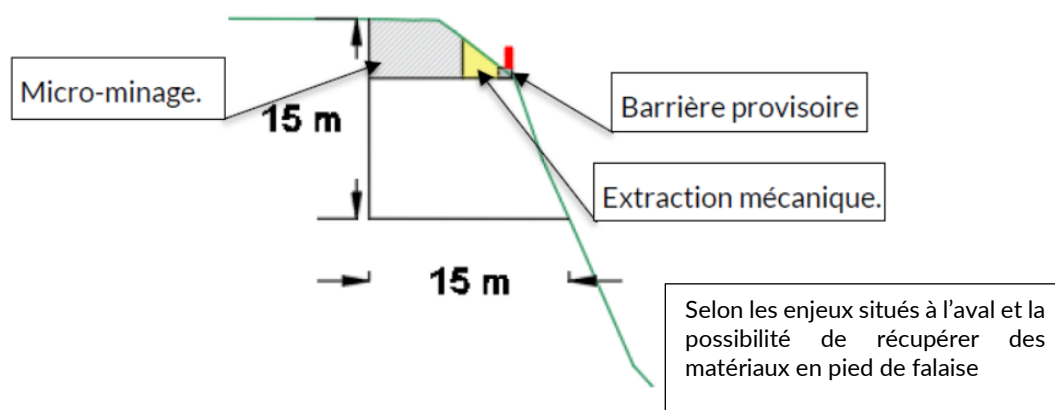
Contour bleu : localisation de la bande des 15 mètres le long de la falaise sud soumise à prescriptions.

Cette frange de 15 m pourra être extraite par des moyens mécaniques (BRH, Xcentric...) ou par microminage **sous conditions**.



Frange de 15 m sur le linéaire de la falaise sud, qui devra être extraite par des moyens mécaniques (BRH, Xcentric...) ou par microminage **sous conditions** (source Alpes Ingé, Exploitation du triangle Est. Etude d'AVP). – Source : Etude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022

Selon les enjeux situés à l'aval et la possibilité de récupérer des matériaux en pied de falaise, le microminage pourra se faire dès la crête de falaise ou depuis une banquette provisoire réalisée mécaniquement avec des dispositifs de protection provisoires (Blocs béton + Barrière bois, voir schéma ci-dessous).



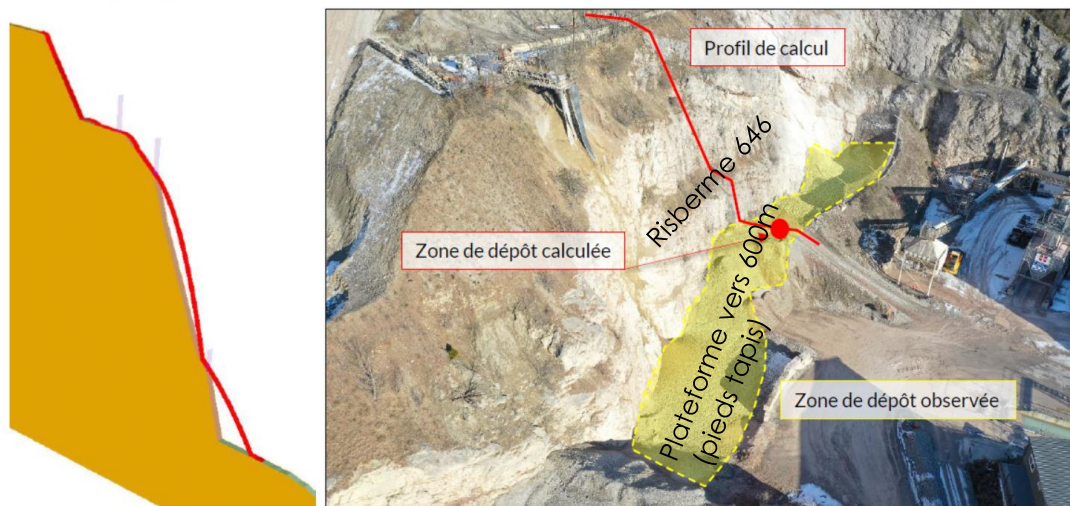
Condition de réalisation de micro-minage dans la bande des 15 mètres. -Source : Etude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022

1.1.3.4. SECURISATION DE LA FALAISE SUD

L'implantation du tapis primaire est prévue en pied de l'actuelle falaise sud du triangle est.

Lors de l'exploitation, il est possible que des blocs soient mis en mouvement (action des machines ou décrochage lors du minage), ces blocs n'atteindront vraisemblablement pas le tapis en lui-même mais il est possible que les pieds de fixation de celui-ci soient directement atteints, d'après les modélisations trajectographiques réalisée par Alpes Ingé (voir leur étude en annexe). **La zone de dépôt calculée ne sera pas une zone de circulation piétonne ou d'engins, seuls des dégâts matériels pourraient être constatés ainsi.**

La modélisation trajectographique obtenue est présentée ci-dessous.



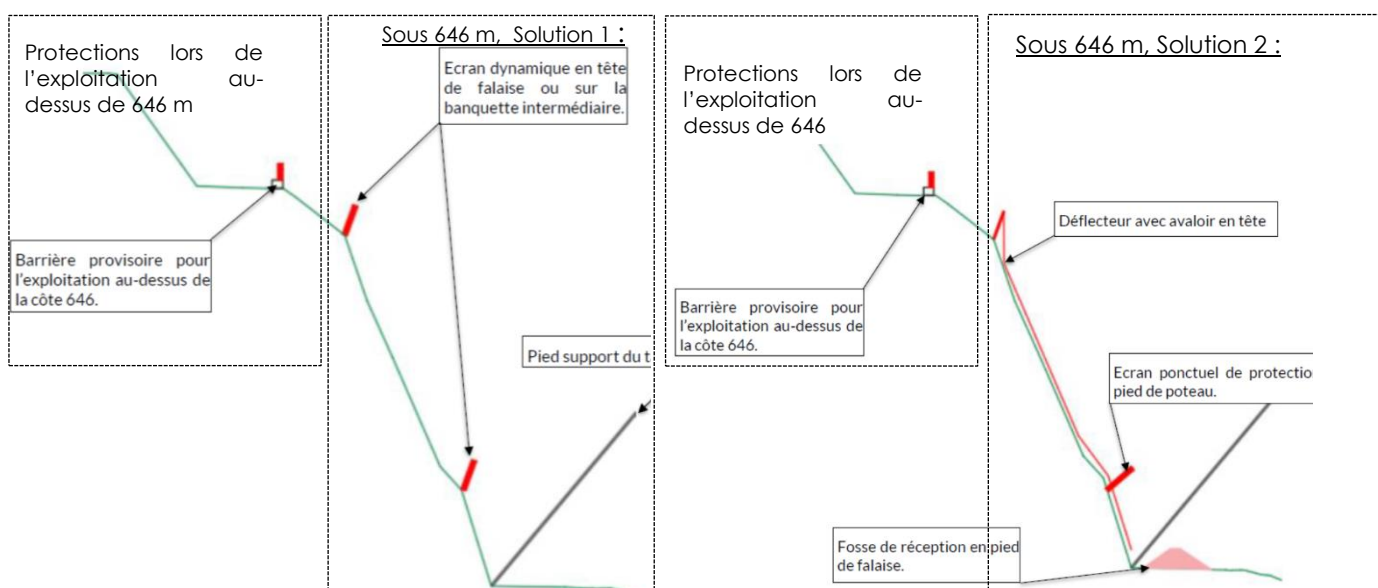
La zone de dépôt (chutes de blocs naturelles ou dues à l'exploitation) demeure dans l'enceinte de l'exploitation, à l'écart des installations, des circulations de l'accès des personnes, et de la voie publique. Seuls les pieds de fixation du tapis primaire déplacé pourraient être atteints directement, nécessitant une sécurisation. – Source : Etude d'AVP Triangle Est Alpes Ingé, fév. 2022

Lors de l'exploitation de la zone au-dessus de la risberme existante à la cote +646 m NGF, il sera suffisant de mettre en place des protections provisoires sur cette risberme soumise à énergies faibles et trajectoires roulantes (barrières bois sur blocs bétons).

Pour l'exploitation sous la cote +646, deux options de sécurisation du pied de la falaise Sud (pieds du tapis et plateforme vers +600m) sont proposées en corrélation avec les données actuelles du projet (phase AVP). **D'autres solutions de sécurisations pourront être envisagées une fois le projet d'exploitation finalisé. Les solutions retenues seront dimensionnées par un BE spécialisé en phase projet (PRO).**

Les deux options envisagées à ce stade sont

- > La mise en place d'écrans dynamiques qui arrêteront les trajectoires,
- > La mise en place de déflecteurs qui canalisent les trajectoires.



Deux solutions envisageables pour sécuriser la falaise sud sous la cote 646 (stade AVP). – Source : Etude d'AVP Triangle est Alpes Ingé, fév. 2022

1.2. ADAPTATION LOCALISEE DE LA HAUTEUR DE L'ABATTAGE

Sources :

- Zone consignée par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011. Etude géologique et avis technique sur la faisabilité des minages. Arias Montagne, mise à jour 12/2021 Indice I
- Étude d'AVP Triangle est Alpes Ingé, février 2022

1.2.1. PRINCIPES GENERAUX

A l'heure actuelle, une contrainte de foration a été fixée à 9 m de profondeur sur les zones autorisées au minage dans l'AP de 2006 (article 7.3.2), permettant l'abattage de tranches successives d'une épaisseur de 8 mètres (article 7.4.1).

Cette limitation crée des contraintes pour l'exploitation. L'exploitant souhaite mettre en œuvre des forations allant directement jusqu'à 15 m dans les secteurs qui le permettent. Les tranches successives d'exploitation n'auront alors plus une épaisseur de 8 mètres mais une épaisseur de 15 mètres.

Cette foration de 15 mètres sera réalisée au sein du périmètre rouge délimité par Arias Montagne et Alpes Ingé, représenté ci-après et sera mise en œuvre dès lors que la zone consignée par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 aura atteint la cote +635 m NGF (voir développements ci-après). Cette cote est atteinte en zone sud, et sera atteinte en juin 2022 sur la zone nord.

En dehors de la zone rouge, la foration sera :

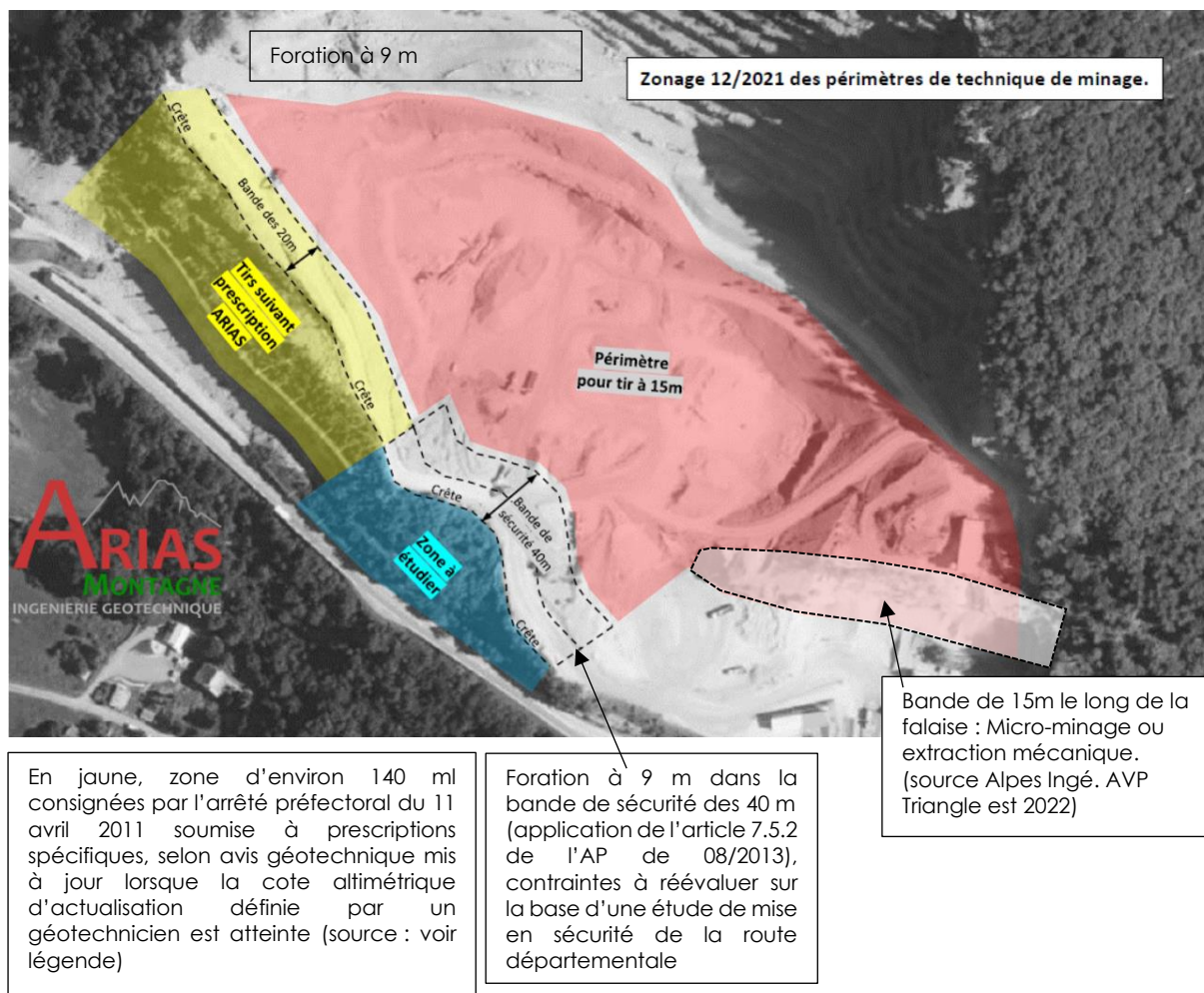
- > réalisée sous prescription géotechnique dans la bande de 15 m de la falaise sud et dans la zone consignée par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (zone jaune)
- > toujours de 9 m avec des tranches successives de 8m ailleurs selon l'article 7.5.2 de l'arrêté du 5 août 2013 (zone bleue).

7.5.2. hors zone suspendue par l'arrêté préfectoral susvisé du 11 avril 2011 modifié

Le matériau sera abattu à l'aide de tirs de mines, par tranches successives d'une épaisseur de 8 mètres, à l'exception de la zone figurée sur le plan annexé. Les paramètres de tir respecteront les dispositions suivantes :

- profondeur de foration limitée à 9 mètres,
- maille de foration : 2,5 à 4 mètres,
- charge maximale des trous limitée à 30 kg,
- charge maximale de volée : 1000 kg,
- amorçage par détonateurs micro retard fond de trou et cordeau détonant,

Extrait de l'arrêté du 5 août 2013



Délimitation des zones des contraintes de foration (Sources : Zone consignée par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011. Etude géologique et avis technique sur la faisabilité des minages. Arias Montagne, mise à jour 12/2021 Indice I & Etude d'AVP Triangle est Alpes Ingé, fév. 2022).

1.2.2. ETAT DES PRESCRIPTIONS GEOTECHNIQUES SUR LA ZONE CONSIGNEE PAR L'ARRETE PREFECTORAL DU 11 AVRIL 2011

Suite aux travaux de protection de la RD-907 (construction d'un piège à cailloux dimensionné) réalisés en 2015/2016, les opérations de terrassement de la falaise rocheuse, restées en attente en amont du piège à cailloux, sont conditionnées par l'utilisation de moyens mécaniques sur la bande la plus externe. Le minage est autorisé sous condition d'un avis géologique, à partir de 4,50 m en arrière de la crête de falaise et jusqu'à 12 m.

L'extraction de cette zone est régie par l'article 7.5.3 de l'arrêté de 2006 modifié par l'APC 2019-0047 du 6 mai 2019.

Pour des raisons de cadence de production, la zone à exploiter pourra être découpée en deux zones dont le déroctage avance séparément (voir périmètre sur photo ci-après).



Périmètre de la note, Sectorisation de l'exploitation, rappel de la note Arias Montagne du 2/2019

Selon l'arrêté 7.5.3 modifié par l'APC 2019-0047 du 6 mai 2019 : « L'extraction est réalisée depuis l'arrière, sur la zone préalablement extraite. L'avancement de l'exploitation doit être tracé par la production mensuelle d'un plan topographique. Ce plan doit être transmis à l'organisme compétent en étude géotechnique et à l'inspection des installations classées. Lors des phases de réévaluation des conditions d'exploitation, un suivi géologique d'exploitation est mis en place à minima semestriellement pour un contrôle géologique du site par un organisme compétent en géotechnique. En dehors de ces phases, le suivi géologique est réalisé à minima annuellement pour un contrôle géologique du site par un organisme compétent en géotechnique. Les comptes rendus de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées. »

Cet article est complété par des sous-articles :

- > article 7.5.3-1. « Extraction de la tranche comprise entre la crête et 4,5 mètres »:
- > article 7.5.3-2. « Extraction de la tranche comprise entre 4,5 mètres et 8 mètres »:
- > article 7.5.3-3. « Extraction de la tranche comprise entre 8 mètres et 20 mètres » :

Les méthodes d'exploitation des articles 7.5.3-2. et 7.5.3-3. du présent arrêté sont admissibles jusqu'à :

- > l'altitude +660 m NGF pour la zone sud : soit 3 passes de terrassement de 3 m de hauteur ;
- > l'altitude +673 m NGF pour la zone Nord : soit également 3 passes de terrassement de 3 m de hauteur.

« A l'issue de l'atteinte de ces altitudes, l'exploitant ré-évaluera les conditions d'exploitations. Ces conditions et en particulier le minage dans la bande des 4,5-12 mètres devra être justifié

par une analyse géotechnique réalisée par un organisme indépendant et compétent. Cette étude réévaluera les conditions d'exploitation. La validation des conditions d'exploitation est subordonnée à l'avis favorable de cet organisme. »

Les altitudes +660 et +673 m NGF ont été dépassées dans le courant 2020. Depuis des prescriptions d'exploitation sont régulièrement émises par Arias Montagne.

Aucun incident n'est constatable et le terrassement se déroule convenablement entre les 2 dernières notes (31 mai 2021 et 20 décembre 2021).

Dans son dernier **rapport de décembre 2021**, Arias propose de **nouvelles adaptations qui restent conformes à l'arrêté d'autorisation** :

AU SUD

Sous la cote +635 m NGF :

- > Dans la bande 0m-8m la profondeur des forages reste à 5 m, la maille du minage pourra être adaptée,
- > Dans la bande 0-8 m, les charges explosives maximales des trous et de la volée devront être adaptées à cette nouvelle maille,
- > Au-delà 8 m et jusqu'à 20 m, application de l'article 7.5.2 de l'AP de 08/2013.

AU NORD

Sous la cote +640 m NGF et jusqu'à 635 m NGF :

- > Dans la bande 0-4,5m : extraction mécanique,
 - > Dans la bande 4,5 m-8m, la largeur (parallèlement à la crête) du minage coté RD-907 ne sera plus limitée,
 - Dans la bande 4,5 m-8m, la profondeur des forages reste à 3 m, le 1^{er} trou de mine reste à 5,50 m de la crête,
 - Dans la bande 4,5 m-8m, la maille du minage pourra être adaptée à cette nouvelle géométrie.
- > Dans la bande 4.5 m-8 m, les charges explosives maximales des trous et de la volée devront être adaptées à cette nouvelle géométrie,
- > Au-delà de 8m et jusqu'à 20 m, application de l'article 7.5.2 de l'AP de 08/2013. >> Cette géométrie se poursuivra jusqu'à la cote +635 m NGF.

Puis sous la cote +635 m NGF :

- > Dans la bande 0m-8m la profondeur des forages reste à 5 m, la maille du minage pourra être adaptée,
- > Dans la bande 0 m-8 m, les charges explosives maximales des trous et de la volée devront être adaptées à cette nouvelle maille,
- > Au-delà 8 m et jusqu'à 20 m, application de l'article 7.5.2 de l'AP de 08/2013.

AU-DELA DE LA BANDE DES 20 M

Lorsque l'altitude de la zone consignée aura atteint au Nord, comme au Sud l'altitude +635 m NGF, l'exploitation en arrière de la bande de 20m peut être réalisée avec des minages disposés dans des forages de 15 m de profondeur. Le maillage des forages et les charges

explosives utilisées devront être adaptés au contexte particulier de la préservation de la bande des 20m.

Les forages à 15m concerneront la zone située en arrière de la bande de 20m, au droit des travaux de sécurisation entrepris en 2015/2016. Au droit de la portion de falaise non sécurisée, **une bande de sécurité de 40 m** sera respectée en attendant la réalisation d'une étude de mise en sécurité de la route départementale, vis-à-vis des risques de chutes de blocs engendrés par la proximité des minages. La largeur de cette bande pourra être réévaluée en fonction des résultats de l'étude.

1.3. ANTICIPATION DE L'ACCUEIL D'INERTES POUR LA REMISE EN ETAT

Afin de désengorger le territoire déjà saturé et suite à des sollicitations de plus en plus nombreuses par des maîtres d'ouvrage publics et privés, l'exploitation de la carrière prévoit d'intégrer un apport de déchets inertes extérieurs dès à présent (alors qu'initialement prévu en dernière phase d'exploitation de la carrière). Ce besoin de stockage d'inertes est également observé par les services de l'État.

Il est ainsi prévu un apport de déchets inertes d'environ 10 000 tonnes par an entre 2023 et 2032 (soit 100 000 T). Dès 2032, les tonnages augmenteront pour réaliser progressivement la remise en état finale.

Le volume des matériaux nécessaires pour le remblai paysager, tel que défini sur le plan de remise en état, est estimé à 300 000 m³ dans le dossier d'autorisation de 2006, soit 420 000 T d'inertes (avec coefficient de densité de 1,4 T/m³, source Sindra.org). L'accueil des 320 000 T sera lissé entre 2033 et 2036 avec une moyenne de 80 000 T/an.

1.4. RENOUVELLEMENT D'UN OU PLUSIEURS EQUIPEMENT(S) SANS AUGMENTATION DE LA PUISSANCE INSTALLEE

La modification d'un ou plusieurs équipement(s) sur l'installation primaire (scalpeur, crible) est prévue en raison du caractère vieillissant de ces machines. La puissance installée totale autorisée des installations de traitement du site, fixes et mobile, ne sera pas augmentée pour autant (1700 kW).

1.5. DEMANDE DU BENEFICE DE L'ANTERIORITE POUR LA STATION DE TRANSIT ET L'INSTALLATION

La nomenclature s'adapte continuellement aux évolutions technologiques et à la connaissance des risques. Ces modifications entraînent parfois des changements de régime de classement pour les installations concernées.

Le principe d'antériorité permet de prendre en compte des situations existantes, qui ont été légalement constituées et de garantir une sécurité publique suffisante dans le principe de la non-rétroactivité des lois.

Lorsqu'il est accordé, le bénéfice de l'antériorité dispense l'exploitant de réaliser la procédure réglementaire correspondant au nouveau régime.

La demande de bénéfice de l'antériorité concerne ainsi les 2 rubriques suivantes :

TYPE ET CAUSE DE L'EVOLUTION	NOMENCLATURE AUTORISEE	NOMENCLATURE ACTUALISEE
Abaissement du seuil sans modification de l'installation		
Modifications de la rubrique par des décrets entre 2010 et 2018 abaissant le seuil d'ICPE A à E pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW.	2515-1 (A)	2515-1 a) (E)
L'exploitant souhaite régulariser l'usage de la station de transit en extrayant de la surface affichée la surface dédiée aux stocks de l'exploitation. La surface de la station de transit est ainsi réduite à 5 000 m² au lieu des 78 000 m ³ actuellement enregistrés au titre de la rubrique 2517-1.		
Modifications de la rubrique par des décrets entre 2010 et 2018 changeant les critères des seuils (volume abandonné au profit de la surface de l'aire de transit).	2517-1 (E)	2517-2 (D)

1.6. ACTUALISATION DU PLAN DE GESTION DES DECHETS D'EXTRACTION INERTES ET TERRES NON POLLUEES DES INDUSTRIES EXTRACTIVES



PLAN DE GESTION DES DECHETS D'EXTRACTION INERTES et TERRES NON POLLUEES DES INDUSTRIES EXTRACTIVES

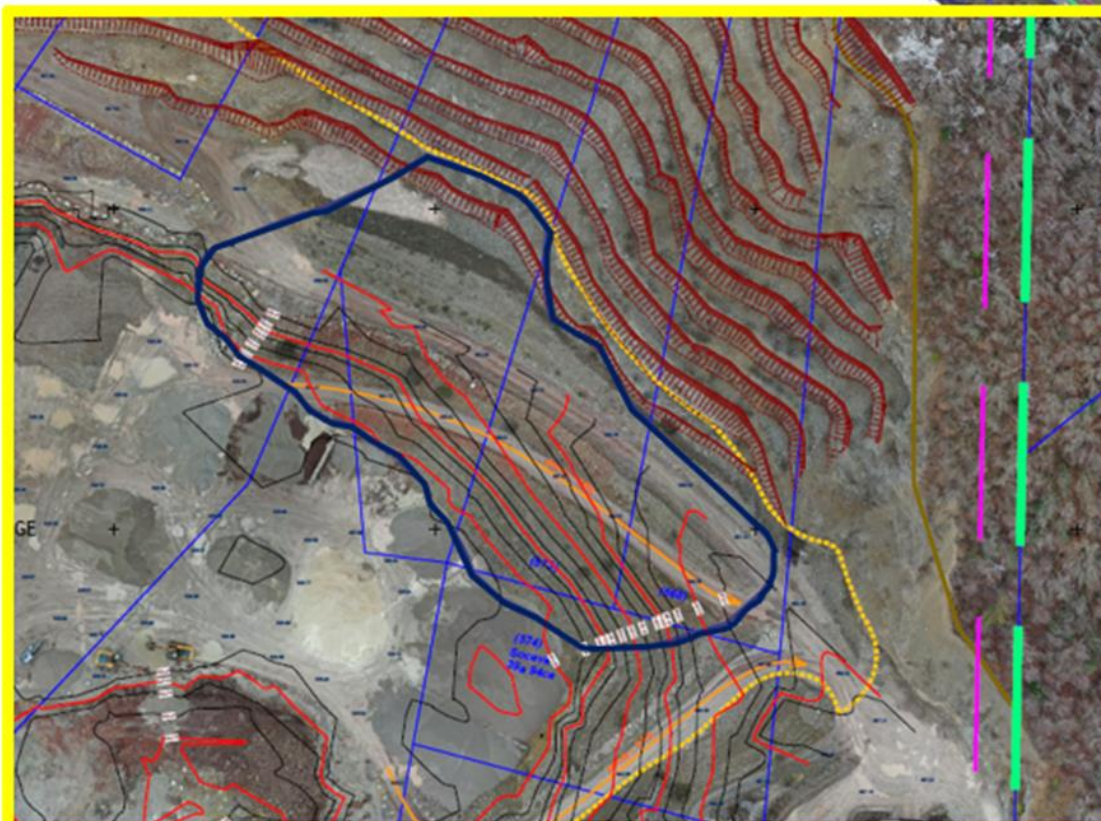
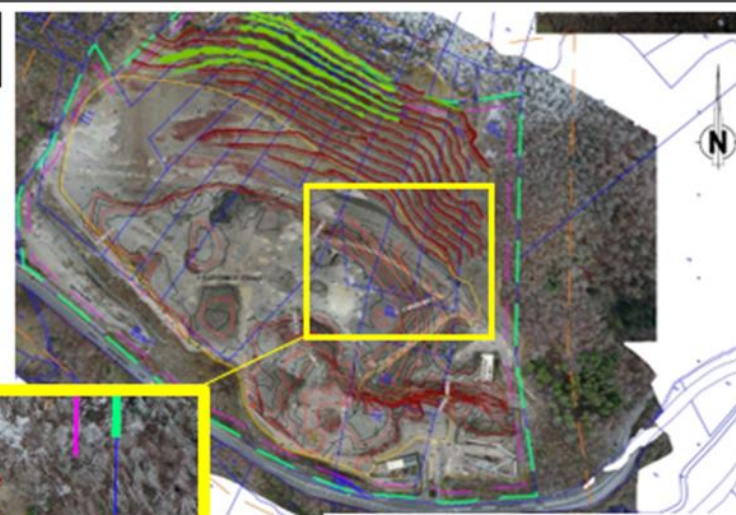
CARRIERE DE SAINT JEOIRE EN FAUCIGNY

AP N° 2006-2956 DUREE : 30 ans

Mise à jour : 03/2022

STOCKAGE : DEPOT DE SURFACE				
Stockage	Le stock de matériaux de découverte présent à l'intérieur du périmètre ICPE autorisé du site est composé de : roches altérées, terre, racines. Il est localisé sur le plan joint.			
Codes Déchet / Désignation nomenclature	La nomenclature du déchet est 01 01 02 : déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères, dans le cadre de l'exploitation d'une roche Calcaire pour la productin de granulats.			
Caractéristique	La découverte est constituée de terres argileuses et de roche calcaire altérée. Ces matériaux solides se trouvent présents à l'état naturel, au dessus du substratum rocheux avant son exploitation, ou dans des failles ou zone argileuse rencontrées durant l'exploitation.			
Exploitation générant le déchet	Ces matériaux sont extraits à l'aide d'une pelle mécanique. Ceux-ci sont ensuite acheminés à l'aide de tombereaux jusqu'à la zone de stockage.			
Quantités stockées	En 2011, 105 000 m3 étaient stockés sur le carreau. A ce jour, la majeure partie du travail de découverte a été réalisé et les matériaux ont été réutilisés pour créer un merlon de protection. Le stock final de découverte était initialement estimé à 140 000 m3 .			
Durées maximale de stockage	Durée de l'autorisation administrative du site suivant AP N° 2006-2956.			
Traitement ultérieur	Les matériaux de découverte qui étaient stockés au droit du carreau jusqu'en 2017 ont été progressivement utilisés pour ériger le merlon de protection de la piste nord soumise aux aléas géotechniques. Au terme de l'arrêté préfectoral, les matériaux de découverte éventuels excédentaires sont réutilisés dans le cadre de la remise en état du site afin de constituer une plateforme stabilisée à la cote 585 ou à des fins de modelage du carreau du terrain naturel suivant le profil désiré.			
Stabilité du stockage	Le sol support du stock est constitué par le substratum rocheux. Celui-ci est non compressible. A ce jour, la presque totalité du stock est utilisée pour protéger les pistes nord en créant un piège à cailloux (merlon de protection). Les matériaux ont été modelés afin de maîtriser la stabilité du merlon.			
ENVIRONNEMENT ET SANTE	Eau	Sol	Air	Santé
Impacts potentiels	MES : Lessivage par les eaux de ruissellement.	Aucun : stockage sur le substratum rocheux.	Négligeable	Néant = risque de pollution air et eau infinitésimal.
Moyens de prévention pour réduire les impacts	Le stock est stabilisé et compacté. La végétalisation progressive atténuera l'éventuel lessivage.	Sans objet.	Négligeable.	Néant.
Procédure de contrôle et de surveillance	Contrôles des eaux suivant AP.	Actualisation annuelle du périmètre de stockage lors de l'actualisation du plan d'exploitation.	Contrôles des retombées de poussières suivant AP.	Dans le cadre d'une veille environnementale globale du site exploitée.
Etude complémentaire	Sans Objet.	Sans Objet.	Sans Objet.	Sans Objet.

Zone de stockage de la terre de découverte



Légende

- 239.45 : Point de niveau TN
- 640 : Numéro cadastral
- : Parcelle cadastrale
- - - : Limite d'autorisation
- - - : Limite de la bande des 10 m +
- - - : Emprise à 50 m
- - - : Surface en chantier
- : Surface de stockage découverte
- : Surface inactive
- : Zone de remise en état
- : Courbe de niveau principale
- : Courbe de niveau intermédiaire

CHAPITRE 2. ACTUALISATION DU PHASAGE D'EXPLOITATION

2.1. PRINCIPES GENERAUX D'EXPLOITATION

La zone située sous le primaire sera consommée en 1^{er} de l'ouest vers l'est, de façon à obtenir une zone plane ayant la même altitude que le carreau existant (environ +600 m NGF), puis l'extraction reprendra de l'est vers l'ouest avec une cote finale conservée de +570 m NGF.

La dernière phase consistera à venir extraire la zone ouest.

Les **pistes**, accès aux différents fronts auront une **pente de 15 % maximum** sauf exception (piste d'accès à l'actuel primaire) et une **largeur de 8 m**. Les niveaux sont simulés avec des **hauteurs de front de 15 m**, à compter de la cote 570 m NGF, un fruit de 3 m et une largeur de banquette de 5 m sauf impératif de sécurité.

La surface minimum conservée pour le transit est de 5 000 m² au titre de la rubrique 2517. Il n'y a pas de stérile à mettre en verse, les quelques tonnes de produits éventuellement non commercialisés pouvant être employés dans les merlons et autres remblais.

10 000 tonnes par an de déchets inertes seront accueillies à partir de 2023 et jusqu'en 2032. A partir de cette date, 80 000 T/an seront accueillis en moyenne pour la remise en état finale.

> 4^{ème} phase d'exploitation (2022-2027)

Courant 2022 et 2023, poursuite de l'exploitation jusqu'à la cote 610 m NGF en partie ouest. Courant 2023, le primaire sera déplacé. Sa délocalisation est prévue sur 3 mois.

Courant 2023-2027, la zone située sous le primaire sera extraite, de l'ouest vers l'est, jusqu'à la cote 600 m NGF de façon à obtenir une zone plane ayant la même altitude que l'entrée du site.

Des déchets inertes extérieurs peuvent être accueillis sur le site et sont stockés temporairement sur la partie ouest du carreau, dans l'attente de leur mise en remblai définitive sur la phase suivante.

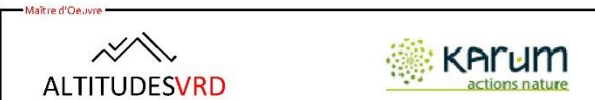
> 5^{ème} phase d'exploitation (2027-2032)

Lors de cette phase la moitié est du carreau est approfondie jusqu'à la cote finale de +570 m NGF. La moitié ouest est extraite jusqu'à la cote +580 m NGF. Des déchets inertes extérieurs sont progressivement stockés définitivement en partie est entre les altitudes 570 et 585 m NGF.

> 6^{ème} phase d'exploitation (2032-2036)

La moitié ouest du carreau est abaissée jusqu'à la cote finale de 570 m NGF. Le carreau est partiellement remblayé jusqu'à la cote 585 m NGF à l'aide de déchets inertes extérieurs. Une bande du carreau, au pied des fronts nord, est laissée telle quelle à la cote 570 m NGF en guise de piège à cailloux. Cette phase finale permet de remettre le site en état, tel que prévu dans l'arrêté de 2006.

Maitre d'Ouvrage
Saint-Jeoire - Département de Haute-Savoie
SOCAVA
COLAS - CMCA



Nature du projet

CARRIERE DES QUEVETS
PHASAGE D'EXPLOITATION

Type

ETAT ACTUEL : 2022

Echelle: 1/2000 Date: 17-mars-22 Numéro de dossier: 15-009
Fichier: 15-009_SOCAVA_AVP_220317.dwg
Système de référence: CC46 Certifié détection et géoréférencement: CCTA-2017-12-047

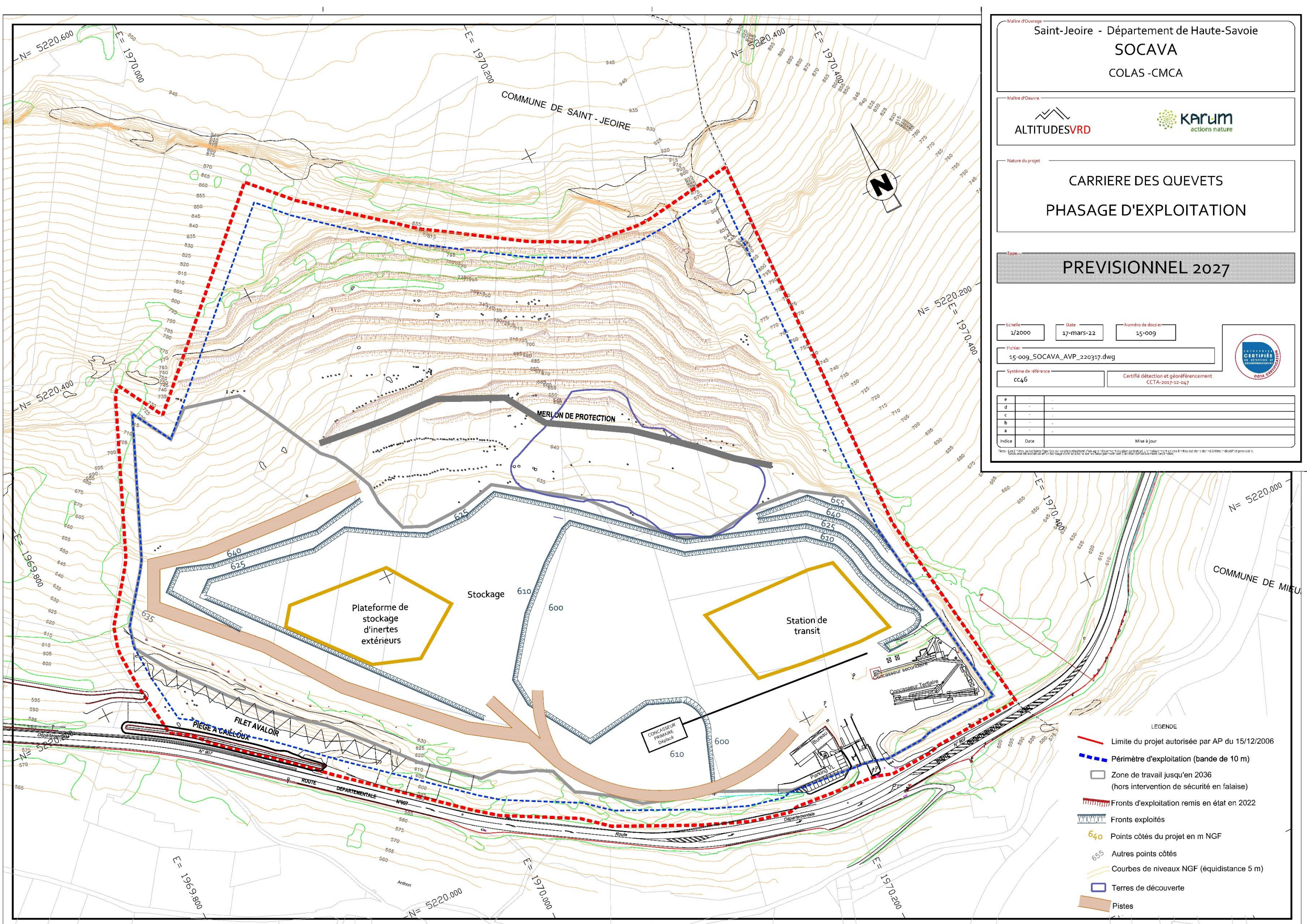


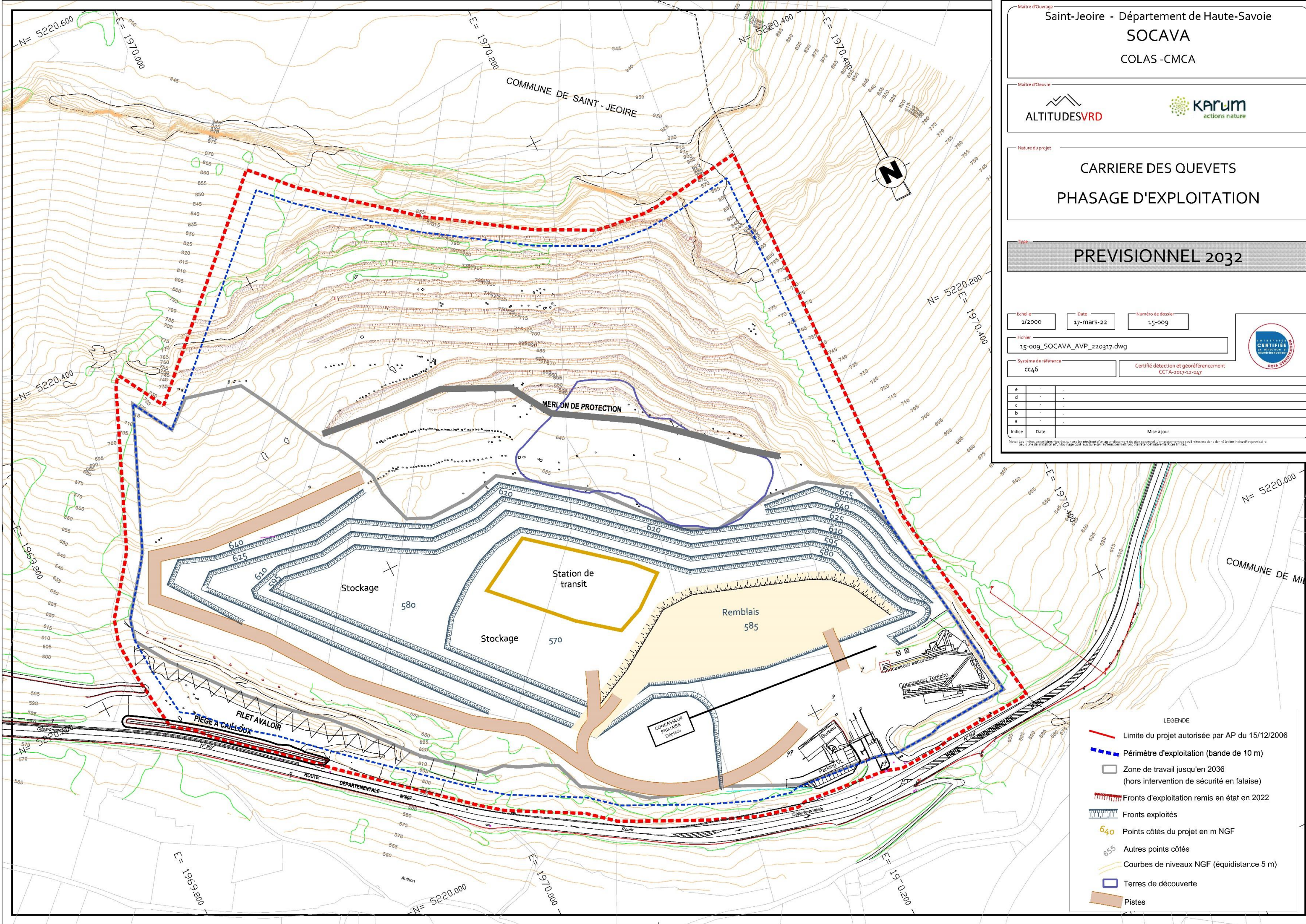
e	-	-
d	-	-
c	-	-
b	-	-
a	-	-
Indice	Date	Mise à jour

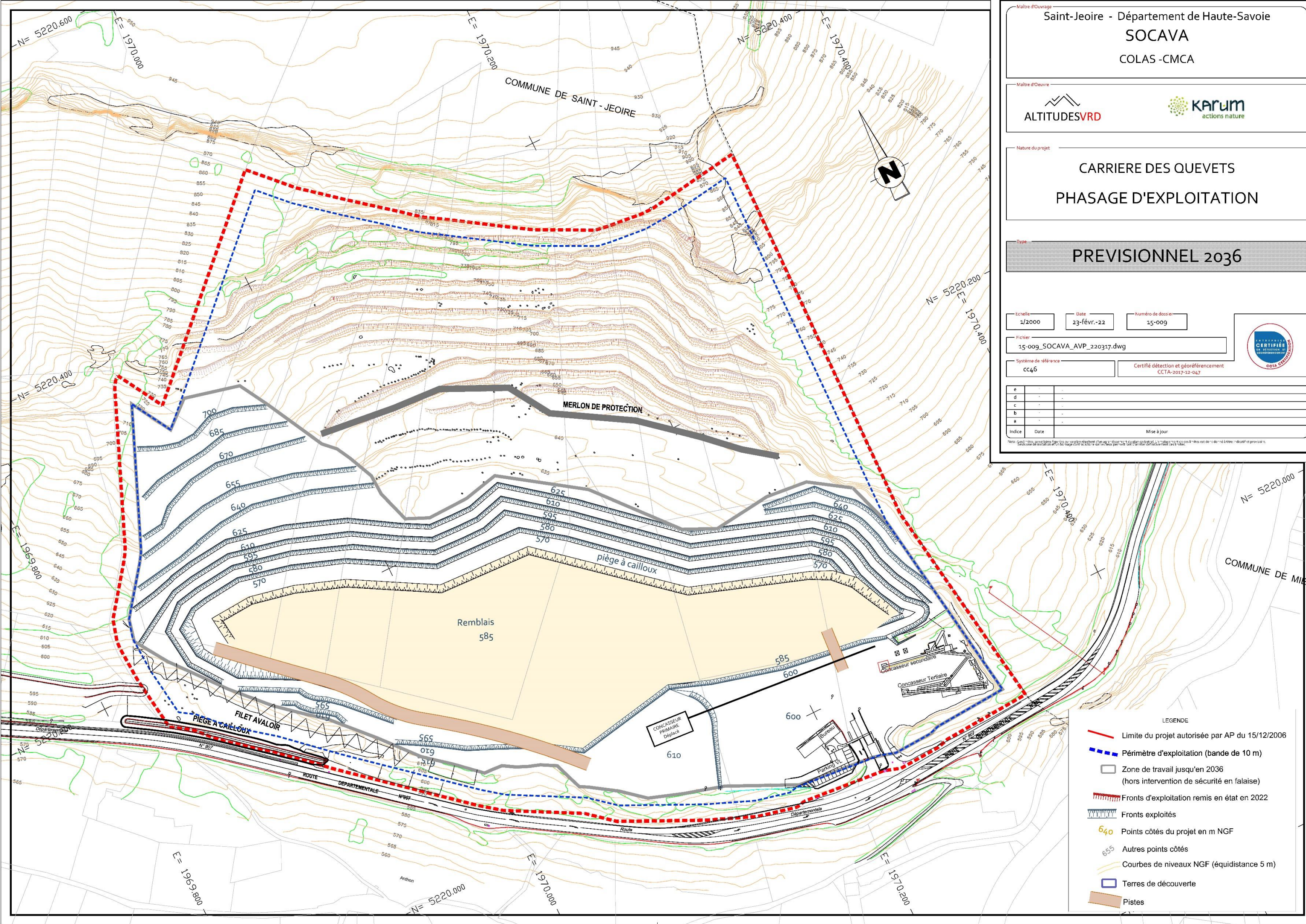
Nota: Les limites parcellaires sont sur ce plan réparties d'un parcellaire au plan parcellaire. L'emplacement de ces limites est donc donné à titre indicatif et provisoire.
Sont les dimensions et les bornes cadastrales sur les bornes parcellaires d'origine cadastrales.

LEGENDE

- Limite du projet autorisée par AP du 15/12/2006
- Périmètre d'exploitation (bande de 10 m)
- Zone de travail jusqu'en 2036 (hors intervention de sécurité en falaise)
- Fronts d'exploitation remis en état en 2022
- Fronts exploités
- 640 Points cotés du projet en m NGF
- 655 Autres points cotés
- Courbes de niveaux NGF (équidistance 5 m)
- Terres de découverte
- Pistes








Maitre d'Ouvrage


Saint-Jeoire - Département de Haute-Savoie

SOCAVA

COLAS - CMCA

Maitre d'Oeuvre

ALTITUDESVRD

KARUM
actions nature

Nature du projet

CARRIERE DES QUEVETS

PHASAGE D'EXPLOITATION

Type

PREVISIONNEL 2036

Echelle

1/2000

Date

23-févr.-22

Numéro de dossier

15-009

Fichier

15-009_SOCAVA_AVP_220317.dwg

Système de référence

cc46

Certifié détection et géoréférencement

CCTA-2017-12-047

e	-	-
d	-	-
c	-	-
b	-	-
a	-	-
Indice	Date	Mise à jour

Notes

Les données géométriques sont issues de plans récents d'un agent géomètre ou d'un plan cadastral. La responsabilité de ces données est de la personne indiquée et non de la commune. Les données sont de nature indicative et provisoire.

- LEGENDE
- Limite du projet autorisée par AP du 15/12/2006
 - - - Périmètre d'exploitation (bande de 10 m)
 - Zone de travail jusqu'en 2036 (hors intervention de sécurité en falaise)
 - Fronts d'exploitation remis en état en 2022
 - Fronts exploités
 - 640 Points cotés du projet en m NGF
 - 655 Autres points cotés
 - Courbes de niveaux NGF (équidistance 5 m)
 - Terres de découverte
 - Pistes

2.2. MISE A JOUR DE LA REMISE EN ETAT PROGRESSIVE ET DES GARANTIES FINANCIERES

En 2005-2006, la remise en état de la carrière s'appuyait sur une étude paysagère visant à rééquilibrer le minéral et le végétal. Il est également proposé un « remblaiement du fond de fouille de la cote 570 m NGF à 585 m NGF, afin de restituer, in fine, deux plateformes d'une superficie totale de 4,1 ha, masquée par un éperon rocheux laissé en place le long de la RD907 ». Il était estimé que cette opération nécessiterait la « mobilisation de 300 000 m³ de matériaux ». Il était évoqué une potentielle reconversion du site vers « une zone d'activités discrète », « bien desservie par les aménagements routiers existants et susceptible de concilier activité économique et préservation paysagère ».

Plus précisément, il est prévu d'après le résumé non technique de l'étude d'impact de 2005 (page 15) que « le fond de forme sera **remblayé à l'aide de matériaux inertes (matériaux terreux ou rocheux issus de chantiers du BTP)** afin de constituer une **plateforme stabilisée à la cote de 585** soit 15 m en dessous du niveau de la route D 907, tout en laissant au pied de front un dégagé à la cote 570.

Cette différence d'altitude permettra de constituer un piège à cailloux et de sécuriser la future zone d'activité par rapport à la falaise.

Les matériaux de remblais seront uniquement des matériaux inertes. Une procédure stricte de contrôle de l'aspect inerte est définie, elle s'appuie d'une part sur des contrôles visuels et olfactifs et d'autre part sur des registres afin d'assurer la traçabilité nécessaire.

Dans la mesure du possible, les travaux de remise en état sont conduits de façon coordonnée aux travaux d'exploitation (meilleure accessibilité des terrains, traitement paysager progressif). Néanmoins, une partie des travaux ne pourra être conduite qu'à l'achèvement de l'extraction ».

Les modifications exposées dans le présent porter à connaissance ne sont **pas de nature à modifier significativement la remise en état** décrite dans l'étude d'impact et autorisée par l'arrêté préfectoral de 2006 modifié :

- > L'apport de déchets inertes dès à présent et non sur la dernière phase pour la remise en état du site est possible puisqu'il était prévu de coordonner, si possible, les travaux de remise en état aux travaux d'exploitation ; il s'agit donc d'une **modulation de la remise en état** ;
- > La mise en remblais de +570 m NGF à +585 m NGF déjà autorisée actuellement demeure inchangée.

La remise en état finale correspondra au plan de remise en état finale du dossier de 2005, sans le merlon végétalisé longeant le haut du remblai d'inertes (voir plan page suivante), supprimé par un APC suite à la construction du piège à cailloux ouest.

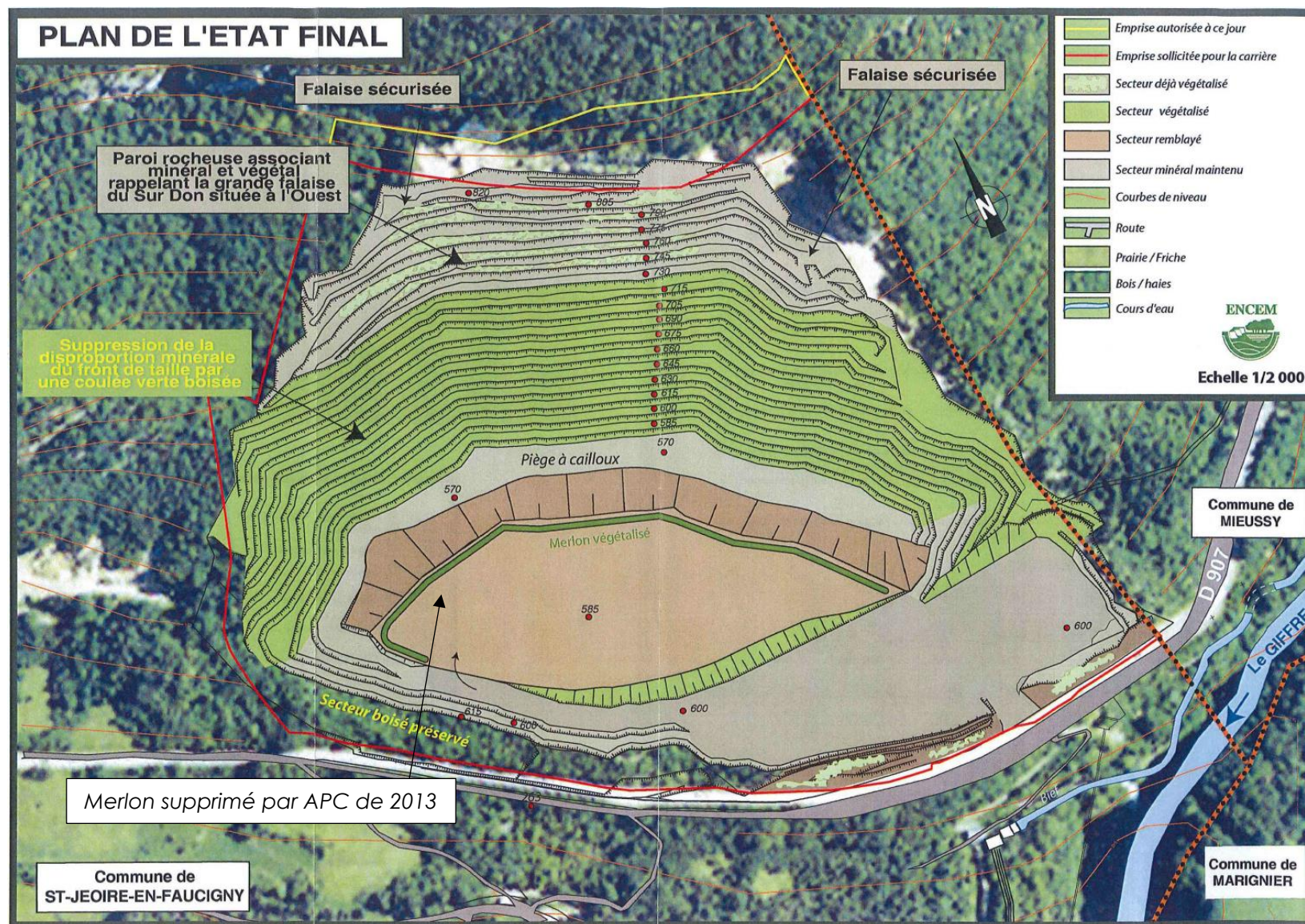


Figure 2 : Plan de la remise en état de la carrière autorisée – extrait demande d'autorisation d'exploitation ICPE 2510, ENCEM, 2005

2.2.1. PRINCIPES DU CALCUL FORFAITAIRE DES GARANTIES FINANCIERES

L'arrêté du 9 février 2004 modifié a pour objet la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Ce montant est établi selon un mode de calcul forfaitaire. Dans le cas présent, la carrière objet de la demande appartient à la catégorie des carrières dite « **en fosse ou à flanc de relief** ». Le montant des garanties financières est évalué en appliquant la formule suivante (selon annexe 1 de l'arrêté du 9 février 2004 modifié) :

$$CR = \alpha (S1 C1 + S2 C2 + S3 C3)$$

Avec :

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée (*).

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Coûts unitaires (TTC) :

C1 : « 15 555 » €/ha ;

C2 : « 36 290 » €/ha pour les 5 premiers hectares ; « 29 625 » €/ha pour les 5 suivants ; « 22 220 » €/ha au-delà ;

C3 : « 17 775 » €/ha.

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{1 + TVA_0}$$

Avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;

Index₀ : indice TP01 de « mai 2009 » soit « 616,5 » ;

TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;

TVA₀ : taux de la TVA applicable en « janvier 2009 » soit « 0,196 ».

2.2.2. EVALUATION DES GARANTIES FINANCIERES PAR PERIODE

Le montant forfaitaire des garanties financières est évalué pour chaque phase d'exploitation.

Formule pour le calcul des garanties financières pour la période considérée :

$$CR = \alpha(S1C1+S2C2+S3C3)$$

Où :

S1 (en ha)	somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée ajouté à la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées moins les surfaces max. en chantier soumises à défrichement (découvertes et exploitation)
S2 (en ha)	valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation), diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état
S3 (en ha)	valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant : du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front (hors d'eau), diminuée des surfaces remises en état

C1	15 555 euros/ha
C2	36290 euros pour les 5 premiers hectares, 29 625 pour les 5 suivant, 22 220 au-delà
C3	17 775 euros par hectare

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_r)}{1 + TVA_0}$$

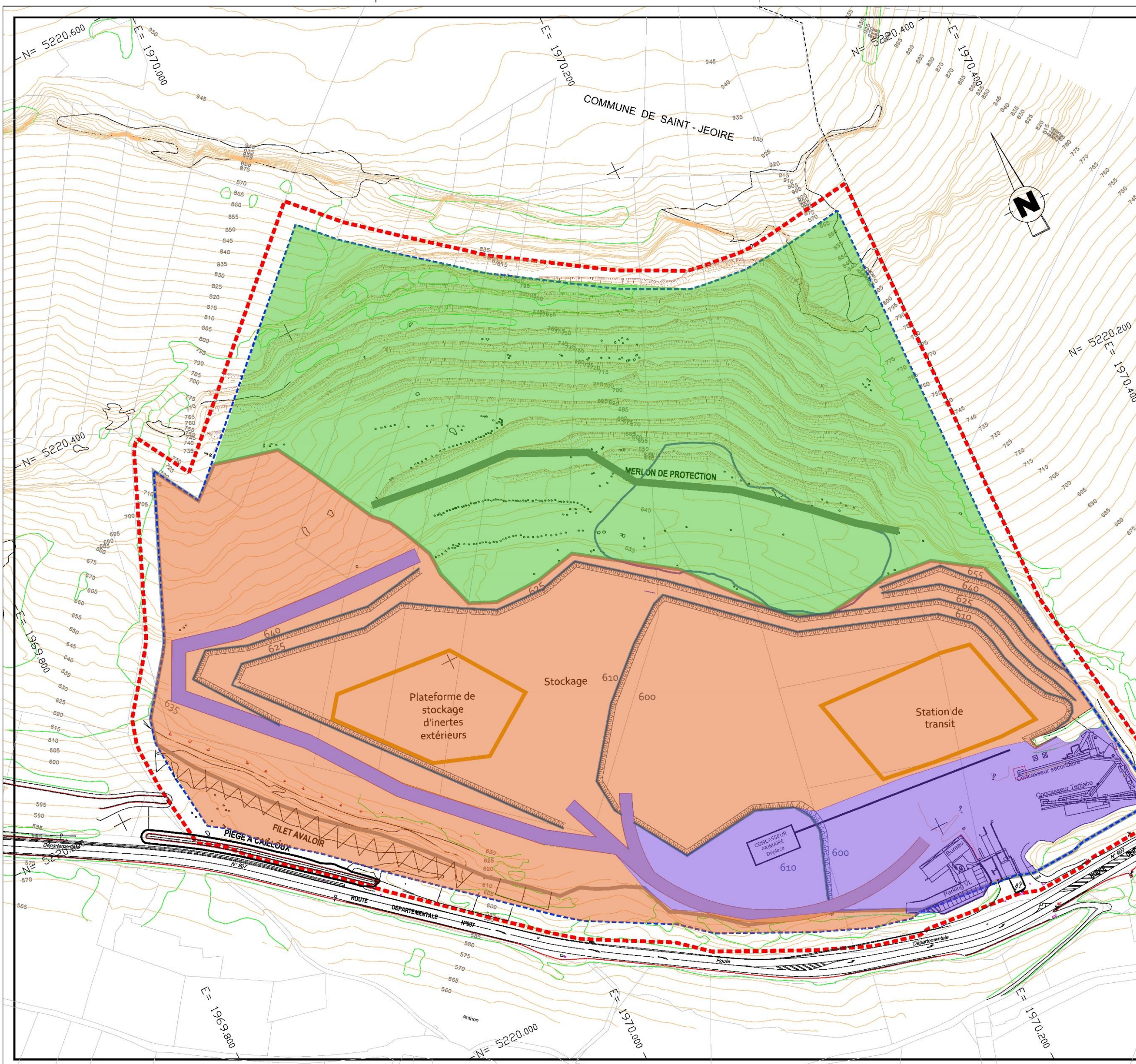
Index	indice TP01. Ici celui utilisé est celui de Septembre 2021 paru au JO du 16/12/2021	118,2
Indexo	indice TPO1 de mai 2009 soit 616,5 actualisé avec le coefficient de raccordement entre cet ancien index et le nouvel index2010 évalué par à 6,5345 en septembre 2014 (source INSEE)	94,3453975
TVA _r	TVA applicable lors de l'établissement par arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières	0,2
TVA ₀	0,196 (TVA applicable en janvier 2009)	0,196

Alpha 1,26

NB : l'ensemble des montants indiqués sont en Euros TTC.

Le tableau suivant synthétise les coûts forfaitaires de la remise en état, chiffrée indépendamment pour chacune des 3 phases d'exploitation.

	PHASE 22-27	PHASE 27-32	PHASE 32-36
Emprise des infrastructures	1,9517	1,9791	1,7187
Surfaces défrichées	0	0	0
Surfaces en chantier soumises à défrichement	0	0	0
S1	1,9517	1,9791	1,7187
Surface en chantier	7,2995	7,2995	5,4
Surface en eau	0	0	0
Surface remise en état	0	0,8	0,5
S2	7,2995	6,4995	4,9
Linéaire de chaque front	1607	2040	1938
Hauteur moyenne du front	15	15	15
S3	2,4105	3,06	2,907
CR	419 237,09 €	398 081,37 €	317 711,20 €



Maitre d'Ouvrage

Saint-Jeoire - Département de Haute-Savoie

SOCAVA

COLAS - CMCA

Maitre d'Oeuvre

 ALTITUDESVRD

 KARUM
actions nature

Nature du projet

CARRIERE DES QUEVETS

PHASAGE D'EXPLOITATION

Type

PLAN DES GARANTIES FINANCIERES - PHASE 2022-2027

Echelle

1/2000

Date

17-mars-22

Numéro de dossier

15-009

Fichier

15-009_SOCAVA_AVP_PLAN GARANTIES FINANCIERES_220321.dwg

Système de référence

cc46

Certifié détection et géoréférencement

CCTA-2017-12-047

e	-	-
d	-	-
c	-	-
b	-	-
a	-	-
Indice	Date	Mise à jour

Notes

Les plans des garanties financières sur ce plan d'exploitation d'un ouvrage d'infrastructure sont des documents provisoires et ne doivent pas être utilisés pour des décisions de financement ou d'investissement. Ils sont destinés à l'information et à la consultation des parties prenantes. Ils ne constituent pas une garantie financière et ne peuvent être utilisés à l'appui d'une demande de financement ou d'investissement. Ils sont destinés à l'information et à la consultation des parties prenantes. Ils ne constituent pas une garantie financière et ne peuvent être utilisés à l'appui d'une demande de financement ou d'investissement.

LEGENDE POUR GARANTIES FINANCIERES

S1 : Aire des infrastructures

S2 : Surfaces en chantier

S3 : Fronts en exploitation

Surface remise en état

LEGENDE

Limite du projet autorisée par AP du 15/12/2006

Périmètre d'exploitation (bande de 10 m)

Zone de travail jusqu'en 2036 (hors intervention de sécurité en falaise)

Fronts d'exploitation remis en état en 2022

Fronts exploités

640 Points cotés du projet en m NGF

655 Autres points cotés

Courbes de niveaux NGF (équidistance 5 m)

Terres de découverte

Pistes

CARRIERE DES QUEVETS
PHASAGE D'EXPLOITATION

PLAN DES GARANTIES FINANCIERES - PHASE 2027-2032

Echelle	Date	Numéro de dossier
1/2000	17-mars-22	15-009
Fichier	15-009_SOCAVA_AVP_PLAN GARANTIES FINANCIERES_220321.dwg	
Système de référence	cc46	
		Certifié détection et géoréférencement CCTA-2017-12-047
e	-	-
d	-	-
c	-	-
b	-	-
a	-	-
Indice	Date	Mise à jour

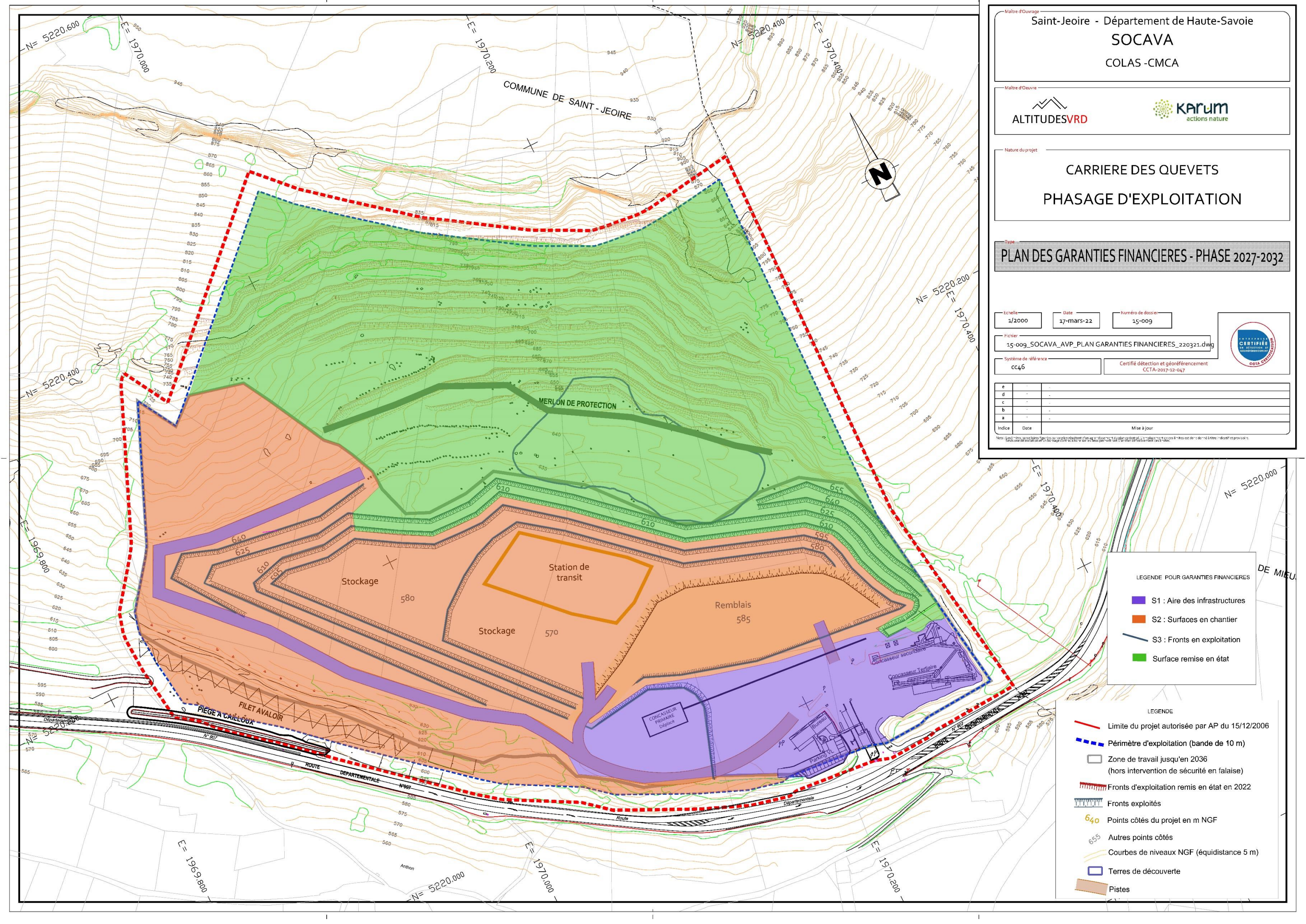
Note : Les données financières présentées sur ce plan sont d'ordre indicatif et ne doivent pas être utilisées pour des décisions financières. Elles sont susceptibles d'être modifiées en fonction des évolutions du projet et des données techniques.

LEGENDE POUR GARANTIES FINANCIERES

- S1 : Aire des infrastructures
- S2 : Surfaces en chantier
- S3 : Fronts en exploitation
- Surface remise en état

LEGENDE

- Limite du projet autorisée par AP du 15/12/2006
- Périmètre d'exploitation (bande de 10 m)
- Zone de travail jusqu'en 2036
(hors intervention de sécurité en falaise)
- Fronts d'exploitation remis en état en 2022
- Fronts exploités
- 640 Points cotés du projet en m NGF
- Autres points cotés
- Courbes de niveaux NGF (équidistance 5 m)
- Terres de découverte
- Pistes





CARRIERE DES QUEVETS
PHASAGE D'EXPLOITATION

PLAN DES GARANTIES FINANCIERES - PHASE 2032-2036

Echelle
1/2000

Date
23-févr.-22

Numéro de dossier
15-009

Fichier

15-009_SOCAVA_AVP_PLAN GARANTIES FINANCIERES_220321.dwg

Système de référence

cc46

Certifié détection et géoréférencement
CCTA-2017-12-047



e		
d		
c		
b		
a		
Indice	Date	Mise à jour

Notes: Les limites financières indiquées sur ce plan résultent d'un agencement du plan géométrique. Les limites sont à titre indicatif et provisoires. Toute modification de la limite doit être autorisée par le maître d'ouvrage.

LEGENDE POUR GARANTIES FINANCIERES

- S1 : Aire des infrastructures
- S2 : Surfaces en chantier
- S3 : Fronts en exploitation
- Surface remise en état

LEGENDE

- Limite du projet autorisée par AP du 15/12/2006
- Périmètre d'exploitation (bande de 10 m)
- Zone de travail jusqu'en 2036 (hors intervention de sécurité en falaise)
- Fronts d'exploitation remis en état en 2022
- Fronts exploités
- Points cotés du projet en m NGF
- Autres points cotés
- Courbes de niveaux NGF (équidistance 5 m)
- Terres de découverte
- Pistes

2.3. SYNTHÈSE DES MODIFICATIONS APPORTÉES

CARACTERISTIQUE DU GISEMENT	AUTORISATION ACTUELLE (2006-2021)	MODIFICATIONS APPORTÉES (2022)
Nature des matériaux	Roche massive (calcaire)	RAS
Superficie exploitable	17,22 ha	RAS
Cote maximale de l'extraction	715 m NGF	RAS
Cote minimale du carreau inférieur	570 m NGF	RAS
Gisement exploitable estimé	6 000 000 de m ³ 15 000 000 de tonnes (densité 2,5)	RAS
Production maximale annuelle	600 000 tonnes	RAS
Production moyenne annuelle	500 000 tonnes	RAS
Découvertes	0-2 m	RAS
Remise en état	Coordonnée à l'avancement	RAS
Type de remise en état	Ecologique/Naturelle + plateforme	RAS
Installation de traitement des matériaux	Installation de broyage, concassage et criblage de pierres et cailloux	Déplacement du primaire au sein de la zone d'exploitation en 2023 (au lieu de 2027)
Puissance de l'installation de traitement	1 700 kW dont 380 kW pour une installation mobile (courrier du 25/11/2013)	RAS (puissance conservée)
Station de transit	Volume < 75 000 m ³	Superficie aire : 5 000 m ²
Volume pour le remblaiement partiel (remise en état)	300 000 m ³ au total selon la remise en état autorisée (soit 420 000 tonnes)	Dès 2023, 10 000 T/an Des 2023, 80 000 T/an en moyenne pour remise en état Pour un total de 420 000 tonnes
Boisement dans le cadre de la remise en état	15 ha	RAS
Rubriques ICPE	2510-1 (A)	RAS
	2515-1 (A)	2515-1 a) (E) – abaissement du régime de classement

		<p>NB : Modifications de la rubrique par des décrets entre 2010 et 2018 abaissant le seuil d'ICPE A à E pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW.</p> <p>⇒ Demande du bénéfice de l'antériorité</p>
	2517-1	2517-2 (D) – abaissement du régime de classement
	2930 (NC)	RAS

CHAPITRE 3. COMPATIBILITÉ DU PROJET AVEC LE SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES

Le Schéma Régional des Carrières (SRC) Auvergne-Rhône-Alpes (AuRA) a été approuvé le 08/12/2021.

Le SRC AuRA 2021 a été réalisé de manière à être compatible notamment avec le SDAGE Rhône-Méditerranée (2015 mais en cours de révision), tout en prenant en compte le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes (2020).

Le SRC AuRA de 2021 fixe les orientations et mesures suivantes

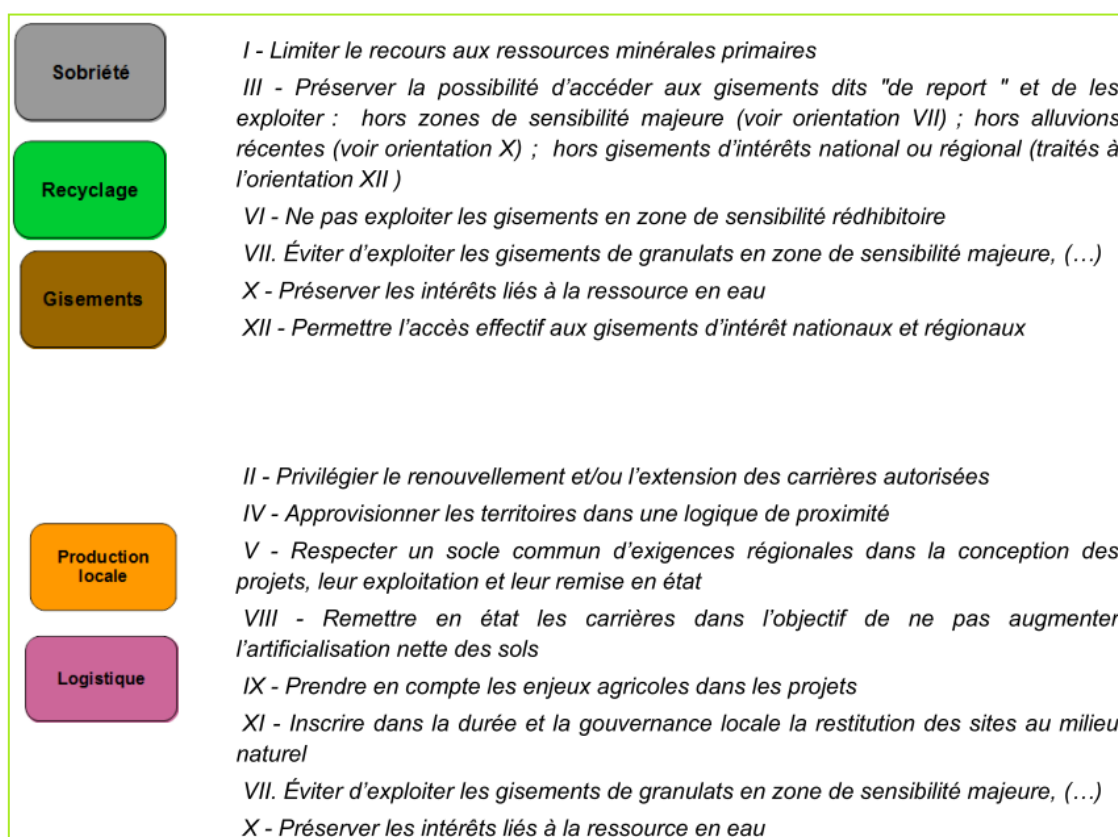


Figure 3 : Synthèse des objectifs et mesures du Schéma Régional des Carrières – extrait notice SRC AuRA (2021)

A ces orientations et mesures générales s'ajoutent des orientations régionales « différenciantes » afin de s'adapter au mieux aux enjeux des territoires, notamment pour les mesures VII et X.

Le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière SOCAVA « Les Quevets » respecte ces orientations et mesures pour les raisons exposées ci-après.

ORIENTATION I : LIMITER LE RECOURS AUX RESSOURCES MINÉRALES PRIMAIRES¹

La carrière SOCAVA « Les Quevets » se trouve sur un **gisement en granulats (type g3 et g4) et minéraux industriels (mi1)** de la région Auvergne-Rhône-Alpes d'après le SRC de 2021. D'après le SRC, ce gisement de calcaire permet donc la fabrication de bétons, d'enrobé, de chaux et/ou ciment, de matériaux pour les différentes couches de la voirie ou plateforme, ou bien sert à la filtration ou aux enrochements.

Le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière permettra **d'économiser et valoriser plus judicieusement le gisement** comme exposé dans le présent document (déplacement du primaire dès 2023 et accueil de déchets inertes extérieurs pour valorisation dès maintenant).

Ainsi, la modification permettra de **« renforcer l'offre de recyclage en carrières » (orientation I.2²), via la valorisation des déchets inertes extérieurs dans un secteur manquant d'exutoire.**

En effet, il était prévu l'accueil d'environ 420 000 T de déchets inertes extérieurs sur la dernière phase d'exploitation pour la remise en état finale du site. Le projet de modification permet d'accélérer cet accueil, en maintenant le volume d'apport (420 000 T au total d'après l'autorisation initiale) mais en le réalisant progressivement durant la phase d'exploitation (100 000 T lissés entre 2023 et 2032 avec une moyenne de 10 000 T/an + 320 000 T lissés entre 2033 et 2036 avec une moyenne de 80 000 T/an).

En outre, la carrière identifiée comme une carrière de roche massive, se caractérise par des installations de regroupement acceptant des déchets venant de toutes les entreprises d'après le SRC de 2021. Le projet de modification **maintient l'existence de la station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux déjà existante** (orientation I.3). Son organisation sera même optimisée au sein de la carrière grâce à la modification des conditions d'exploitation de la carrière (déplacement du primaire aux côtés des autres installations du site dès 2023, amélioration de la gestion des flux au sein de la carrière).

Le maintien de la carrière SOCAVA permet d'assurer le **maintien d'une logistique de proximité** des bassins de consommation et de gestion des déchets en participant au maillage le territoire (orientation I.3). Cette logique de proximité sera maintenue et même optimisée dans le cadre du projet de modification des conditions d'exploitation exposé dans le présent porter à connaissance, notamment permettant l'accueil de déchets inertes extérieurs dès à présent et non plus en dernière phase d'exploitation uniquement.

Enfin, conformément à l'orientation I.3, la carrière SOCAVA permet d'**optimiser du foncier**, puisqu'il est prévu de réutiliser les espaces dégradés après l'exploitation pour permettre l'installation d'une éventuelle zone d'activités, conformément à la remise en état autorisée et prévue en 2006.

¹ « Une ressource minérale est une minéralisation connue dans le sous-sol et présente en quantité et en qualité significatives. Les matériaux et substances extraits de carrières (ressources minérales primaires d'origine terrestre) et les matériaux extraits des fonds marins (ressources minérales primaires d'origine marines) constituent les "ressources minérales primaires" » (extrait Schéma Régional des Carrières AuRA, 2021)

² Extrait de l'orientation I.2 Renforcer l'offre de recyclage en carrières : Dans le cadre de la logique de la séquence "éviter-réduire-compenser" (ERC), au motif de la réduction, les porteurs de projets sont incités à étudier lors de l'élaboration de l'étude d'impact la possibilité d'accueillir des matériaux inertes en vue de leur recyclage ou de leur valorisation.(...)

ORIENTATION II : PRIVILEGIER LE RENOUVELLEMENT ET/OU L'EXTENSION DES CARRIERES AUTORISEES SOUS RESERVE DES ORIENTATIONS VI, VII ET X DU SCHEMA

Aussi, le projet de modification s'effectue au sein d'une **carrière déjà existante et déjà autorisée**.

ORIENTATION III : PRESERVER LA POSSIBILITE D'ACCEDER AUX GISEMENTS DITES « DE REPORT » ET DE LES EXPLOITER HORS DES ZONES DE SENSIBILITE MAJEURE (ORIENTATION VII), HORS ALLUVIONS RECENTES (ORIENTATION X) ET HORS GISEMENTS D'INTERET NATIONAL OU REGIONAL (ORIENTATION XIII)

Par ailleurs, d'après le SRC AuRA de 2021 (cf. carte en *infra*), la carrière de SOCAVA et le projet de modification des conditions d'exploitation **préservent la possibilité d'accéder aux gisements de report** puisqu'ils ne remettent pas en question l'accessibilité de ces gisements dans le futur d'après le SRC.

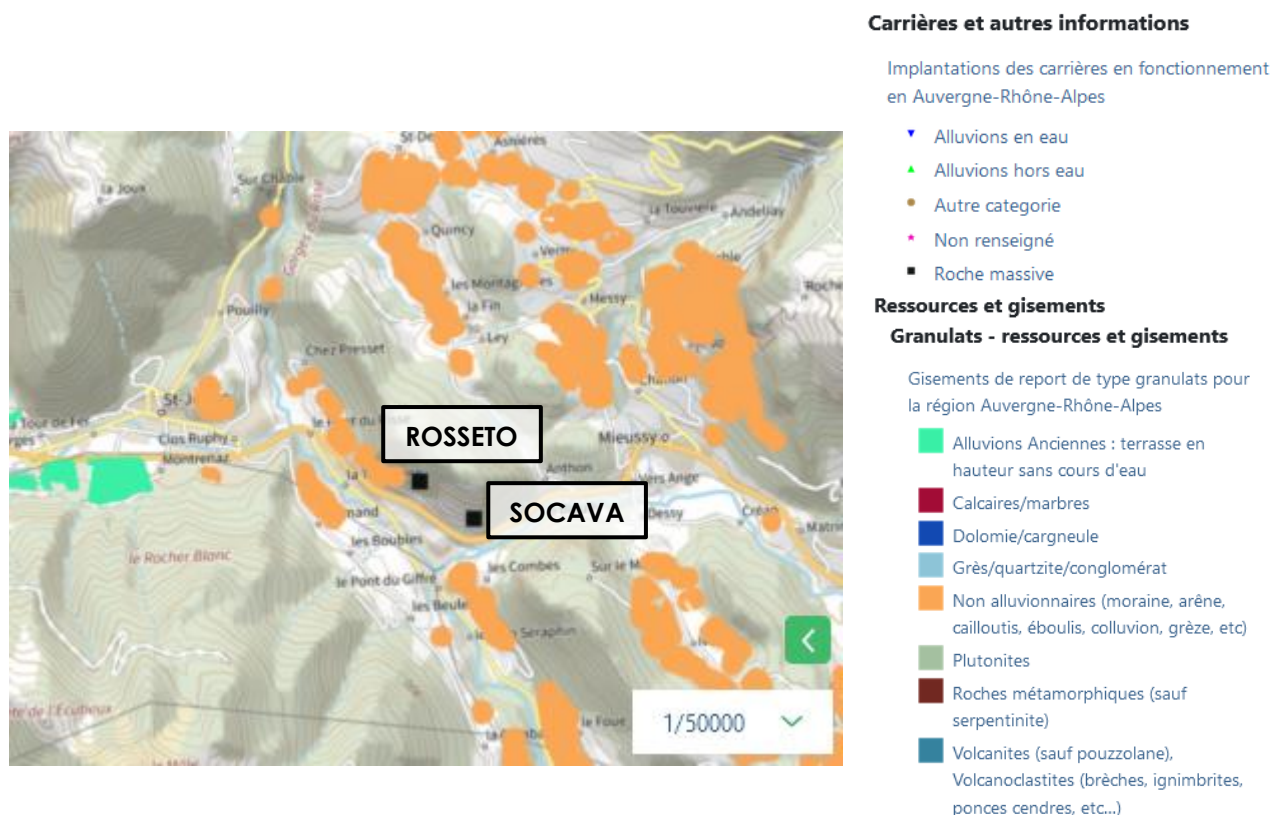


Figure 4 : Gisements techniquement valorisables de type granulats d'après le SRC AuRA 2021 – extrait https://carto.datara.gouv.fr/1/carte_schema_carriere_r84.map (consulté le 03/03/2022)

ORIENTATION IV : APPROVISIONNER LES TERRITOIRES DANS UNE LOGIQUE DE PROXIMITE

La carrière SOCAVA et son projet de modification des conditions d'exploitation permettent de **maintenir et garantir un approvisionnement de proximité** en granulats courants, **dans un secteur particulièrement tendu à court et moyen terme** (toute la vallée de l'Arve, col d'Evires au sud et Chablais au nord, soit dans un rayon d'une trentaine de kilomètres. En effet, comme le démontre le SRC AuRA de 2021, la carrière SOCAVA est située à proximité des aires urbaines d'Annecy et Genève, avec une dynamique démographique forte (notamment pour le pays de Gex et la région d'Annemasse pour lesquels il est projeté une évolution démographique annuelle moyenne entre 2010 et 2030 de +1,2 % et plus), tandis que les perspectives liées aux densités de production des carrières s'orientent vers une diminution sur le secteur.

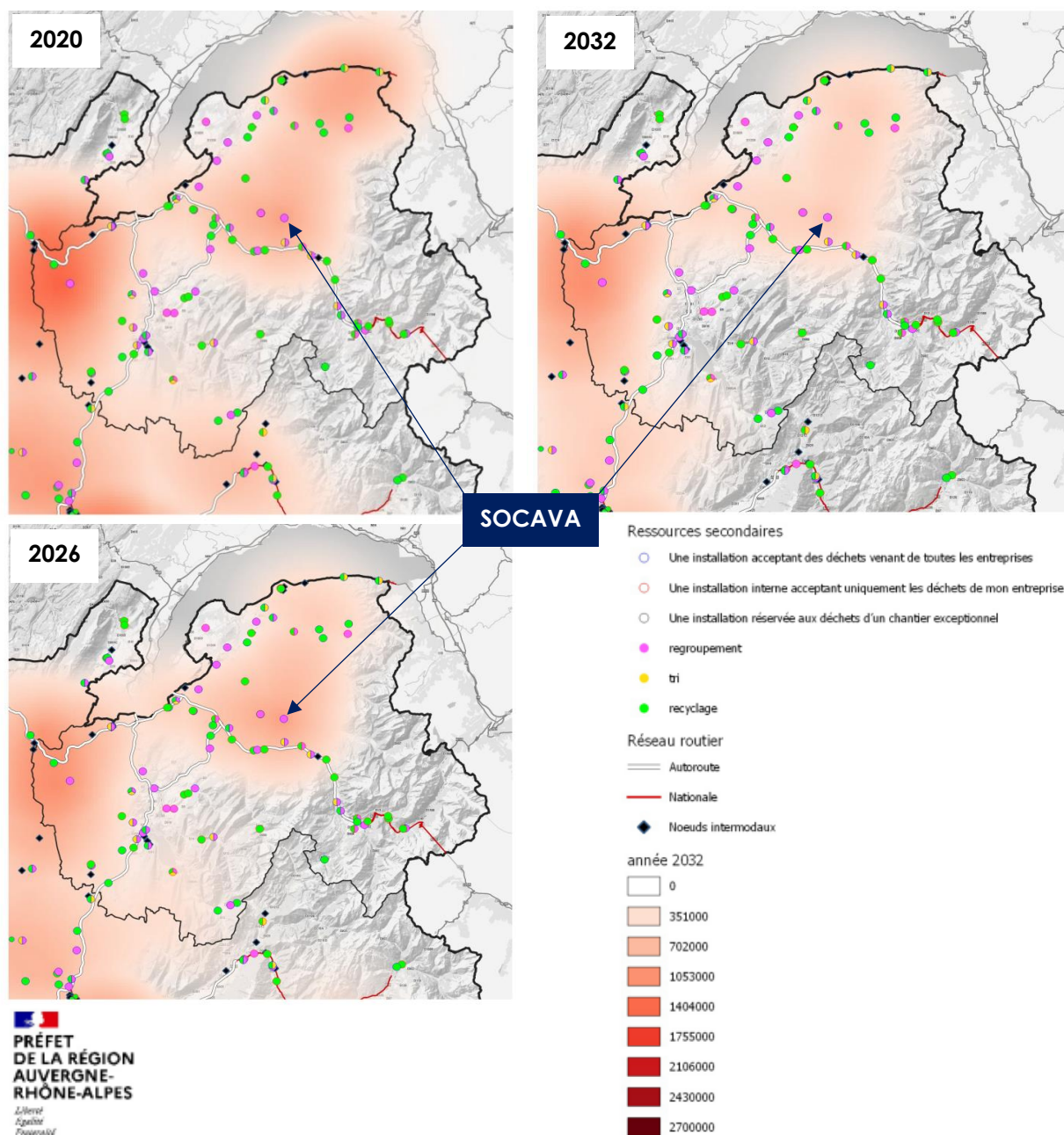


Figure 5 : Prospectives et réseaux d'approvisionnement par les carrières de Haute-Savoie entre 2020 et 2036 – extrait du SRC AuRA (2021), annoté KARUM, mars 2022

ORIENTATION V : RESPECTER UN SOCLE COMMUN D'EXIGENCES REGIONALES DANS LA CONCEPTION DES PROJETS, LEUR EXPLOITATION ET LEUR REMISE EN ETAT

La carrière SOCAVA a bien **respecté le socle commun d'exigences régionales dans la conception du projet, de son exploitation et de sa remise en état**. En effet, le projet met en œuvre la séquence ERC, notamment via son étude d'impact et son étude de dangers de 2005 ainsi que les nombreux arrêtés préfectoraux complémentaires. Le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière va dans ce sens également, comme cela est démontré dans le présent porter à connaissance et la demande d'examen au cas par cas déposée concomitamment.

ORIENTATION VI : NE PAS EXPLOITER LES GISEMENTS EN ZONE DE SENSIBILITE REDHIBITOIRE

L'emprise de la carrière SOCAVA, et a fortiori le projet de modification de ses conditions d'exploitation, demeurent **en dehors des zones de sensibilité qualifiée de rédhibitoire** par le SRC. La carrière se trouve cependant à proximité de ce type de zones ; il s'agit de la RD907 et d'une bande tampon de 50 m de part et d'autre des cours d'eau situés en contrebas de la carrière.

ORIENTATION VII : ÉVITER D'EXPLOITER LES GISEMENTS DE GRANULAS EN ZONE DE SENSIBILITE MAJEURE, SAUF DANS CERTAINS CAS

En outre, la carrière SOCAVA et a fortiori le projet de modification de ses conditions d'exploitation se trouvent **en dehors et à distance des zones de sensibilité qualifiée de majeure**.

Aussi, les parcelles concernées par la carrière SOCAVA et son projet de modification ne sont **pas des parcelles agricoles pouvant servir au pâturage**.

ORIENTATION VIII : REMETTRE EN ETAT LES CARRIERES DANS L'OBJECTIF DE NE PAS AUGMENTER L'ARTIFICIALISATION NETTE DES SOLS

Le plan de phasage de la carrière SOCAVA est modifié mais a été établi pour permettre une exploitation et une remise en état progressive, en fonction de l'avancement de l'extraction. La remise en état contribue par ailleurs à s'approcher de l'objectif de zéro artificialisation nette de la région, par un retour partiel des milieux naturels sur le site. Le projet de remise en état a été validé en 2006 et laissait la possibilité d'accueillir une zone d'activités post 2036. Cela permettra éventuellement l'accueil d'activités sur le secteur, sans compromettre des espaces naturels et agricoles existants en 2036. Par conséquent, le **projet a été conçu de sorte à être le moins consommateur d'espace possible pendant et à l'issue de l'exploitation**.

D'ailleurs cette restitution de la carrière au milieu naturel est inscrite dans la durée et la gouvernance locale, puisque la remise en état naturelle est bien fixée par l'arrêté préfectoral délivrant l'autorisation environnementale du projet datant de 2006. Aussi, une concertation locale sur la remise en état avait bien été effectuée et validée par les élus. Dans le même temps, une attention particulière est régulièrement portée sur la mise à jour des garanties financières du porteur de projet, en fonction des évolutions du projet, comme cela est fait dans le cadre des porters à connaissance ayant abouti aux divers arrêtés préfectoraux complémentaires délivrés.

ORIENTATION IX : PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX AGRICOLES DANS LES PROJETS

En respectant l'orientation VII, comme exposé ci-avant, les **enjeux agricoles ont donc été pris en considération**.

ORIENTATION X : PRESERVER LES INTERETS LIES A LA RESSOURCE EN EAU

Enfin, les **intérêts liés à la ressource en eau sont préservés** (orientation X) par :

- > **Le respect des orientations et mesures du SDAGE en vigueur, notamment par la mise en œuvre de la séquence ERC proposée dès 2005 dans l'étude d'impact** (absence de zones humides, cours d'eau, remontées de nappes dans l'emprise de la carrière, projet en dehors des périmètres de protection d'eau potable ainsi qu'en dehors du lit mineur et de l'espace de mobilité des cours d'eau à proximité, recyclage de l'eau sur site, gestion des eaux via des bassins d'infiltration et de décantation ainsi qu'une micro-station d'épuration...) (orientation X.1) ;
- > La carrière SOCAVA correspond à **l'exploitation de roche massive, ce qui permet d'éviter et réduire l'exploitation d'alluvions récentes** (orientation X.2 du SRC et objectif du SDAGE Rhône-Méditerranée) ;
- > Le projet se situe **en dehors des zones de sensibilité majeure** (c'est-à-dire en dehors des zones de ressources stratégiques en continu sur le bassin Rhône-Méditerranée) **liées à l'eau**.

ORIENTATION XI : INSCRIRE DANS LA DUREE ET LA GOUVERNANCE LOCALE LA RESTITUTION DES SITES AU MILIEU NATUREL

La remise en état pourra à terme figurer au **document d'urbanisme** de la collectivité, afin d'en conserver la mémoire (orientation XI.2), via un zonage spécifique.

ORIENTATION XII : PERMETTRE L'ACCES EFFECTIF AUX GISEMENTS D'INTERET NATIONAUX OU REGIONAUX

Par ailleurs, le projet de carrière SOCAVA (et le projet de modification de ses conditions d'exploitation) se situe **en dehors des gisements d'intérêt nationaux ou régionaux**.

CHAPITRE 4. APPRÉCIATION DU CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DE LA MODIFICATION

Le caractère substantiel d'une modification d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) doit être déterminé, afin de savoir quelle procédure suivre. Le présent chapitre vise à répondre à cet élément.

4.1. DESCRIPTION SOMMAIRE DE LA MODIFICATION

QUESTIONS	OUI	NON	PRECISIONS
La modification consiste-t-elle en la création d'une nouvelle activité permanente (pas un simple changement de rubrique lié à l'évolution d'une activité existante) ?		X	Les modifications sont liées aux activités existantes déjà autorisées.
La modification consiste-t-elle en une augmentation de capacité , dans l'unité de mesure de la nomenclature ICPE (les rubriques sans seuil ne sont pas concernées) ?		X	Les modifications se font conformément aux seuils déjà autorisés même si pour 2 rubriques ICPE les modifications réglementaires entraînent un abaissement des régimes de classement.
La modification consiste-t-elle en une augmentation de surface ayant un impact sur l'usage du sol au-delà des limites précédentes de l'exploitation ?		X	Les modifications interviennent au sein de la zone d'exploitation de la carrière déjà autorisée.

Le projet de modification de la carrière SOCAVA « Les Quevets » n'induit aucune nouvelle activité permanente ou augmentation de capacité ou de surface.

4.2. ANALYSE DE LA MODIFICATION AU REGARD DE L'ARTICLE R.122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

QUESTIONS	OUI	NON	PRECISIONS
Le projet de modification est-il soumis à évaluation environnementale systématique pour au moins une rubrique de l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement ?		X	
Le projet de modification est-il soumis à examen au cas par cas pour au moins une rubrique de l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement ?	X		<p>Rubrique 1.a)</p> <p>Modifications d'exploitation de la carrière, classée en ICPE A (rubrique 2515-1) et qui comprend :</p> <p>> Une installation fixe de broyage, concassage et criblage de pierres et cailloux et une installation de traitement mobile. La puissance totale de ces deux installations est de 1 700 kW (rubrique ICPE 2515-1 (E)) ;</p> <p>> Une station de transit de produits minéraux solides d'une surface de 5 000 m² (volume < 75 000 m³) (rubrique ICPE 2517-2 (D)).</p> <p>=> Demande du bénéfice de l'antériorité sollicitée dans ce porter à connaissance pour un régime classé inférieur</p>
Le projet de modification n'est ni soumis à évaluation environnementale, ni à examen au cas par cas au titre de l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement ?		X	

Le projet de modification de la carrière SOCAVA « Les Quevets » n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique, mais à examen au cas par cas au titre de la rubrique 1.a) de l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement.

La demande d'examen au cas par cas a été déposée concomitamment à ce porter à connaissance. Le porter à connaissance a d'ailleurs été mis en annexe de la demande d'examen au cas par cas.

4.3. ANALYSE DES DANGERS OU INCONVENIENTS INDUITS PAR LE PROJET DE MODIFICATION

THEMATIQUE	QUESTION	OUI	NON	PRECISIONS
Émissions industrielles	Le milieu récepteur (air, eau, sol...) présente une sensibilité particulière ?		X	
	L'augmentation des rejets est supérieure à 10 % en flux par rapport à l'étude d'impact initiale ?		X	Réduction des émissions de GES via la réduction du nombre d'engins nécessaires au transport des matériaux au sein de la carrière grâce au déplacement du primaire (-1 engin)
Extension géographique	L'extension conduit à une consommation d'espaces naturels et forestiers ?		X	Pas d'extension : modifications au sein de la zone d'exploitation de la carrière
Prolongation de la durée de fonctionnement	Pour les installations de stockage de déchets ou des carrières, la prolongation est supérieure à 10 % de la durée initiale d'exploitation ?		X	Maintien de la durée d'exploitation jusqu'en 2036
Nature ou origine des déchets pour les installations de traitement de déchets	La modification ou extension consiste à traiter des déchets dangereux dans une installation autorisée uniquement pour des déchets non dangereux ou inertes ?		X	Apport de déchets inertes extérieurs maintenu
	Évolution du volume d'activité, de l'origine des déchets et/ou des capacités de traitements des déchets ?		X	Apport de déchets inertes extérieurs identique en volume total (420 000 T d'après autorisation initiale) mais réalisé progressivement durant la phase d'exploitation (100 000 T lissés entre 2023 et 2032 avec une moyenne de 10 000 T/an + 320 000 T lissés entre 2033 et 2036 avec une moyenne de 80 000 T/an en vue de la remise en état finale.
Épandages	Modification de la nature des effluents épandus ?		X	La carrière n'épand et n'accueille aucun effluents
	Plus de 10t d'azote seront épandues sur de nouvelles parcelles dédiées à l'épandage ?		X	
Nouvelle rubrique/activité OU modification d'une activité existante	La modification est un changement de nature des produits utilisés dans un processus de fabrication ?		X	La carrière exploitera toujours du calcaire en utilisant des tirs de mines
	La modification est une évolution de la nature des produits fabriqués ou du processus de fabrication ?		X	
Seveso	La modification ou extension fait rentrer l'établissement d'un Seveso seuil bas vers un Seveso seuil haut ?		X	La carrière n'est pas un site Seveso et la modification maintient ce statut de non Seveso
	Accroissement de l'étendue géographique des zones d'effets létaux ou irréversibles concernant des zones urbaines ou à urbaniser ?		X	

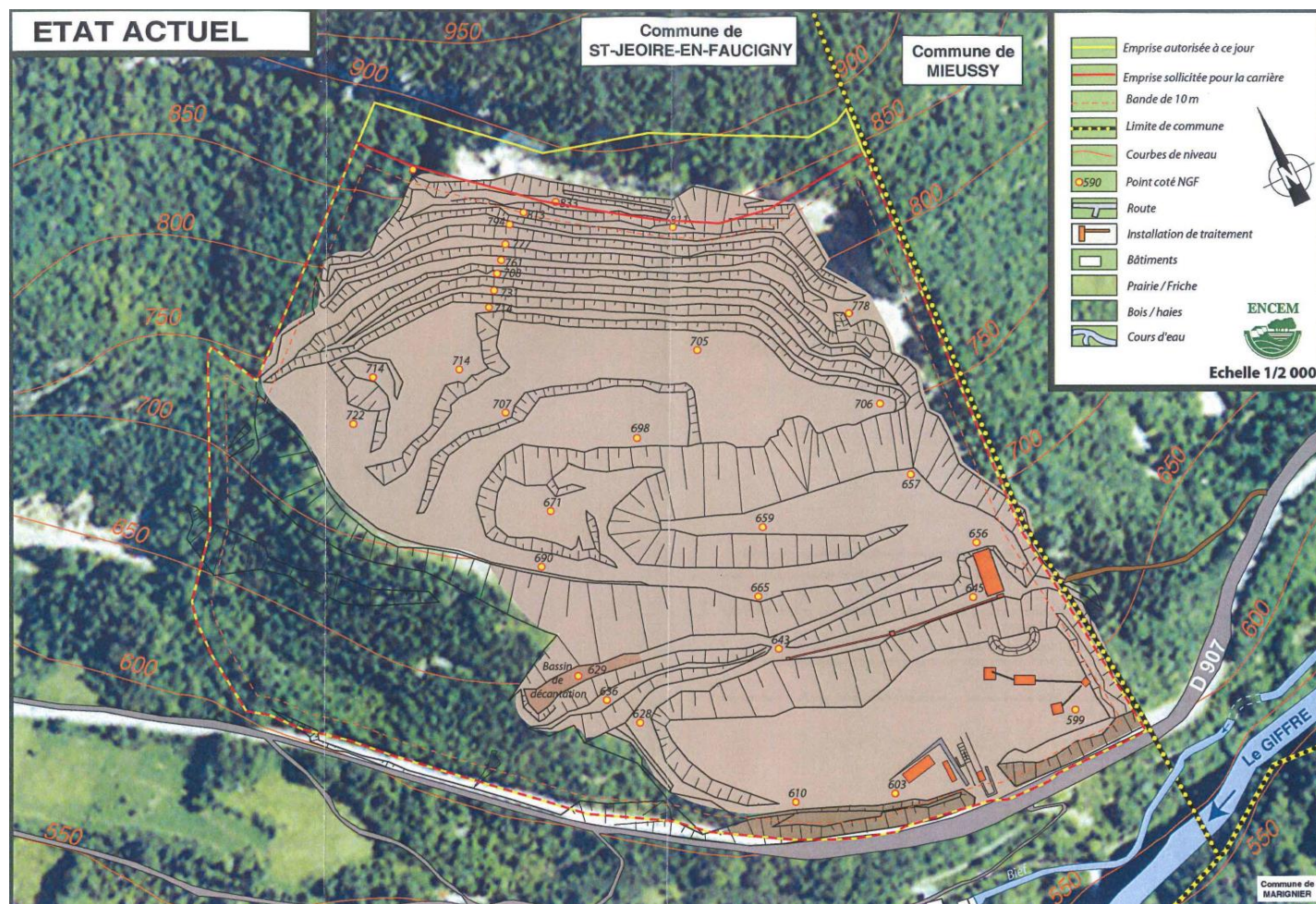
	Accroissement de la classe de probabilité et/ou de la classe de cinétique des effets hors site concernant des zones urbaines ou à urbaniser ?		X	
	Accroissement de l'étendue géographique des zones d'effets létaux ou irréversibles vers des zones inoccupées et interdites à l'urbanisation ?		X	
	Accroissement de la classe de probabilité des risques accidentels vers des zones inoccupées et interdites à l'urbanisation ?		X	
Extension de la capacité	La modification prévoit une augmentation de capacité d'une activité d'une même rubrique soumise à autorisation ou enregistrement ?		X	Les modifications se font conformément aux seuils déjà autorisés. Il n'y a donc pas d'évolution.
Atteinte de seuils quantitatifs	Pour les ICPE au titre de la rubrique 1978 : installations et activités utilisant des solvants organiques, la modification entraîne l'atteinte d'un des seuils listés par l'arrêté du 13/12/2019 ?		X	La carrière et sa modification ne sont pas concernées par cette rubrique

4.4. INCIDENCES ATTENDUES DU PROJET DE MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PRISES POUR LES EVITER, LES REDUIRE ET/OU LES COMPENSER

4.4.1. EFFETS SUR LES ACTIVITES HUMAINES, LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

4.4.1.1. EFFETS SUR L'USAGE DU SOL ET LES ACTIVITES HUMAINES

En 2005, l'étude d'impact indiquait que la carrière se trouvait sur un site déjà en exploitation et qu'une partie côté sud-ouest n'avait pas encore été exploitée et couverte donc d'une végétation arbustive.



A l'heure actuelle, la carrière est toujours en activité. D'ailleurs la zone est identifiée comme un secteur d'extraction de matériaux d'après la cartographie Corine Land Cover de 2018.

En 2022, l'usage des sols et les activités humaines demeurent donc similaires sur les zones concernées par les modifications de la carrière. En effet, ces modifications s'opèrent au sein du périmètre de la carrière qui bénéficie d'une autorisation d'exploiter jusqu'en 2036. Il est à noter que la zone sud-ouest arbustive s'est réduite depuis 2005 en raison de son exploitation progressive, conformément aux autorisations délivrées.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.1.2. EFFETS SUR LE PAYSAGE

Dans le résumé de l'étude d'impact de 2005 (page 13), il est indiqué que « l'impact principal est celui lié à l'aspect visuel de la carrière. Une étude paysagère spécifique a été menée en amont de la définition du dossier de renouvellement ; elle est annexée au dossier. [...]

En ce qui concerne l'aspect visuel, la position de la carrière dans une vallée de montagne conduit à la présence de points de vue dominants, notamment en vis-à-vis ; les reliefs permettant des vues éloignées.

La poursuite de l'exploitation de la carrière dans le périmètre autorisé à ce jour n'engendrera pas d'augmentation de la surface concernée. Un délaissé sera respecté le long de la D 907 de sorte à maintenir un écran visuel entre la route et l'exploitation. Cet écran limite également la propagation de nuisances vers l'extérieur (bruit, poussières).

De plus, des efforts sont faits pour intégrer la carrière dans son contexte par le traitement de chaque front au fur et à mesure de son exploitation, la remise en état décrite ci-après prévoit des mesures visant à estomper l'aspect de la roche (vieillesse artificielle, plantation sur les banquettes) et à réinsérer les sites dans son contexte compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant ».

Le projet de modification se situe toujours au sein de la carrière autorisée. Les éperons rocheux le long de la RD907 seront conservés durant la phase d'exploitation de la carrière, comme prévu dans le dossier initial. Le déplacement du primaire à l'arrière de l'éperon rocheux limitera encore plus sa perception depuis les espaces extérieurs.

Par ailleurs le projet ne remet pas en cause le projet de remise en état finale.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.1.3. EFFETS SUR LE PATRIMOINE

D'après l'étude d'impact de 2005 (page 29), « la carrière n'est pas perceptible depuis les éléments patrimoniaux ».

En 2022, la carrière se situe toujours en dehors des périmètres de protection du patrimoine ou de l'archéologie.

Le site protégé le plus proche de la carrière est un site inscrit depuis 1943 et correspondant aux gorges de Mieussy (Id : 183SI01).

Le projet de modification se situe toujours au sein de la carrière et donc en dehors des périmètres de protection du patrimoine et de l'archéologie. Le projet ne change pas les masques visuels en phase exploitation, ni le projet de remise en état finale. Ainsi, la carrière demeure imperceptible depuis les éléments patrimoniaux alentours.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

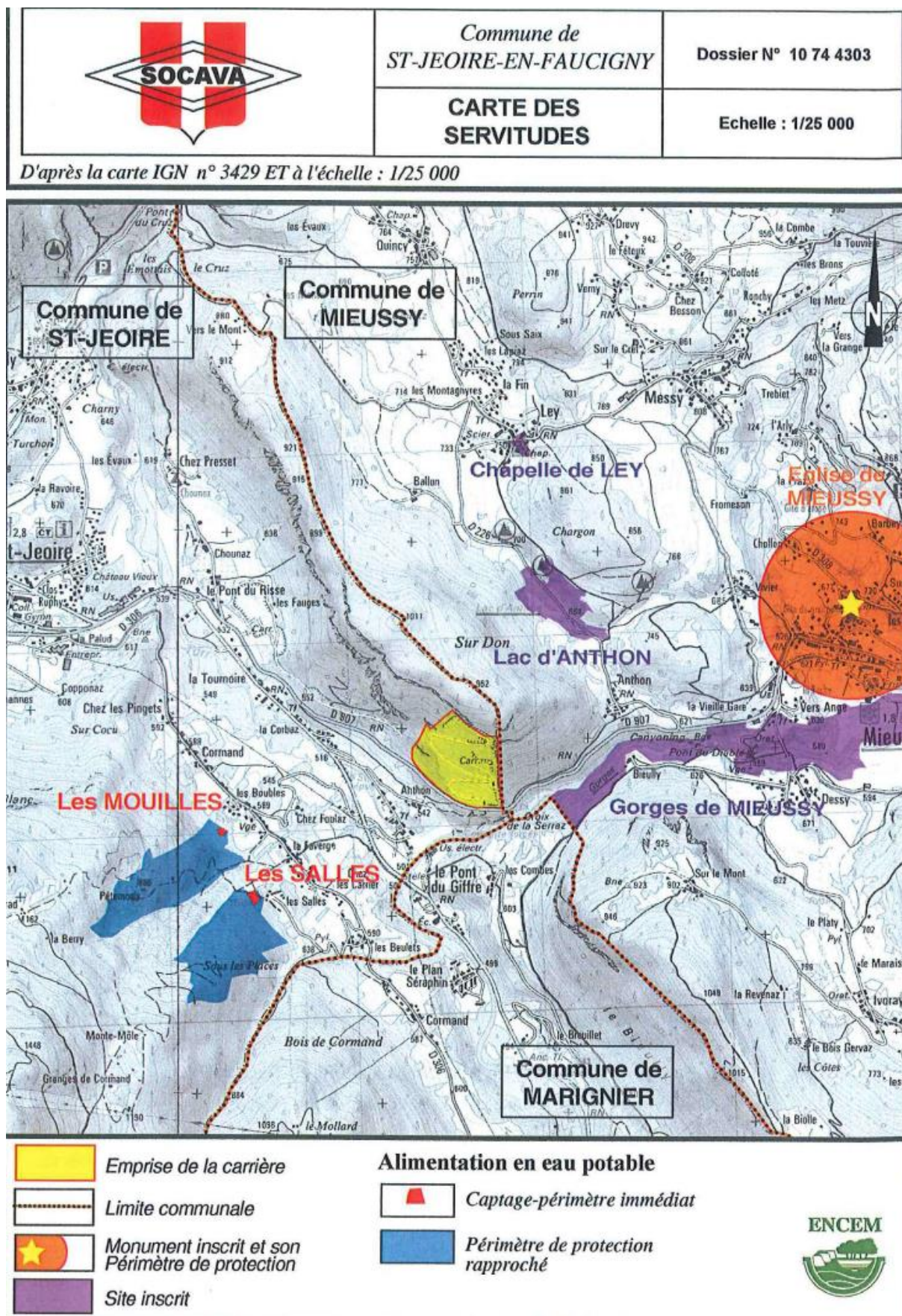


Figure 7 : Localisation des éléments patrimoniaux autour de la carrière – extrait étude d'impact, ENCEM, 2005

4.4.2. EFFETS SUR LES RESSOURCES

4.4.2.1. EFFETS SUR LE RELIEF ET LE SOUS-SOL

Le projet de carrière autorisé est de nature à modifier le relief au travers de l'exploitation des ressources du sous-sol : calcaire.

En 2022, l'ensemble Malm-Dogger chevauche le Crétacé dans la partie basse de la carrière est en cours d'exploitation. L'essentiel des fronts dans la moitié ouest est désormais dans les calcaires blancs du Malm, sous le Crétacé « rouge » qui, lui affleure à l'est.

Le projet de modification maintient les éléments autorisés :

- > Exploitation d'une carrière de roche massive calcaire sur une superficie d'environ 17,22 ha ;
- > Production moyenne de 500 000 tonnes/an ;
- > Production maximale de 600 000 tonnes/an ;
- > Cote d'extraction finale de + 570 m NGF.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.2.2. EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES

Dans l'étude d'impact de 2005 (page 21), il est précisé qu'« il n'existe pas de source à proximité du site et la carrière ne recoupe pas d'écoulement d'eau souterraine. [...] Ponctuellement, des écoulements souterrains peuvent être constatés, mais à ce jour aucune venue d'eau n'a été recoupée par l'exploitation de la carrière ».

En outre, l'étude d'impact indique que les risques de pollution des eaux souterraines sont essentiellement liés à « la présence d'hydrocarbures liés aux engins de chantier et au niveau du stockage des huiles ». Ainsi, des « mesures de protections visent à ne laisser s'infiltrer que des eaux exemptes de pollution. Les mesures de préventions des pollutions souterraines sont essentiellement attachées à la réduction des risques liés aux hydrocarbures ».

Le projet de modification n'aura pas d'impact sur les eaux souterraines et les mesures (entretien des engins sur l'aire de lavage, kit antipollution à bord des engins, ravitaillement des engins via un pistolet anti-débordement, contrôle des matériaux acceptés sur la station de transit...) prévues dans l'étude d'impact seront maintenues et suffisantes.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.2.3. EFFETS SUR LES EAUX SUPERFICIELLES

Dans l'étude d'impact de 2005 (page 20), il est précisé que « le site lui-même n'est parcouru par aucun écoulement permanent ».

D'après le résumé non technique de l'étude d'impact de 2005 (page 13), « le plus proche cours d'eau permanent est le Giffre. Les rejets d'eau dans cette direction sont traités afin de supprimer les risques de pollution par les fines ou d'éventuels hydrocarbures. Les risques sont les mêmes pour les eaux souterraines mais leurs conséquences restent faibles en l'absence de captage d'eau à proximité.

En entrée de site, un bassin est installé. Il récupère l'ensemble des eaux en partie basse du site et permet leur décantation avant réutilisation ou rejet au milieu extérieur ».

Le projet de modification n'aura pas d'impact sur les eaux superficielles et les mesures prévues dans l'étude d'impact (bassin de décantation, bassin d'infiltration, traitement des eaux sanitaires et de lavage par la microstation d'épuration) seront maintenues et suffisantes.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.2.4. EFFETS SUR LE CLIMAT ET LA QUALITE DE L'AIR

L'étude d'impact de 2005 indique que « l'extraction des matériaux selon le projet décrit ici, conduit à poursuivre une exploitation en massif rocheux.

Les dimensions du projet et les transformations qui en résulteront restent à une échelle limitée : aucun effet sur le climat local n'est envisageable ».

Il est à noter que les camions utilisés actuellement sont plus performants et donc permettent un meilleur bilan carbone par rapport à celui de 2005-2006.

Le projet de modification maintiendra l'activité existante tout en optimisant son bilan carbone en travaillant sur la réorganisation de l'exploitation. En effet, il a été estimé que la réduction du marinage lié au déplacement du poste primaire permettra une baisse de plus de 50 % des émissions de CO₂, notamment grâce à l'utilisation de moins de véhicules et ce dès 2023.

Par ailleurs l'exploitant renouvelle régulièrement son parc d'engins qui sont moins émetteurs qu'en 2005.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.3. EFFETS SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

Globalement, l'étude d'impact (page 25) indique que « le secteur étudié ne présente pas d'intérêt écologique reconnu. Les formations concernées par la carrière et ses abords sont bien représentées localement. »

4.4.3.1. EFFETS SUR LES ESPACES PROTEGES OU INVENTORIES

A l'heure actuelle, le périmètre d'autorisation de la carrière de 2006 est partiellement concerné par le périmètre d'inventaire de la ZNIEFF de type II « Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes » (Id : 820031533 ; Id régional : 7415), créée en 2009.

La carrière représente environ 0,08 % (environ 4,8 ha) de la surface totale de la ZNIEFF estimée à environ 5 599 ha.

Cette ZNIEFF était au stade de proposition en 2005, mais une analyse avait tout de même été menée dans le dossier de demande de 2005. Ainsi, d'après l'étude d'impact de 2005, « le milieu décrit par cette ZNIEFF est un milieu lié au milieu aquatique, il ne concerne pas le site et ses abords immédiats ».

Il est d'ailleurs à noter que la RD907, comprise dans le périmètre de la ZNIEFF, constitue un effet barrière entre les cours d'eau (Le Risse et Le Griffre) et la carrière.

Le projet de modification se situe au sein du périmètre autorisé de la carrière et donc en dehors de tout espace naturel d'intérêt protégé (Natura 2000, Réserve naturelle, APPB...). Le site Natura 2000 le plus proche est à environ 4,45 km (à vol d'oiseau) du périmètre autorisé de la carrière : les ZSC et ZPS « Roche d'enfer » (Id : FR8212021 et FR8201706).

Enfin, il est à noter la mise en place de mesures permettant d'éviter et réduire les incidences indirectes de la carrière sur la ZNIEFF située à proximité, via la mise en place d'une gestion des eaux.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.3.2. EFFETS SUR LA FLORE ET LES HABITATS NATURELS

D'après le résumé non technique de l'étude d'impact de 2005 (page 13), « l'exploitation se présente sous la forme d'un milieu minéral ; la végétation originelle a disparu lors des travaux antérieurs. Des travaux de défrichement complémentaires restent néanmoins nécessaires [...] Ces impacts sur ces différents milieux sont compensés par les travaux de remise en état ».

Plus précisément, l'étude d'impact (page 25) indique que « l'inventaire floristique a relevé la présence d'espèces assez peu courantes d'après la flore de la Suisse : érable à feuille d'obier en lisière, cerisier de Sainte Lucie dans les landes, la laïche de Paira, les épilobes des coteaux et à feuilles de romarin, le galéopsis à feuilles étroites, le gaillet mollugine, l'épervière cymeuse, l'orpin reprise et le séneçon à feuille de roquette et le molène lychnite.

La zone étudiée ne présente pas de sensibilité floristique. L'ensemble de ces espèces étant bien représentées localement.

Les relevés de végétation n'indiquent aucune espèce protégée. La sensibilité floristique est donc modérée. ».

Il est à noter qu'une demande de défrichement avait été déposée conjointement au dossier d'étude d'impact.

Entre 2005 et 2022, l'exploitation de la carrière a continué, en appliquant les mesures de protection suivantes :

- > Suppression de la couverture végétale de la zone sud-ouest, réalisée par phases et plutôt en période de dormance végétale (hiver) ;
- > Remise en état progressive du site via des opérations de plantations et d'ensemencement.

Le projet de modification se situe au sein du périmètre autorisé de la carrière et n'engendre donc pas d'incidences sur la flore et les habitats naturels.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.3.3. EFFETS SUR LA FAUNE

D'après le résumé non technique de l'étude d'impact de 2005 (page 13), « l'impact du projet sur la faune est faible, dans la mesure où l'exploitation existe depuis de nombreuses années, qu'aucune extension n'est sollicitée et qu'un équilibre a été trouvé. [...] Ces impacts sur ces différents milieux sont compensés par les travaux de remise en état ».

Plus précisément, l'étude d'impact (page 25) indique que « d'un point de vue faunistique, ces milieux ne présentent guère plus d'intérêt. Si la faune potentielle, est théoriquement diversifiée, car s'enrichissant d'espèces montagnardes, les espèces susceptibles d'être effectivement présentes sont limitées par l'activité humaine. Les vastes espaces boisés interrompus par quelques ressauts ou falaises calcaires présentent des lieux plus favorables à l'accueil de la faune que la carrière et ses abords ».

Effectivement, en 2005, l'étude d'impact fait état de la présence d'espèces plutôt communes dans l'emprise de la carrière et à ses abords.

Entre 2005 et 2022, l'exploitation de la carrière a continué, en appliquant néanmoins les mesures de protection suivantes :

- > Suppression de la couverture végétale de la zone sud-ouest, réalisée par phases et plutôt en période de dormance végétale (hiver) ;
- > Purge des grillages (pour limiter les chutes de matériaux) en partie haute réalisée en dehors de la période printanière (période de nidification des oiseaux rupestres) ;
- > Remise en état progressive du site via des opérations de plantations et d'ensemencement.

Le projet de modification se situe au sein du périmètre autorisé de la carrière et n'engendre donc pas d'incidences sur la faune.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.4. EFFETS SUR LE CADRE DE VIE, LA SANTE ET LA SECURITE PUBLIQUE

4.4.4.1. RISQUES ET DANGERS

RISQUES NATURELS

Sources : <https://www.georisques.gouv.fr> ; <https://infoterre.brgm.fr> (consultés le 17/02/2022) ; PPRN St-Jeoire (approuvé en 2012)

La commune de Saint-Jeoire est concernée par un **Plan de Prévention des Risques Naturels** (74DDT20110037 - PPR St-Jeoire), approuvé le 03/08/2012, pour les aléas suivants :

- > Mouvements de terrain,
- > Inondation,
- > Avalanche.

La carrière est **concernée avant tout par un risque naturel « sensible », lié aux mouvements de terrain et plus particulièrement aux chutes de blocs**. L'activité de la carrière est d'ailleurs un **facteur pouvant amener à ce risque, et c'est pourquoi des mesures de protection ont été prises**.

RISQUES NATURELS	CARACTERISTIQUES	NIVEAU D'ENJEU
Inondations par débordement de cours d'eau	Absence de TRI et PAPI sur la commune AZI du Giffre (2004) applicable sur la commune Application du PPRN : parcelles de la carrière non identifiées comme secteur à risque d'inondation par le PPRN Pas de risque d'inondation au regard de la position de la carrière vis-à-vis des torrents Le Giffre et le Risse (étude de danger, 2005)	Faible
Inondations par remontée de nappes	Carrière située dans un secteur aux entités hydrogéologiques imperméables à l'affleurement	Faible
Retrait-gonflement des argiles	Carrière concernée par un aléa d'exposition faible à moyen	Faible
Avalanches	Application du PPRN : carrière non concernée CLPA : carrière en dehors des zones à risque (secteurs d'interprétation, de témoignages et sans enquête confondus)	Nul
Cavités souterraines	Aucune sur la zone d'études Une cavité naturelle se trouve dans un rayon de 500 m autour de la carrière	Faible
Sismicité	Commune classée en zone de sismicité de niveau 4 (aléa moyen) → Pas d'application de prescriptions spécifiques pour les éléments de la carrière	Faible
Radon	Commune concernée par un potentiel de catégorie 1 (faible) → Projet non concerné par étude spécifique (cf. arrêté ministériel du 22/07/2004)	Faible
Amiante environnementale	Carrière concernée par un risque de susceptibilité nulle à très faible (roche sédimentaire)	Faible

RISQUES NATURELS	CARACTERISTIQUES	NIVEAU D'ENJEU
Mouvements de terrain, chutes de blocs	<p>Aucun mouvement de terrain recensé sur la zone d'études</p> <p>Le plus proche du site d'études est à moins de 500 m : glissement</p> <p>Application du PPRN : toutes les parcelles de la carrière sont en zone de prescriptions fortes, inconstructibles (zone Xp) en raison d'une activité existante dans une zone à risque fort de chutes de pierres et de blocs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Les carrières et extractions de matériaux sont admises sous réserve qu'une étude d'impact préalable intègre la gestion des risques naturels (Art. 2.6 de la zone Xp du règlement du PPRN) : une étude d'impact et une étude de dangers ont été réalisés en 2005 ; → Des mesures de protection (filets pare-blocs, achat des maisons en contre-bas...) contre les chutes de pierres et de blocs ont été mises en place au sein de la carrière au fil des années d'exploitation ; → L'exploitation fait l'objet d'un suivi géotechnique et de prescriptions adaptées permettant de conditionner les modalités d'extraction en garantissant la sécurité du publique (RD 907) et des travailleurs. 	Moyen

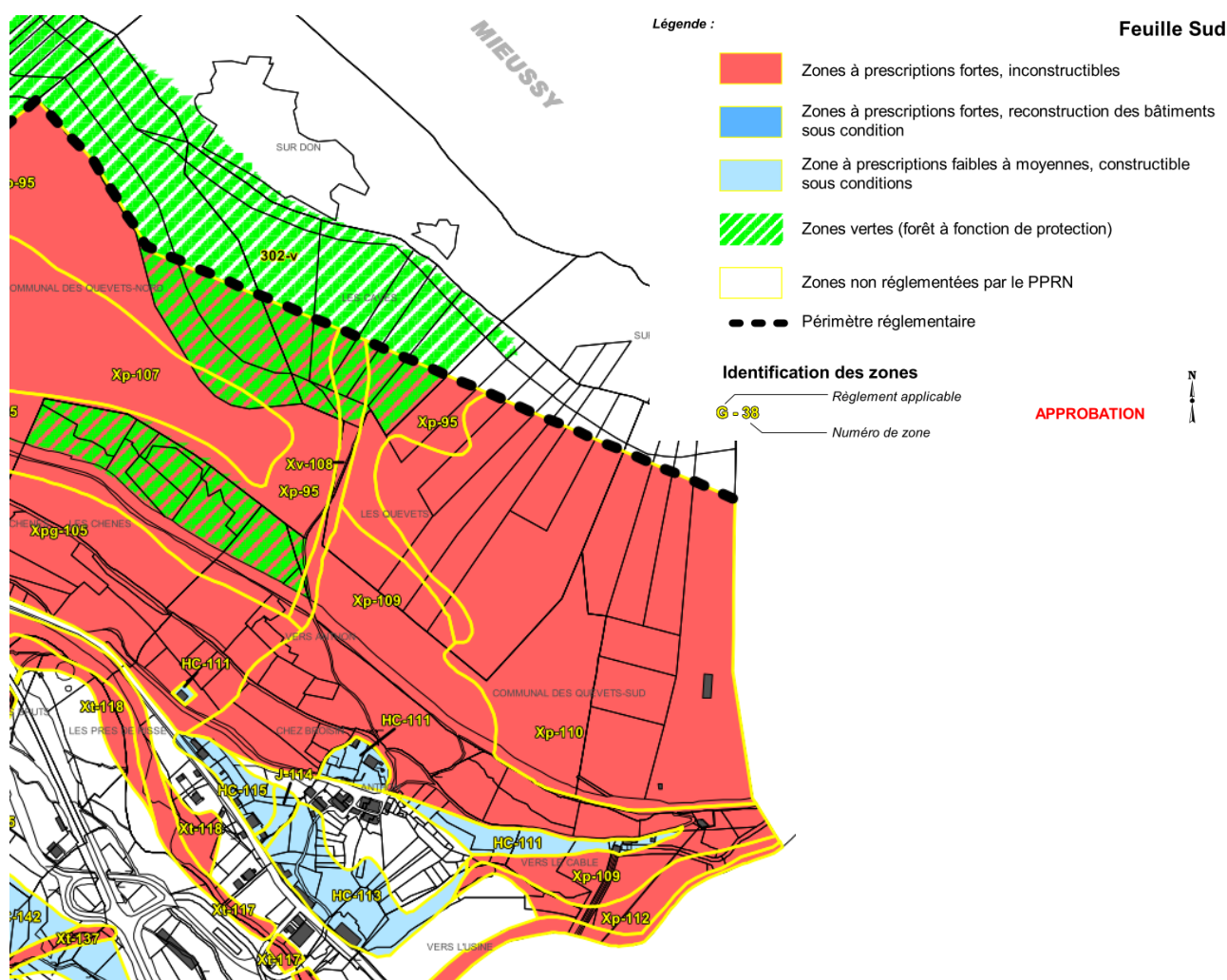


Figure 8 : Zonage du PPRN St-Jeoire avec zoom sur la carrière – extrait PPRN St-Jeoire, 2012

Le projet de modification s'opère au sein de la carrière, qui bénéficie d'un suivi géologique et géotechnique régulier et de mesures de protection adaptées prises au fur et à mesure de l'exploitation.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact et l'étude de danger sur cette thématique.

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Source : <https://www.georisques.gouv.fr> (consulté le 17/02/2022)

Il n'y a aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques applicable sur la commune de Saint-Jeoire et, a fortiori sur la zone d'études.

La carrière n'est **pas concernée par un risque technologique « sensible » mais elle est nature à produire des risques technologiques en tant qu'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et en tant que site industriel susceptible de produire des pollutions des sols.**

RISQUES TECHNOLOGIQUES	CARACTERISTIQUES	NIVEAU D'ENJEU
Sites et sols pollués	Aucun SIS au niveau de la carrière Aucun site pollué ou potentiellement pollué (BASOL) au niveau de la carrière Carrière de SOCAVA identifiée comme un site industriel et activité de service (BASIAS ; Id : RHA7402605)	Faible
Installations nucléaires	Aucune installation nucléaire au niveau de la carrière et dans un rayon d'environ 20 km	Nul
ICPE	Carrière de SOCOVA identifiée comme ICPE A encore en activité Présence d'une ICPE dans un rayon d'environ 1 000 m autour de la carrière : Carrières ROSSETO (ICPE A en fonctionnement)	Faible
Canalisations de matières dangereuses	Aucune canalisation de ce type au niveau de la carrière et dans un rayon d'environ 1 000 m	Nul

Le projet de modification s'inscrit au sein du périmètre autorisé de la carrière

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

RISQUES SANITAIRES

D'après l'étude d'impact de 2005, la carrière est en dehors des périmètres de captage d'eau potable.

En 2022, la carrière demeure toujours en dehors des périmètres de captage d'eau potable.

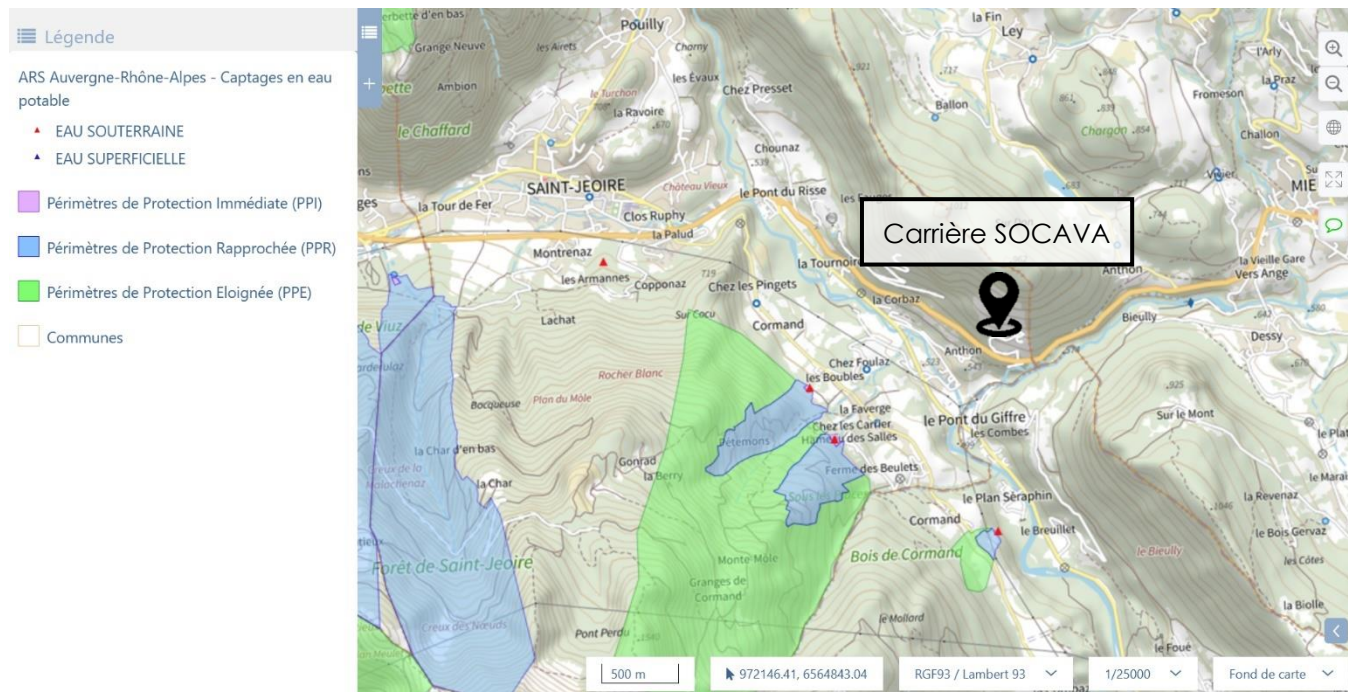


Figure 9 : Captages d'eau potable et périmètres de protection à proximité de la carrière – ARS AuRA, consulté le 17/02/2022

En outre, il est à noter que la carrière se situe en dehors des zones de répartition des eaux (ZRE), c'est-à-dire en dehors des « zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins » (Art. R.211-71 C.env.) d'après le classement depuis février 2021 sur le bassin Rhône-Méditerranée.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

DANGERS LIES A L'ICPE

Une étude de dangers a été menée en 2005 qui expose les dangers que peut présenter la carrière en cas d'accident et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident sous la responsabilité du demandeur.

D'après l'étude de dangers de 2005, les risques identifiés liés aux activités propres au site concernent :

DANGERS INTERNES IDENTIFIES	PROTECTIONS APORTEES DANS L'EDD DE 2005	IMPACT POTENTIEL DU PROJET
Les risques d'incendie en lien avec les stockages d'hydrocarbures, huiles, produits explosifs et équipements électriques en lien avec un accident (engin), la foudre, un acte de malveillance, un défaut d'entretien	Extincteurs homologués et plan guide du site remis aux pompiers Installations électriques résistantes aux contraintes Actions de maintenance	Le projet n'apporte aucune modification
Les risques d'explosion	Les mesures prises pour limiter les risques d'incendie permettent de réduire les risques d'explosion. Concernant les tirs de mine, protocole spécifique et aucun stockage sur site	Le projet n'apporte aucune modification
Les risques de projection (stabilité des terrains)	« L'orientation des fronts d'exploitation fait que les projections ne se font qu'en direction de la fosse d'exploitation »	Les risques de projection sont toujours identifiés en direction de la fosse d'exploitation. Toutefois l'implantation du tapis primaire est prévue en pied de l'actuelle falaise sud du triangle Est. Lors de l'exploitation il est possible que des blocs soient mis en mouvement (action des machines ou décrochage lors du minage), ces blocs n'atteindront vraisemblablement pas le tapis en lui-même mais il est possible que les pieds de fixation de celui-ci soient directement atteints. Des travaux de sécurisation sont prévus.
Les risques de dommages aux biens matériels	« le phasage de la carrière ne conduit pas à se rapprocher de façon significative de bâtiments ou constructions sensibles »	Le phasage d'exploitation demeure dans l'enveloppe autorisée, sans rapprochement des bâtiments ou constructions sensibles
Les risques de pollution accidentelles des eaux par entrainement de fines ou déversement d'hydrocarbures	Collecte et décantation des eaux (idem étude d'impact)	Le projet n'apporte aucune modification
Risques de pollution de l'air par combustion accidentelle d'hydrocarbures.	Des mesures sont prises tout au long de l'exploitation (cf. volet incendie)	Le projet n'apporte aucune modification
Risques d'accidents corporels en lien avec les renversements d'engins, les explosifs, les structures élevées etc.	Mesures spécifiques de gestion des accès au site, de maintenance des unités de traitement, de contrôle de la circulation sur le site	Le projet n'apporte aucune modification

DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR	PROTECTIONS APORTEES DANS L'EDD DE 2005	IMPACT POTENTIEL DU PROJET
Risques d'origine humaine :		
Voies de communication Actes de malveillance	Le risque de collision avec les infrastructures de l'exploitation est inexistant au vu de leur localisation Fermeture du site	Le déplacement du primaire ne remet pas en cause les conclusions de l'étude de dangers sur ce point
Risques externes d'origine naturelle :		
Risques d'incendies (proximité de bois)	Installations situées dans des endroits dégagés	Le déplacement du primaire ne remet pas en cause les conclusions de l'étude de dangers sur ce point
Risques d'effondrement de terrain « les fragments qui tombent depuis les anciens fronts comme depuis les falaises naturelles peuvent entraîner des dommages plus ou moins conséquents. »	Mesures pour assurer la stabilité des terrains : géométrie adaptée aux accidents au niveau des fronts, purges, surveillance	La surveillance de la falaise et le maintien des équipements se poursuit
Risques liés à des conditions climatiques extrêmes (foudre, chutes d'arbres, envol de poussières)	Installations situées dans des endroits dégagés Extincteurs homologués et plan guide du site remis aux pompiers Réduction de la formation des poussières (arrosage, bandage des installations, capotage des bandes de transport)	Le projet n'apporte aucune modification

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact et de l'étude de danger sur cette thématique.

4.4.4.2. NUISANCES

DEPLACEMENTS ET TRAFIC

La carrière est desservie par la route départementale n°907.

D'après l'étude d'impact de 2005 (page 27), il s'agit d'une « [...] voie de circulation relativement importante présentant une alternative à l'autoroute pour la desserte du secteur à partir du Nord de la Haute-Savoie. Elle permet de rejoindre Taninges et la station des Gets. [...] »

La Direction Départementale de l'Équipement pratique des comptages routiers sur les principaux axes. Les données 2003 pour notre secteur sont les suivants :

- RD 907 de Pont de Fillinges à Saint Jeoire-en-Faucigny 8 000 véhicules/jour ;
- RD 907 de Saint Jeoire-en-Faucigny à Taninges 4 300 véhicules/jour [...] ».

Les modifications d'exploitation de la carrière n'induisent aucun changement sur le trafic entrée/sortie de la carrière. Le trafic actuel sera maintenu dans les mêmes proportions qu'actuellement. L'accueil de matériaux inertes extérieurs se fera en double fret.

Cependant, au sein de la carrière, les modifications permettront d'optimiser le trafic des engins transportant des matériaux depuis le poste primaire. Ainsi, le trafic interne sera réduit (nombre de engins transport divisé par deux pour effectuer les rotations) grâce au déplacement du poste primaire.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

BRUIT

D'après l'étude d'impact de 2005 (page 29), « le contexte sonore dans lequel se place l'exploitation de la carrière peut être caractérisé de milieu rural influencé par le trafic routier. En effet la circulation sur la D 907 est très perceptible ».

D'après le résumé non technique de l'étude d'impact de 2005 (page 14), « les effets liés aux émissions de bruits sont relativement forts par rapport à l'émergence réglementaire en période nocturne, ce qui conduit l'entreprise à aménager ses horaires et ne plus faire fonctionner l'installation primaire en période de nuit (22 h 00 - 7 h 00) ».

Le projet de modification n'apporte pas de changement concernant les nuisances sonores émises par la carrière.

L'installation primaire fonctionne en dehors de la période de nuit (22h-7h).

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

ODEURS

L'activité de carrière n'est pas de nature à émettre des odeurs pouvant constituer une nuisance pour le voisinage.

En outre, par sa nature, la carrière et le projet de modification ne sont pas concernés par les nuisances olfactives.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

VIBRATIONS

Dans le résumé de l'étude d'impact de 2005 (page 14), il est indiqué qu'« en ce qui concerne les tirs de mines, l'entreprise a mis en place une nouvelle méthodologie en 1999 qui a été validé par un arrêté préfectoral complémentaire en 2004. Cette méthodologie permet de mieux maîtriser les vibrations et les risques de projection : d'une part les fronts ont été scindés en unités de 8 m de haut, les plans de tirs ont été orientés perpendiculairement à la RD907, de sorte à abattre la roche vers l'intérieur du site.

Le suivi des vibrations générées par les tirs de mines montre l'absence d'effet sur les constructions ou équipements sensibles ».

La carrière SOCAVA possède un capteur sur le chalet au niveau de son accès pour opérer une surveillance du niveau des vibrations.

Entre 2011 et 2021, des mesures ont été prises via les arrêtés préfectoraux complémentaires afin de limiter les risques et nuisances pour les riverains, notamment via l'achat des maisons en contrebas de la carrière.

Grâce aux nouvelles techniques de minage et à la meilleure connaissance de la carrière (nombreuses études géotechniques), le projet de modification prévoit des forations de 15 m. Cela n'aura pas d'influence sur le niveau de vibration émis par la carrière et admis aujourd'hui.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

EMISSIONS LUMINEUSES

La carrière ne fonctionne pas de nuit, notamment entre 22h et 07h. Il n'y a donc pas d'éclairage artificiel de nature à créer une incidence notable sur l'environnement.

Le projet de modification s'inscrit dans ce cadre.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.4.4.3. ÉMISSIONS

POUSSIÈRES

Dans le résumé de l'étude d'impact de 2005 (page 14), il est indiqué qu'« en matière de poussières, les protections prises à ce jour garantissent l'absence d'impact sur les milieux riverains ». En outre, il est précisé qu'« aucune population à risque n'a été constatée à proximité et d'autre part la maîtrise des envols de poussière permet d'écarter [le risque de contamination à la silice] ».

Le projet de modification n'apporte pas de changement concernant les poussières émises par la carrière.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

REJETS LIQUIDES

Les modifications des conditions d'exploitation de la carrière prennent en compte et ne remettent pas en cause les mesures ERC prises pour la protection de la ressource en eau dans le cadre de l'étude d'impact de 2005 : bassin d'infiltration et bassin de décantation avec rejet dans une canalisation d'évacuation avant de rejoindre le Giffre.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

EFFLUENTS

Les modifications des conditions d'exploitation de la carrière prennent en compte et ne remettent pas en cause les mesures ERC prises pour la protection de la ressource en eau concernant les eaux sanitaires rejetées par la base vie et les eaux de l'aire de lavage : micro-station d'épuration avec filtre à sable, couverture sur l'aire de lavage des engins et déshuileur-débourbeur.

Les eaux traitées sont canalisées pour être dirigées vers le fossé le long de la RD907. Les eaux de processus sont intégralement recyclées sur site.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

DECHETS

Les modifications des conditions d'exploitation de la carrière prennent en compte et ne remettent pas en cause les mesures ERC prises pour la récupération et l'élimination des déchets : déchets classiques liés à l'exploitation d'une carrière de roche massive, stockage dans des bennes et fûts distincts avant d'être évacués dans les filières de traitement adéquats (bordereaux de suivi).

Initialement, l'apport d'inertes devait se faire en dernière phase d'exploitation de la carrière. Le projet de modification prévoit de maintenir le volume d'inertes à stocker par la carrière d'ici 2036 (420 000 T d'après autorisation initiale), mais l'apport sera réalisé progressivement durant la phase d'exploitation : 100 000 T lissés entre 2023 et 2032 avec une moyenne de 10 000 T/an et 320 000 T lissés entre 2033 et 2036 avec une moyenne de 80 000 T/an en vue de la remise en état finale.

Le projet de modification ne remet pas en cause la conclusion de l'étude d'impact sur cette thématique.

4.5. CONCLUSION

Comme le montrent la demande d'examen au cas par cas (CERFA n°14734-03 et ses annexes) et ce porter à connaissance, les modifications des conditions d'exploitation, dont le phasage d'extraction du site, n'entraînent aucun impact nouveau sur les thématiques de l'eau, du milieu naturel, du paysage, des nuisances émises (bruits, poussières, vibrations), ou des dangers.

Aucun nouveau rejet n'est induit par ces modifications non plus.

L'ensemble des mesures ERC définies dans l'étude d'impact de 2005 et reprises dans l'arrêté de 2006 modifié seront maintenues. Il en est de même pour toutes les mesures de suivi effectuées sur le site.

L'avancement de l'exploitation du carreau fera l'objet d'un suivi géotechnique comme c'est le cas actuellement.

L'exploitant veillera comme aujourd'hui à être en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié de 2006 ainsi qu'avec celles des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

Au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement (version modifiée par le décret n°2021-1000 du 30 juillet 2021), le **projet de modification de la carrière SOCAVA est donc notable mais non substantiel.**

ANNEXES

Réserves et plan d'exploitation, décembre 2021. -Bmi géologue Conseil en exploitation de carrière

Exploitation du triangle Est – SOCAVA. Etude d'Avant-Projet. G2 AVP – Indice 0. – Alpes Ingé

Zone consignée par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 : étude géologique et avis technique sur la faisabilité des minages. Mise à jour 12/2021 Ind. I . -Arias Montagne